# LA VIE INTELLECTUELLE


V. I. : L'autocritique et les enfants de Dieu.
F. PERROUX : De l'avarice des nations à une économie du genre humain.
A. FRISCH : L'Allemagne aux carrefours de la politique internationale.
M. CHASTAING : Existentialisme et imposture.
J. DUBOIS-DUMEE : Où en est « Pax Christi » ?
R. SPEAIGHT : L'entente est-elle cordiale ?

LES SIGNES DU TEMPS

Staline et les impérialistes.
L'affaire Marty-Tillon et la nouvelle tactique.
La C. G. T. prend un virage.
Des voitures et des hommes.
Inquiétudes du travaillisme.
Le roi d'Egypte perce sa première dent.
Ligne, hérisson, maquis.
Veillée catholique à Berlin.
Les protestants allemands à Stuttgart.
Azimuts.
Robert Schuman.

LETTRES — THEATRE — CINEMA

DOCUMENT : La conférence œcuménique de Lund.



REVUE MENSUELLE
NOVEMBRE 1952

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

# SOMMAIRE


V. I. : **L'autocritique et les enfants de Dieu** ..... 1

F. PERROUX : **De l'avarice des nations à une économie du genre humain**... 5

A. FRISCH : **L'Allemagne aux carrefours de la politique internationale**.... 36

M. CHASTAING : **Existentialisme et imposture**.... 57

J. DUBOIS-DUMÉE : **Où en est *Pax Christi* ?**..... 69

R. SPEAIGHT : **L'entente est-elle cordiale ?**..... 74


## LES SIGNES DU TEMPS


Staline et les impérialistes (B. Féron) ..... 80

L'affaire Marty-Tillon et la nouvelle tactique (J. Rounault).. 82

La C. G. T. prend un virage (C. Savouillan) ..... 84

Des voitures et des hommes (R. Parès) ..... 89

Inquiétudes du travaillisme (R. Matthews) ..... 91

Le roi d'Égypte perce sa première dent (J. Nantet) ..... 94

Ligne, hérisson, maquis (J. Rounault) ..... 97

Veillée catholique à Berlin (J. Mun) ..... 99

Les protestants allemands à Stuttgart (B. Girod de l'Ain).... 102

Azimuts (A.-Z. Serrand) ..... 105


PORTRAIT


G. Hourdin : Robert Schuman honnête homme ..... 111


## CHRONIQUES


Les croisades, carrefour de l'Histoire (M. Crubellier) ..... 115

Les essais (G. Venaissin) ..... 120

Les romans (M. Chavardès) ..... 124

Les faits littéraires (G. V.) ..... 128

Le cinéma : La P... respectueuse et Umberto D. (J.-L. Tallenay) ..... 129

Le théâtre (H. Gouhier) ..... 134

Adieu à Gaston Baty (M. Brillant) ..... 137


## DOCUMENT


La conférence œcuménique de Lund (C. I. C.) ..... 140

La Vie Intellectuelle

VINGT-QUATRIÈME ANNÉE. — NOVEMBRE 1952

# *L'autocritique et les enfants de Dieu*

*Celui que l'indignation partisane n'aveugle pas notera dans la décision par laquelle le Parti condamnait « l'activité fractionnelle » d'André Marty et de Charles Tillon une certaine grandeur, la grandeur, rare en ce temps, d'une position cohérente. Témoin cette phrase : « Chaque membre du parti a le droit et le devoir d'exprimer librement et largement ses opinions et ses critiques dans les discussions qui se déroulent au sein des organisations régulières du parti, étant bien entendu que la décision prise au terme de la discussion est valable pour tous et doit être appliquée par tous. » Cette affirmation faisait écho par avance à celles de G. Malenkov au rapport inaugural du XIX^e^ Congrès qui s'ouvrait les mêmes jours à Moscou.*

*Plus encore peut-être que leur contenu, la coordination des rapports présentés au Congrès, leur couronnement par la brève allocution où Staline se contente de poser les affirmations qui commandent les thèses de ses subordonnés, met en lumière la conviction communiste : pour la recherche de la vérité, pour la conquête de la liberté,*

*l'individu ne suffit plus, il faut l'effort de collectivités organisées. L'homme n'est plus uniquement, ni même premièrement l'individu possédant la nature humaine, mais la totalité de l'humanité qui réalise cette nature. Mais ce serait erreur de croire que pareille conviction ne se propage qu'au pays des Soviets. La France seule fait peut-être exception, et pour des raisons qui ne sont pas toutes à son honneur. Même la libérale Angleterre présente à sa façon, en ses deux partis et dans la nation tout entière, la recherche d'une organisation de la pensée et de l'action de tous. Quant à l'Amérique, cela ne fait aucun doute : aux témoignages officiels s'ajoutent ceux donnés souvent à la revue par les lecteurs qui la visitent ou qui lui écrivent, témoin ce professeur d'une université de l'Ouest dont la lettre exprimait l'étonnement que « les Français continuent à rechercher la liberté contre l'État, et non point (comme les Hollandais dont il citait l'exemple), dans et par l'État ». Peut-être même cette découverte n'est-elle que la redécouverte d'une vérité fort ancienne. Le catholique, par exemple, doit être le dernier à s'indigner ou s'étonner de cette nécessité de l'organisation collective, lui qui ne croit professer et vivre la foi que dans l'Église.*

*Mais plus l'organisation de l'humanité semble actuellement nécessaire, plus on doit être attentif à la façon dont elle se réalise. L'évocation de l'Église suffit à rappeler que si l'individu n'est pas tout, il ne peut être cependant sacrifié. Il y a un abîme entre l'unité de la foi et du Corps mystique et « l'unité de pensée, d'action et d'organisation » que revendique le parti. La foi, que maintient l'Église, affirme un rapport immédiat de chaque homme avec Dieu. En chaque homme il y a* quelque chose, *l'élan vers la vérité et vers l'amour, auquel aucun*

*autre être humain ne peut toucher, car à l'égard de ces biens essentiels il n'y a qu'un Médiateur : Jésus-Christ, qui est le Fils de l'homme parce qu'Il est le Fils de Dieu.*

*Si, pour réaliser les conditions de vie, de travail, de développement culturel que demandent les progrès techniques actuels, la pensée, l'action, la vie même doivent être coordonnées et organisées, cette coordination et cette organisation ne peuvent porter atteinte à ce qui en chaque homme est du domaine de Dieu. Reconnaître une grandeur et une cohérence nécessaire dans les décisions du parti communiste français et les rapports du XIX^e^ Congrès, doit donner plus de force pour dénoncer ce qui est intolérable : intolérables, les pénibles séances de mouchardage reproduites dans* France nouvelle *du 4 octobre, où Auguste Lecœur, André Voguet et d'autres fouillent leur plus lointain passé pour trouver par avance les traces de déviation de leurs camarades; intolérables également les flétrissures rituelles infligées par Malenkov à Trotsky et à Boukharine, car il n'est pas requis de salir son adversaire pour l'abattre. Intolérable la présentation comme « vérité historique » de ce que tant de Français savent pertinemment faux : « La vérité historique est que sous la direction de Maurice Thorez, le parti communiste tout entier s'est placé à la tête de la Résistance, etc. »* (*Document cité,* Humanité *du 4 octobre*). *Ces atteintes inadmissibles à l'esprit ont leur racine dans la soumission inconditionnée et illimitée que le parti réclame à son égard. « Avec Maurice Thorez, c'est l'attachement inconditionné et indéfectible à l'Union Soviétique », paroles qui une fois de plus font écho à celles de Malenkov, exigeant des militants communistes qu'ils « placent les intérêts de l'État soviétique au-dessus de tout ». A cette prétention le chrétien ne peut opposer qu'un* non *sans repentance : il ne peut accepter qu'au-*

*cune organisation humaine exige un attachement* inconditionné et illimité. *Nulle société humaine ne peut placer ses intérêts* au-dessus de tout.

*Il reste que l'organisation de l'humanité se poursuit et qu'elle doit se poursuivre. L'équilibre entre ces deux exigences ne sera pas facile à trouver. Il ne l'a jamais été. A chaque siècle il réclame une invention nouvelle. Des chrétiens voudraient qu'on leur fournît une formule leur permettant de répondre à leur tâche; mais la vie ne se résout jamais en des formules. Si net que soit le refus à opposer à certaines prétentions, ce refus est inapte à suggérer ce qui est positivement à faire; à ne pas le reconnaître, on s'expose à être le jouet des courants auxquels on voudrait résister. On comprend que les catholiques de l'Allemagne orientale ne soient pas venus chercher au* Katholikentag *de Berlin, des « formules », mais l'affirmation d'une foi en Dieu qui rectifie leur cœur et leur esprit face aux situations nouvelles que crée leur démocratie populaire. C'est la grandeur périlleuse de notre temps de mettre à nu les problèmes essentiels à l'homme auxquels le chrétien ne pourra répondre qu'en faisant appel à un pouvoir de création, équilibré par l'approfondissement de la foi.* — V. I.

# DE L'AVARICE DES NATIONS A UNE ÉCONOMIE DU GENRE HUMAIN

L'ÉCONOMIE moderne, née avec la révolution industrielle, fonctionne depuis un siècle et demi. Ses résultats présents, appréciés à l'échelle de la planète et à l'égard de l'Espèce entière, sont des plus médiocres.

La moitié des vivants restent soumis à un régime d'économie infra-humaine.

Accablés par la mort, la maladie, l'ignorance, ils ressemblent à des bêtes traquées. Les régions développées, semi-développées, insuffisamment développées contiennent, respectivement, un cinquième, moins d'un sixième, les deux tiers de la population mondiale. En moyenne, le premier groupe a un revenu annuel par tête de 461 dollars des États-Unis, le second de 154 dollars, le troisième de 41 dollars[1]. Le revenu moyen ou médian, — supposé qu'il ait un sens à l'échelle du monde, — s'est

1. C. E. A. Winslow, *Le coût de la maladie et le prix de la santé;* O.M.S., Genève, 1952, p. 12; d'après Point Four, *Cooperative program for aid in the development of economically underdeveloped areas,* Washington, D.C. (Publication 3.719, Economic Cooperation, Series 24).

très probablement abaissé depuis 1913 : dans le groupe favorisé, il s'est élevé rapidement; dans le groupe défavorisé, élevé très peu, mais le nombre des défavorisés s'est fortement accru dans la population totale relativement à celui des favorisés [2]. Le *monde* est très inégalement pauvre, mais il est pauvre.

La vie, la santé, l'aptitude à la connaissance sont cruellement mesurées à la moitié des « nôtres ». L'espérance de vie à la naissance qui, pour les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume Uni est de soixante ans ou plus, est de trente-neuf ans pour le Brésil, de trente-sept ans pour le Mexique, de vingt-sept ans pour l'Inde. La mortalité générale pour mille habitants, un peu inférieure à neuf dans les pays les plus avancés, dépasse vingt au Mexique, au Chili, à Ceylan, aux Indes. La mortalité infantile par mille nés vivants atteint les taux de 136 aux Indes, de 141 à Ceylan, de 153 en Égypte, de 160 aux Chili. La mortalité par tuberculose pour 100.000 habitants est de 300 dans les Indes et aux Philippines, de 450 en Chine et en Indonésie [3].

Il y a plus de 75 % d'illettrés en Égypte, aux Indes, en Turquie; plus de 50 % au Mexique, au Pérou, au Vénézuela, au Brésil [4]. En règle générale, la dégradation humaine coïncide avec les très faibles niveaux économiques : or deux tiers environ de la population mondiale vivent dans les affres de la faim, 46 % du monde dit

2. H. W. Singer, *Economic progress in underdeveloped countries, Social Research,* mars 1949, p. 2.

3. On trouvera des tableaux assez complets et détaillés dans : *Statistiques épidémiologiques et démographiques annuelles,* 1939-1946, première partie, « Mouvement de la population et causes de décès », « Organisation mondiale de la Santé », Genève, 1951.

4. Pour plus de détails, voir *Données statistiques sur l'analphabétisme d'après les statistiques nationales existantes,* U.N.E.S.C.O., 1950.

libre dispose de 2.000 calories par jour, soit 20 % de moins que le minimun F.A.O. (2.550)[5].

L'autre moitié du monde fait contraste par sa relative prospérité.

Encore observera-t-on que les moyennes dissimulent les misères concrètes. Avant cette guerre, les États-Unis comptaient plus de 25 millions de sous-alimentés. La Grande-Bretagne 15 millions[6]. De précises statistiques anglaises et américaines mettent hors de doute que la mortalité et la morbidité croissent avec la décroissance du revenu des classes sociales[7]. La maladie accable, du reste, les mieux pourvus; les soins médicaux et hospitaliers représentent 5 % du revenu national des États-Unis en 1949 et les pertes annuelles imposées par mort prématurée, invalidité, brève maladie au même pays, peuvent être estimées à 38 milliards de dollars[8].

C'est dans ces conditions fort peu brillantes que l'Espèce ajuste ses ressources à ses besoins fondamentaux. Le diagnostic serait moins inquiétant si nous pouvions nous tenir assurés que nous sommes en possession d'un système excellent, mais d'efficacité lente ou retardée; il existe, au contraire, de puissantes raisons qui incitent à douter de l'efficacité du système.

D'abord, il brutalise la nature et tend à en tarir la

5. *Partners in progress. Summary of a report to the President, by the international dévelopment advisory board,* mars 1951, p. 10; François Houillier, *La terre peut-elle nourrir l'humanité? Études,* février 1950, pp. 158-159. « En Chine la famine de 1849 aurait fait 14 millions de victimes; celle de 1878-1879, 9 à 13 : 100 millions en tout pour le XIXe siècle. »

6. Publications de la S.D.N.; Dr R. Sand, Paris, P.U.F., 1942.

7. Cf. quelques exemples cités p. 27 dans François Perroux, *Science de l'homme et science économique,* Paris, librairie de Médicis, 1943; C. E. A. Winslow, *ouvrage cité,* p. 85, pour les catégories sociales; pour les nations, cf. p. 86.

8. C. E. A. Winslow, *ouvrage cité,* p. 14 et p. 15.

fécondité. L'économie moderne détruit les espèces animales et végétales; elle suscite en grand l'érosion et l'épuisement des sols. Elle le fait en Amérique du Nord et du Sud, en Asie, en Afrique, à un moindre degré sur le territoire de l'Europe occidentale. F. Osborn le dit fortement : « La nature ne saurait nous donner un blanc-seing pour notre recherche du profit. » La répartition optima des ressources et des emplois par le mécanisme du prix et par le jeu des décisions individuelles apparaît une amère dérision à qui prend en considération les ensembles et les effets longs. L'entrepreneur et le marchand détruisent la forêt, gaspillent les facteurs naturels, se montrent aussi irrespectueux de la vie des animaux et des plantes que de celle des hommes [9]. Quand une politique de « conservation » vient à être décidée, elle est due à la sagesse limitée, tardive et précaire de quelques élites : certes pas aux spontanéités et aux automatismes du marché. Les « harmonies naturelles » de F. Bastiat semblent décidément avoir perdu beaucoup de leur efficacité, bienfaisante et esthétique tout ensemble.

Puis l'économie moderne institue entre les groupes qui forment l'Espèce, une très lâche et grossière interdépendance sans solidarités profondes. Entre eux se sont multipliés les moyens de communication : les événements d'une province de la planète retentissent dans

9. Fanfield Osborn, *La planète au pillage*, traduction française par Maurice Planiol, Payot, 1949 : « Des estimations consciencieuses basées sur des mesures faites avec soin, montrent que les terres perdues par érosion dans l'ensemble des États-Unis représentent chaque année entre 5 et 6 milliards de tonnes dont 3 milliards pour les seules terres cultivables; c'est-à-dire de quoi charger un train de marchandises dix-huit fois plus long que le tour de la terre », p. 187. Le service de la conservation des sols n'existe que depuis 1935. La citation donnée au texte se trouve, dans l'ouvrage cité, p. 120.

toutes les autres. Encore les progrès des économies dominantes sont-ils loin de bénéficier automatiquement et nécessairement aux économies dominées. Sans action consciente et délibérée, les inégalités meurtrières se seraient maintenues et se maintiendraient. Des détraquements inquiétants se manifestent qu'aucun laisser-faire ne corrige. La population du globe est aujourd'hui de 10 % supérieure à ce qu'elle était avant la seconde guerre mondiale; les rations en calories par personne pour le monde étaient encore en 1947-1948 inférieures de 5 à 10 % au niveau d'avant-guerre[10]. Depuis 1938, la production industrielle s'est élevée de quelque 50 % tandis que la production des matières premières et des produits alimentaires a cru seulement de quelque 10 %. Alors que la moitié du monde ne mange pas à sa faim, et vit dans une profonde misère[11], l'économiste officiel augure déjà, si la guerre est évitée, la surproduction et la mévente.

Enfin, et c'est sans doute le point le plus remarquable, un siècle et demi de discussions scientifiques et d'efforts intellectuels fort intenses n'a pas permis à l'humanité de formuler un système économique intelligible pour tous et sur lequel se fasse l'unanimité des élites. Sur 24 % de la superficie du globe flotte la bannière soviétique, sur 76 % de cette superficie, celle des Nations Unies. 31 % de la population mondiale sont officiellement pour une planification sans ménagements, 69 % pour la combinaison d'une économie à base de marché avec un planning souple[12]. La menace de l'anéantissement devrait pousser à une économie efficace et sans doctrine. La nostalgie en est répandue, la recette n'en est trouvée ni appliquée.

10. C. E. A. Winslow, *ouvrage cité*, p. 86.
11. François Houillier, *La terre peut-elle nourrir l'humanité? Études*, février 1950, pp. 158-159.
12. *Partners in progress*, brochure citée, p. 6.

Les membres de l'Espèce, oublieux de l'élémentaire, se livrent à de vastes et minutieux préparatifs pour s'entretuer. Ni l'évidence logique, ni l'évidence pratique ne paraissent les convertir à une économie fondamentale jugée aux résultats, largement indépendante des types spéciaux d'organisation, sainement méfiante des orthodoxies fallacieuses.

Tel est, en bref, le bilan de l'économie moderne née de l'application de la science et de la technique au problème de la subsistance matérielle des humains.

Son énoncé surprend et choque les Occidentaux parce qu'ils sont imprégnés, consciemment ou non, d'un esprit qui émane de l'avarice des nations [13] : dans cette optique, ils jugent les résultats de la pensée et de l'activité économiques.

Cette expression : avarice des nations, est employée ici dans un sens précis. Elle désigne une conduite qui se résume en deux traits.

Le produit national bénéficie aux seuls nationaux. De même qu'un individu jouit de son produit et que l'on tient aisé d'isoler le produit qui est « sien », de même qu'il l'obtient et l'emploie en appliquant la règle du rien pour rien, on a admis, on admet qu'il est toujours facile d'isoler un produit de la nation, qu'il est suscité et doit être employé par des échanges onéreux, que nul étranger n'a le moindre titre à en percevoir la plus minime fraction. L'ordre des propriétés individuelles a de la sorte un analogue dans l'ordre des propriétés collectives de nations. Cette croyance sociale paraît solidement fondée en bon sens tant que l'expérience n'impose pas de reconnaître qu'il est difficile d'isoler le produit d'un groupe

13. Cf. François Perroux, *Note sur les coûts de l'homme; Économie appliquée*, Archives de l'I.S.E.A., 1952.

comme celui d'un individu, que l'échange pur n'a jamais rendu pleinement compte de l'apparition ni de la répartition du produit d'une nation, que l'extrême détresse pendant ou après une guerre, ou dans une période pacifique de l'histoire, explique en même temps qu'elle justifie, le transfert gratuit d'une fraction du produit national à des hommes étrangers à la nation. On aime peu le reconnaître; on juge sain, prudent, de traiter ces nouveautés comme des exceptions strictement limitées, comme des déviations temporaires.

A l'intérieur de ses frontières, au surplus, chaque nation appliquera une recette prétendument neutre et objective d'accroissement de son produit[14]. Les ressources sont réparties au mieux par le prix. Le capital est porté au maximum par l'épargne libre orientée avec rigueur par les taux relatifs de profits. La diminution du salaire (sans limite de niveau), le chômage (sans limite de niveau ni de durée), rétablissent par la misère, par le dépérissement, éventuellement par la mort, l'équilibre entre l'offre et la demande de travail. Chaque individu a droit à tout *son* produit et n'a droit qu'à *son* produit; il ne reçoit monnaie ou biens qu'en contre-partie de ce qu'il cède; il serait dangereux et insane de transférer gratuitement une fraction du produit de quiconque. C'est ainsi que l'on fait les bonnes maisons où souffrent et meurent les faibles, mais où les capitaux réels et monétaires s'accumulent.

L'avarice des nations a donc deux degrés. Elle ne cède rien pour rien. Elle sacrifie la vie aux choses.

Elle est beaucoup plus virulente que l'avarice des individus. Parce que la plus libérale des nations est dotée

14. Pour une bonne critique de cette recette lire J.-L. Fyot, *Dimensions de l'homme et science économique*, P.U.F., 1952.

d'un État qui exerce le monopole de la violence légitimée : les polices, les marines, les flottes, parfois les forces spirituelles sont mobilisées pour établir ou modifier les cadres dits politiques à l'intérieur desquels les marchands feront leurs affaires. Parce que la plus libérale des nations tire tout le parti possible d'une sorte de transfiguration collective, de moralisation de l'avarice quand elle peut se dire nationale. Gagner pour soi est respectable : faire gagner sa nation est œuvre pie. Affamer un ouvrier, rosser un Noir ou un Jaune est parfois une cruelle exigence de l'équilibre d'une firme : agir de même pour la grandeur du pays passera pour une décision de politique réaliste. Voir agoniser quelqu'un n'est jamais plaisant : mais les agonies se perdent dans les moyennes numériques et la statistique des cadavres ne s'inscrit pas dans une courbe croissante de revenu global ou moyen. Les gloires mercantiles des économies dominantes du XIX^e^ et du XX^e^ siècle font oublier les plaies des faubourgs et les hontes des établissements d'outre-mer. Des peuples entiers, *classes ouvrières incluses*, célèbrent avec bonne conscience l'avarice triomphante des nations. Ne cherchons pas ailleurs les raisons d'une optique faussée dans laquelle nous confondons quelques performances d'Européens et d'Occidentaux avec le progrès de l'économie des hommes.

Cette grande illusion, mollement combattue, sans cesse renaissante, les faits commencent de la dissiper durement. Ils laissent entrevoir aux moins inattentifs comment un progrès économique à base de *perfectionnement* se dessine déjà par différence avec le progrès technique et le progrès mercantile. L'économie du genre humain, le « patriotisme de l'Espèce » qu'a osé célébrer le grand Hauriou, sont bien des termes qui peuvent prêter à sourire. Il n'en est pas d'autres pour désigner sans am-

biguïté la révolution qui est au travail dans le monde. Ne nous y trompons pas. L'économie avare est ébranlée et commence de céder la place à une économie *de tout l'homme* et *de tous les hommes.*

On souhaite hâter, si peu que ce soit, la prise de conscience de cette transformation[15] en rendant plausibles trois propositions maîtresses :

1. Les coûts de l'homme[16], irrésistibles et irrécusables ont émergé dans la pratique et dans les comptabilités du XX^e siècle. Pays riches, pays misérables sont jetés devant les échéances du coût des vivants.

2. L'avarice des nations se glisse encore dans le compromis des plans de développement, mais en préparant la guerre, en réarmant, elle touche, pour une œuvre de mort, aux procédés mêmes qu'elle pourrait et devrait employer à l'œuvre de vie.

3. L'économie du Service à l'échelle de la planète, la seule qui soit humainement pensable jusqu'au bout, a déjà repéré sommairement les cadres, les institutions et les procédures de son efficacité.

15. Les spécialistes connaissent bien le beau rapport de Gaston Leduc : « Le sous-développement et ses problèmes » (Rapport introductif au Congrès des Économistes de Langue française), *Revue d'Économie politique*, 1952. Ils savent aussi tout ce qu'ils doivent aux travaux érudits et novateurs de Maurice Byé, dont les premiers résultats sont publiés dans deux Cours de Doctorat (1950-1951, 1951-1952) miméographiés (Paris, Domat-Monchrestien).

16. « Coût de l'homme » pourrait prêter à ambiguïté.

*a*) Des statisticiens américains, Mrs Dublin et Lotka, *The money value of a man*, New-York, 1930, ont calculé le prix d'un homme, en appréciant le coût de sa « production »; je ne peux suivre ces statisticiens pour des raisons qui seraient trop longues à expliquer ici.

*b*) Coûts de l'homme signifient dans ce texte, coûts prioritaires assumés par une puissance publique au sein d'un groupe humain déterminé, pour assurer à tous les êtres humains les conditions fondamentales de leur vie. Le contenu de cette expression est du reste précisé plus loin (I).

# I

## L'ÉMERGENCE DES COÛTS DE L'HOMME : DEUX FRACTIONS DE L'HUMANITÉ DEVANT LE COÛT DES VIVANTS

« La masse vivante est sacrée » a écrit Henri Barbusse. Les dimensions œcuméniques de la tâche, son caractère foncièrement religieux sont évoqués ainsi avec une laconique puissance.

Voici la masse des vivants. L'économie n'accorde pas à chacun une espérance de vie scientifiquement possible, une chance de lutter contre la maladie scientifiquement possible, un accès minimum à la connaissance. *Une* autorité publique, — nous ne disons *pas* un *État* national, — use des moyens propres à couvrir les coûts qui permettent de réaliser ces trois conditions aujourd'hui manquantes. Elle fait les frais fondamentaux du statut humain de la vie[17]. Plus brièvement (et sauf spécifications), elle couvre les *coûts de l'homme.*

Pour l'essentiel, cette attitude est simple. Parmi les vivants, les uns peuvent payer, sur leur revenu courant ou sur leurs réserves, ces frais élémentaires; les autres ne le peuvent pas. Une autorité paye à la place des seconds, elle incorpore aux frais généraux du groupe ces *coûts prioritaires* qui sont aussi des coûts indépen-

17. L'auteur se sentirait honoré si l'on voulait bien considérer cette analyse comme un commentaire économique de la théorie des *biens de départ* présentée par Jean Mouroux dans sa leçon sur la hiérarchie des biens. L'économiste a beaucoup à gagner d'une lecture attentive de l'ouvrage du même auteur, *Sens chrétien de l'homme,* Paris, Aubier, 1950, 247 pages.

dants, dans leur principe, du niveau du produit global. Certaines de ces dépenses n'accroissent jamais le produit réel : celles qui vont aux incurables, celles qui sauvent des enfants qui mourront avant de devenir producteurs. D'autres accroîtront puissamment le produit réel, mais par des voies et au cours de périodes difficiles à repérer avec rigueur : celles qui récupèrent des forces de travail, qui élèvent la productivité potentielle des travailleurs, qui accroissent la capacité créatrice des cerveaux.

Des deux groupes, le premier est le plus caractéristique. Il atteste que l'Espèce devient respectueuse d'elle-même; il est une répudiation manifeste de cette doctrine économique qui ignore l'acte sans rendement matériel. Il comporte un risque spécifique; si « la civilisation aboutit à la dégradation de l'Espèce[18] » (Ch. Richet) et si le défaut de civilisation réduit l'homme à un statut voisin de celui de l'animal, l'économie humaine menacée par la foule de ceux qui ne sont pas encore des hommes et par la foule de ceux qui sont menacés de n'être plus des hommes, rencontre sa difficulté propre; elle doit être tout ensemble avisée et généreuse, et montrer tout ce que l'intelligence ajoute au cœur, lorsqu'elle ne lui ôte rien. Cette tension qui transforme le *sens* même de l'économie est un ressort puissant de perfectionnement défini par delà toutes les mesures du progrès économique tirées des critères relatifs aux produits moyens, aux structures matérielles caractéristiques, aux taux de croissance des provisions de biens.

Ces coûts de l'homme ont été conçus, dans les sociétés occidentales, comme des coûts prioritaires du travail salarié et dépendant, plus concrètement du travail exé-

18. Cité par Jean Rostand, *L'Homme*, Gallimard, 1926.

cuté à l'usine [19]. L'industrialisation imposait ce repérage préliminaire. Encore les coûts de l'homme ne se réduisent-ils pas aux coûts prioritaires de l'entretien des travailleurs. Ils débordent le cercle des travailleurs industriels; ils concernent tout être humain quel qu'il soit parce qu'il est un être humain et non parce qu'il se livre à une sorte déterminée d'activité. Aujourd'hui ils intéressent d'énormes masses humaines qui n'ont ni la pratique, ni même le soupçon du travail à l'usine et qui meurent, souffrent, ignorent. Les Occidentaux ont compris les coûts de l'homme à l'occasion de leur expérience industrielle : ces coûts débordent tout type d'organisation et toute philosophie spécifiés; ils découlent des rapports élémentaires de l'homme avec son environnement.

Aussi bien, n'y a-t-il que des désavantages à confondre ces coûts avec les coûts dits sociaux ou coûts de la Sécurité Sociale [20]. Ces expressions, d'une précision toute apparente, évoquent des institutions qui, bien qu'elles l'aient par la suite débordé, sont originairement liées au travail salarié et dépendant de l'usine. Bien à tort, on pourrait croire encore, de bonne foi, que la Sécurité Sociale est un ensemble d'institutions de classes ou de catégories. Puis les organes et les procédures de la Sécurité Sociale se définissent par nations : ils sont l'objet d'un débat où se révèle l'avarice des nations, à usage interne et à usage externe. Un niveau de sécurité sociale est un aspect, entre autres, des avantages préférentiels que les groupes nationaux souhaitent se réserver. Tout autre dans sa visée et dans son dynamisme est la politique qui s'assigne pour but de faire les échéances de

19. J. M. Clark, *Social Control of business,* The University of Chicago Press, Chicago, Illinois, 1926.

20. François Perroux, *Note sur les coûts de l'homme,* revue citée.

l'homme à l'échelle de l'Espèce et par les moyens appropriés. Cette politique seule opère une mutation des visées centrales de l'économie moderne.

La différence mérite d'autant plus l'attention que l'une des difficultés principales rencontrées par une politique économique de l'Espèce réside en un décalage entre nations économiquement fortes et peuples économiquement faibles dans leur effort commun d'honorer présentement les échéances de l'homme.

Les coûts de l'homme ont progressivement et lentement émergé dans les nations aujourd'hui économiquement fortes. Il a fallu un long délai d'enquêtes et d'expériences pour que les élites posent le problème, par esprit humanitaire et par sens politique, pour que les intéressés eux-mêmes se sentent peu à peu confirmés dans un droit qu'au début ils n'osaient même pas concevoir. En un premier temps limitées, puis élargies, les réalisations laissent encore hors de leur champ de larges fractions de la population, les moins éprouvées ou les moins armées pour les revendications politiciennes. L'élévation des niveaux de vie suggère et permet l'intensification et l'affinement des procédés employés. D'ensemble, les pauvretés relativement confortables et les misères relativement tolérables des Occidentaux font contraste avec les grandes douleurs collectives de continents entiers. Sans que cependant des centres d'économie infra-humaine puissent être éliminés des économies humainement progressives. Dans leur effort, celles-ci se heurtent aux pertes de la transition entre un capitalisme sans freins et un capitalisme humanisé; l'expérience est entamée sans que des surcroîts de produit soient systématiquement poursuivis et obtenus, sans que des mobiles nouveaux de l'effort collectif assurent la relève des pressions naguère exercées par la peur sociale.

Par ailleurs, le vieillissement de la population dans les économies évoluées [21] menace les conquêtes accomplies, directement par alourdissement des charges de vieillesse et de maladie, indirectement par un certain fléchissement de la propension à l'effort et de l'esprit d'initiative et d'entreprise.

L'avarice des vieilles nations tire prétexte de ces difficultés pour critiquer et contester le système auquel elle a résisté à son origine et à chacune des phases de son développement. Elle abonde en arguments pour mettre en doute, à chaque occasion, l'opportunité de couvrir les coûts de l'homme. Et ces résistances intérieures sont parfaitement conciliables avec un accord tacite des membres de la nation sur une sorte de protectionnisme innommé dirigé contre toute démarche étrangère, concurrence vigoureuse ou appel à une œuvre collective, qui menacerait le niveau de vie de l'ensemble national ou de l'une de ses parties.

Dans les pays économiquement faibles, le dynamisme des coûts de l'homme et les réactions hostiles de l'avarice de la nation revêtent de tout autres formes. L'effort à accomplir est si grand qu'il risque de décourager les élites politiques. L'aide indispensable de l'extérieur est considérée avec méfiance par les nations naissantes, trop informées des abus des initiatives et du capital étrangers. Les troubles politiques, les pertes résultant

21. *Report of the Economics Committee; The economic consequences of the present trend of population*, H.M.S.O. 1950; *Trois journées pour l'étude scientifique du vieillissement de la population*, avril 1948 (Alliance nationale, 217, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris), spécialement R. Froment, *La part des vieillards dans le revenu national*, fascicule IV, p. 41 et sq. Lire aussi : Jean Daric, *Vieillissement de la population et prolongation de la vie active*, Institut national d'Études démographiques, Travaux et Documents, Cahier nº 7, P.U.F., 1948, 208 pp.

de la transition à une organisation nouvelle, l'inconscience de classes féodales ou quasi féodales accumulent les difficultés. L'avarice de la nation naissante qui se dote souvent par force d'un mercantilisme d'État, se traduit par le refus de solidarités plus larges et par la concentration égoïste sur un avenir autonome dont on vient de faire la découverte. Cette avarice trouve trop de prétextes dans le difficile équilibre à réaliser entre le supplément de bouches à nourrir et le surcroît péniblement conquis de productivité.

Économiquement fortes, économiquement faibles, les nations ont leurs espèces particulières d'avarice et de résistance à la réalisation progressive d'une économie de l'Espèce. Les unes et les autres veulent couvrir au mieux les coûts de *leurs* vivants et sont détournées par ce souci des coopérations qui pourraient être salvatrices.

Cette émergence des coûts de l'homme est un événement qui, dans l'histoire de l'humanité, assumera vraisemblablement une importance comparable à celle de l'abolition de l'esclavage. Les résistances, dans les deux cas, sont le fait de ceux qui bénéficient de l'abus, de ceux qui sont impuissants à imaginer l'avenir et de ceux qui considèrent, avec une prudence désintéressée, que l'avenir doit avoir la précision morte d'un « tout fait ». L'émergence des coûts de l'homme et leur reconnaissance de plus en plus claire à l'échelle du genre humain, prolonge et accomplit la disparition de l'esclave. Elles signifient que l'Espèce n'accepte plus ni les simplismes du *struggle for life*, ni les ajustements économiques par détérioration de vies humaines. Dans une Espèce devenue pleinement respectueuse de soi et qui prendrait les moyens propres à servir cette conversion, nul homme ne se sentirait seul. *Les plus élémentaires et les plus matérielles des conditions seraient posées qui pourraient*

*donner ses chances historiques à la communion des vivants*. Que le mouvement soit amorcé, que ses exigences soient nommées, que quelques esprits soient épris du but vers lequel il tend, c'est déjà beaucoup. Encore faut-il, pour que le but soit atteint, qu'une économie du Service à l'échelle planétaire soit construite, une fois franchi le cap des tempêtes.

## II

## L'AVARICE DES NATIONS DEVANT LA POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT ET LA POLITIQUE DE RÉARMEMENT

En l'absence d'un gouvernement du monde ou d'un quelconque Conseil qui le préfigure, la parole est aux élites mondiales [22]. De leur vigueur et de l'ébranlement

22. Jacques Maritain, « *The problem of World Government* », *The Dublin Review, third quarter 1951*, se prononce, au terme d'une analyse convaincante, pour une organisation politique mondiale. Il loue, à notre sens avec raison, le projet d'une constitution mondiale; publié dans le numéro de mars 1948 de la revue mensuelle *Common Cause* (Chicago). Il recommande la création, sans délai, d'un Conseil consultatif mondial, disposant d'une autorité purement morale; chaque membre, élu ou désigné par la nation à laquelle il appartient, perdrait sa citoyenneté en devenant membre du Conseil.

Karl Jaspers, *Empire universel ou ordre mondial*, La Table Ronde, janvier 1950, pp. 26 à 37, écrit : « Toute souveraineté autre que celle émanant de l'ordre établi par l'Humanité dans son ensemble ne peut être qu'une source d'inégalité » (p. 27). « Cela (la communauté politique mondiale) ne devient possible qu'en réduisant l'ordre politique *au seul domaine des problèmes strictement vitaux*. En effet, sur le plan de la stricte nécessité vitale, il ne s'agit pas du développement, de la formation, de la réalisation de l'homme dans sa plénitude, mais uniquement de données, par essence communes à tous les hommes ou susceptibles d'appartenir en commun à ces derniers. »

communiqué aux masses dépend le tout. Au milieu du XX^e siècle, l'Espèce se montrera-t-elle capable de renoncer à tuer, de protéger et de favoriser la vie ? La raison et le vouloir-vivre de l'Espèce vaincront-ils l'avarice endurcie des nations ? Dans une œuvre collective, les hommes tenteront-ils de prendre la mesure concrète de leurs différends et de leur fraternité sous-jacente ?

Les plans de développement [23], quand bien même le réarmement ne les compromettrait pas, ne sont pas à la mesure.

Certes, c'est justice d'en comprendre d'abord la nouveauté et la portée.

Par une coalition respectable de l'intérêt bien compris et de l'idéalisme, les États-Unis, économie dominante du XX^e siècle, ont commencé d'assumer leurs responsabilités. On y continue d'enseigner officiellement que les équilibres extérieurs de l'économie sont automatiques : les décisions pratiques ne reflètent plus cette orthodoxie. Le programme mondial d'Aide mutuelle, sous le titre modeste d'Assistance technique, met en œuvre le principe d'entr'aide inscrit à la Charte des Nations Unies. L'Europe comprend encore insuffisamment la portée révolutionnaire du Point Quatre, au pays où Théodore Roosevelt préconisait, il n'y a pas si longtemps, la politique du *big stick;* elle sous-estime la résistance qu'a eu, qu'a chaque jour à vaincre cette initiative généreuse.

23. Deux bonnes brochures de vulgarisation : *President Truman's fourth point and the United Nations,* par Annette Baker Fox. *The Colombo Plan, a Commonwealth program for Southeast Asia,* par John R. E. Carr-Gregg. Pour le plan de Colombo, lire surtout : *The Colombo Plan for Co-operative economic dévelopment in South and South-East Asia, Report by the Commonwealth Consultative Committee,* Londres, septembre-octobre 1950, H.M.S.O. Cmd. 8080.

Quant à la Grande-Bretagne, elle prouve une fois de plus son extraordinaire courage réaliste et son génie politique dans le plan de Colombo. L'économie dominante du XIX^e siècle, contrainte à une vaste retraite en Asie, regroupe en une solidarité régionale de son Commonwealth, les intérêts et les bons vouloirs au Sud et au Sud-Est asiatiques. Il garde toute sa grandeur et une partie de son efficacité, cet Empire qui s'allège de beaucoup d'impérialisme et se survit par une alliance du sens politique et du bienfait.

Une double insuffisance grève toutefois l'une et l'autre de ces imposantes entreprises.

Les plans ne sont ni fondus ni même rigoureusement coordonnés. Ils restent, l'un un plan *anglais*, l'autre un plan *américain*. Tout se passe comme si quelque chose de la vieille et pernicieuse doctrine des zones d'influence composait encore le fond du tableau; comme si l'économie dominante du XIX^e siècle et l'économie dominante du XX^e prolongeaient dans leur œuvre politique et généreuse, une compétition séculaire. Elles se montrent transformées, quelque peu converties, non sans restrictions mentales ni jardins secrets. Le front commun des hommes blancs devant les hommes de couleur n'est pas encore celui d'une armée uniquement soucieuse de sauver des vies, de diriger des croissances, de réparer un passé d'exactions.

Ces plans, osons le dire, restent en un autre sens ambigus. Nous savons bien que l'éveil d'immenses économies engourdies ne se fait pas par de bonnes paroles, même pas par de bonnes œuvres. Cependant, par la difficulté des circonstances, plus encore que par l'imperfection des hommes, les objectifs et les moyens des plans sont d'une inquiétante complexité. La lutte contre le communisme interfère avec le souci de susciter des éco-

nomies renouvelées. Les ménagements des intérêts capitalistes tempèrent le zèle du bien commun. En pourrait-il être autrement ? Mais quel lest imposé à l'envol! Quel frein mis à l'élan nécessaire!

Si nous tenons irréformable l'enchaînement du réarmement et de la guerre, rien de plus à dire que ceci : l'essai de développer l'économie mondiale va être absorbé par la mobilisation de cette économie; le regard jeté sur les économies naissantes n'était que pour les situer sur une carte d'opérations. Parce que l'issue peut être encore toute différente, l'accent à notre sens doit être placé ailleurs.

Nous sommes très vivement frappés de deux faits qui contiennent un grand espoir. Le réarmement révèle l'ampleur du sacrifice dont les peuples occidentaux deviennent capables quand ils le croient vital. Le réarmement déroule une sorte de répétition générale des actions qu'il faudrait accomplir pour instaurer une économie de l'Espèce. L'ordre de grandeur de l'effort à fournir pour le compte de la vie est très inférieur à l'ordre de grandeur de l'effort effectivement fourni pour la préparation du massacre. Les questions techniques à résoudre pour la survie de l'Espèce sont les questions mêmes qui sont empiriquement résolues pour organiser la prébelligérance. La machine est déjà montée qui, au lieu de broyer, peut protéger les hommes et faire lever les moissons. L'arme deviendrait outil.

En 1950, le revenu national des États-Unis atteint quelque 250 milliards de dollars, celui de tous les pays de l'Europe occidentale pris ensemble, quelque 150 milliards de dollars. Un revenu global de quelque 400 milliards de dollars des économies développées du monde libre, soit cinq fois les 80 milliards de dollars auxquels s'élève le revenu global de tous les pays sous-développés

pris ensemble[24], voilà en ordres de grandeur, le flux des ressources annuelles sur lequel nous devons compter soit pour réarmer, soit pour équiper l'Espèce.

Les charges globales de réarmement, très variables selon les pays, ne sont certainement pas inférieures, pour l'ensemble, à quelque 40 milliards de dollars[25], soit 10 % de la somme des revenus nationaux.

Quelles charges globales représenterait une politique de sauvetage de l'Espèce ? Tout dépend évidemment de la définition de ses objectifs et, contrairement à ce qu'on serait en droit de penser, les travaux en cette matière ne sont pas nombreux, précis, systématiques. Nous possédons une évaluation des Nations Unies[26] indirectement et provisoirement utilisable pour notre objet. Sous des conditions nombreuses et compliquées, et avec une énorme marge d'approximation, on a calculé le montant du capital nécessaire annuellement aux pays sous-développés pour augmenter de 2 % par an leur revenu national par tête. Le total de 19 milliards de dollars a été retenu. De quoi il faut soustraire le montant de l'épargne annuelle formée dans l'ensemble des pays intéressés, c'est-à-dire les moyens qu'ils ont d'investir en puisant dans leurs propres ressources. En évaluant très généreusement ce dernier montant à 9 milliards de dollars, on trouve que quelque 10 milliards de dollars devraient être fournis annuellement par les économies développées. Par

24. *Partners in progress,* brochure citée, p. 11.

25. Étude sur la situation économique de l'Europe en 1950, O.N.U., 1951. Voir aussi J. E. Meade, « *Some economic problems of Atlantic Union Rearmement* », *Lloyds Bank Review*, octobre 1951, et Y. Séguillon, *L'Europe face au réarmement, Économie contemporaine,* VI-VIII, 1951.

26. *Measures for the economic development of underdeveloped countries,* U.N., mai 1951, cf. le tableau p. 76.

conséquent, avec un quart des ressources employées au réarmement, le monde libre pourrait augmenter de 2 % par an le revenu national par tête des pays sous-développés; avec la moitié des ressources de réarmement, il pourrait pratiquer une politique beaucoup plus ambitieuse.

Prenons les faits par un autre biais. Avec 10 % du revenu global des économies développées du monde libre, une politique spectaculaire de développement est arithmétiquement possible qui dépasserait vraisemblablement de beaucoup la capacité utile d'absorption des pays économiquement sous-développés et engagerait les gouvernements des pays développés dans des mesures difficiles d'indemnisations accordées à des productions non solvables par les moyens ordinaires du commerce. Avec 5 % du même revenu global, une politique révolutionnaire et très praticable est possible; avec 2,50 %, une politique très bienfaisante, d'allure et de rythmes modérés, peut être mise en œuvre.

Or, on n'oubliera pas qu'en 1920, l'influx total de capital dans les pays sous-développés ne dépassait pas 120 millions de dollars et qu'aujourd'hui, n'excédant certainement par 1 milliard 500 millions de dollars, il se tient vraisemblablement plus près d'un milliard que d'un milliard 500 millions[27]. Par conséquent, avec 2,50 % de la somme des revenus nationaux, l'influx salvateur de capitaux dans les pays sous-développés s'élèverait à plus de six fois et demie son montant actuel.

Ces chiffres, on l'accordera peut-être, ne sont pas sans éloquence et fonderaient opportunément une démarche immédiate[28]. Il serait urgent qu'une proposition offi-

27. *Measures...*, brochure citée, p. 79.
28. Aneurin Bevan fait contraste avec tant de prétendus hommes

cielle de désarmement internationalement contrôlé fût adressée par les Nations Unies à la Russie soviétique, avec affectation d'une large fraction des dépenses actuelles d'armement à un Fonds commun de développement mondial. Cette initiative dont il n'est pas permis, malgré les déceptions accumulées, de préjuger l'échec, est indispensable à la bonne conscience du monde dit libre. En cas de succès, elle contient en germe le plus grand événement de l'histoire du monde. L'Humanité, au bord de l'abîme, se ressaisit et mue une terrible menace en un immense bienfait.

Les problèmes techniques à résoudre restent sensiblement les mêmes.

La définition de la dépense à engager est malaisée et nécessairement arbitraire, qu'il s'agisse d'une dépense de réarmement ou d'une dépense de sauvetage collectif et de développement. Dans les deux cas, les incidences sont difficiles à dégager et les limites entre l'avantage commun et les avantages particuliers fort incertaines. Les comptabilités qui se voudraient trop rigoureuses stériliseraient l'effort avant qu'il soit entrepris.

Dans les deux cas, la capacité contributive des nations est déterminable par leur revenu réel, et, on le sait, le choix de l'indice de réduction en termes réels est un casse-tête statistique. La charge qui ne saurait être proportionnelle doit être progressive, frappant relativement plus les revenus relativement plus élevés; et l'on n'ignore

politiques par les idées qu'il exprime et l'attitude qu'il prend dans son ouvrage : *In place of fear* (publication prochaine en traduction française dans la collection « Liberté de l'Esprit » dirigée par Raymond Aron, chez Calmann-Lévy). H. Beuve-Méry a eu l'heureuse et courageuse idée de publier de larges extraits de ce livre important (*Le Monde*, avril 1952).

pas les discussions qui naissent autour de cette progressivité.

Enfin, l'unité de commandement et la répartition des tâches ne s'établiraient pas plus uniment dans une offensive de prospérité qu'elles ne font en phase de prébelligérance. Pour agir vite, les types mêmes de compromis déjà atteints en tous ces domaines devraient être retenus et employés.

Le jour seulement où ce rétablissement sera opéré, les élites conscientes pourront considérer que les politiques ont un but pleinement et jusqu'au bout avouable, parce que ce jour-là seulement l'Espèce aura entrepris le dépassement du capitalisme meurtrier et des nations meurtrières.

Transformer le budget de réarmement en budget d'urgence et de sauvetage collectif est la condition nécessaire, mais non suffisante, d'une économie du Service à l'échelle du genre humain. Notre dernière tâche doit être de déceler, dans les confusions du présent, les lignes de croissance et la première ébauche de celle-ci. A qui serait disposé à dénoncer trop tôt l'utopie, nous ferions observer qu'aucun des traits qui composeront ce tableau n'est emprunté à une idéologie ou à une doctrine. Chacun est tiré de l'observation incontestable des faits dans le présent. Nous n'imaginons rien : nous rassemblons et nous organisons des idées, des attitudes, des pratiques dont on ne peut nier qu'elle soient déjà présentes à notre siècle.

## III

## L'économie du Service a l'échelle de l'Espèce

La doctrine des économiquement faibles appliquée aux peuples et non pas seulement aux individus peut bien exciter l'ironie ou la fureur d'un certain libéralisme : elle envahit la politique concrète du XX^e siècle. La nation victorieuse envoie aux populations vaincues des aliments et des remèdes. L'économie dominante fait bénéficier ses partenaires de programmes de reconstruction. Le colonialisme n'ose plus s'avouer tel et agir à visage découvert : il organise sa survie partielle en affirmant un dessein de coopération et d'émancipation progressive. Sans doute une grande modération marque la pratique de ces nouveautés. Le vocabulaire de l'intérêt personnel et de la souveraineté nationale continue d'être préféré et n'exprime que trop bien des inerties et des rémanences. Pourtant tout se passe comme si trop de consciences étaient déjà averties et éveillées pour que l'économie internationale du plus fort pût être désormais pratiquée sans réserves. L'économie mercantile de l'échange et l'économie guerrière de la contrainte qui ont si longtemps caractérisé les rapports entre peuples ont été soumises à un processus d'érosion qui laisse affleurer les bases inébranlables de l'économie du Service. Le marché capitaliste et les États nationaux sont dépouillés de prestiges factices : ils sont pris pour ce qu'ils sont : des instruments d'adaptation de l'Espèce à son environnement. Aussi l'économie planétaire qui se dessine et qu'il nous appartient d'accomplir fait-elle l'épreuve de *cadres*

*territoriaux*, d'*institutions*, de *procédures* qui nous éloignent définitivement des réalisations du XIXe siècle.

*A*) L'espace économique[29] du monde est un réseau d'échanges et de forces tissé autour de pôles. Pôles de production des matières premières et des sources d'énergie. Pôles des industries stratégiques étant donné la technique de l'époque. Carrefours et nœuds privilégiés de trafics planétaires. Mondialiser l'économie, c'est maintenir ou valoriser entre ces pôles, malgré les exclusives des politiques nationales, les communications et les coopérations. Mais la place de ces pôles dans l'espace géographique n'est pas telle que les plus grandes richesses présentes ou potentielles soient au voisinage des besoins les plus urgents. On cherchera un compromis régional entre des espaces de besoins et des espaces de productions potentielles : on définira de la sorte une région mondiale de développement. Les limites nationales importeront peu et constitueront des obstacles plus souvent que des avantages. Voici le Moyen-Orient. Les revenus réels par tête y sont de 50 à 90 dollars par an. L'insuffisante épargne y est stérilisée par les habitudes de thésaurisation. Les pôles économiques sont les centres de production du pétrole et les espaces-clefs des Détroits et de Suez. En renforçant les coopérations entre ces pôles et les autres pôles mondiaux, on fait du Moyen-Orient une région de développement et l'on élimine progressivement les misères locales. Les tâches sont l'irrigation

29. François Perroux, « *Economic Spaces, theory and applications* », *Quarterly Journal of Economics*, vol. LXIV, n° 1, février 1950, reproduit en français dans *Economie appliquée*, Archives de I.S.E.A., n° 1, 1950, et *L'Avenir de l'Europe et les psychoses collectives de la localisation*, Synthèses, Bruxelles, 1952.

et l'exploitation plénière de vallées entières, la création de réseaux généraux de transports et de communications, la création d'organes supra-nationaux de crédit, la mise en œuvre éventuelle de centrales supra-nationales d'échanges extérieurs. Toutes initiatives qui ne peuvent s'accommoder des cloisonnements nationaux.

*B*) L'institution centrale des régions du monde en quête de la structure économique de leur survie et de leur prospérité est le Centre de Développement. L'initiative de sa création dans chaque région mondiale de développement viendrait des Nations Unies. La représentation des pays sous-développés, la pondération des pouvoirs des économies dominantes, le contenu des statuts faisant obligation à l'organisme d'affecter une partie déterminée de ses ressources à la couverture des coûts de l'homme, témoigneraient sans ambiguïté d'une option en faveur de l'économie du service, d'une attention privilégiée accordée au développement social et d'une volonté déterminée de favoriser l'indépendance progressive des pays intéressés, considérés ensemble. Le Centre régional de développement aurait à définir ses rapports avec la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement dont il appellerait une modification des structures et des règles de fonctionnement initial. Il ne remplacerait nullement l'apport des capitaux privés, mais serait tout au contraire susceptible de créer chez le prêteur et chez l'emprunteur les conditions du mouvement optimum de ces capitaux. Le prêteur a l'intérêt le plus certain à traiter avec un organe supra-national informé et puissant plutôt qu'avec des nations faibles ou anarchiques, ou des créanciers de compétence et de solidité douteuses. L'emprunteur a un avantage évident à recevoir ses fonds d'un organisme par lequel le conflit

des impérialismes est amorti et l'influence des intérêts capitalistes au moins tempérée. Des projets de cette sorte ont été discutés et pas seulement outre-mer, puisque, toutes différences bien comprises et soigneusement marquées, — les projets de Banques d'investissement ou de Centres d'investissement européens ne sont pas autre chose que des Centres de Développement à l'usage de certains vieux pays d'Occident.

*C*) Il suffira d'ouvrir les yeux sur la réalité pour apercevoir enfin, après les cadres et l'institution centrale de l'économie du développement de l'Espèce, les procédures inédites de sa mise en œuvre. Il y a cinquante ans, elles eussent paru des défis lancés à l'orthodoxie régnante : elles se sont installées dans la pratique et dans les mœurs, sans qu'on comprenne encore assez leur portée révolutionnaire.

Le XIX^e^ siècle a été fécondé par les grandes combinaisons nouvelles privées et de portée nationale. Les vagues successives d'innovations qui étaient le fait d'entrepreneurs dynamiques (appuyés bien plus qu'on ne l'a dit sur les États) ont accru massivement le produit disponible. Le XX^e^ siècle a changé quelques-unes des conditions fondamentales de la technique et de l'économie. L'énergie atomique, l'énergie marémotrice, qui penserait qu'elles puissent être lancées et exploitées par les particuliers seulement ? Les voies de communications et de transport intra-continentales et inter-continentales, qui aimerait soutenir qu'elles peuvent être l'œuvre exclusive de compagnies privées ? La lutte en grand contre la nature avare et la somnolence de populations entières, voudrait-on les confier à des sociétés anonymes ? Le vrai est que l'innovation supra-nationale publique ou quasi publique peut seule féconder l'économie du

XX^e siècle et procurer les accroissements massifs de produit réel sur lesquels serait prélevée la part de tout l'homme et de tous les hommes.

Dans ce mouvement d'accroissement du produit global à une échelle inusitée, la redistribution des revenus et des produits particuliers acquiert son sens plénier. Contrairement à ce qui est encore exposé dans beaucoup de manuels, on n'a jamais vu d'économie où la formation des revenus ait été la conséquence des seuls échanges libres et du seul marché de concurrence. Même aux périodes de libéralisme extrême, les rapports de force entre groupes sociaux, dominants et dominés, et la puissance de l'État, c'est-à-dire des gouvernants concrets, ont tracé les cadres de la formation des revenus et modifié, par catégories, leurs niveaux respectifs. Ces influences naguère dissimulées sont aujourd'hui répérées et déjà consciemment orientées, dans toute la mesure où le permet l'avarice des nations. L'économie de l'Espèce implique d'énormes redistributions du produit, à l'intérieur des vieilles nations, à l'intérieur des nations naissantes et économiquement sous-développées, entre les nations. La partie prenante ne semble plus à l'économiste moderne devoir être nécessairement la partie à laquelle — avec quelles incertitudes — le marché impute le produit. Le produit se révèle dépendant d'économies externes de l'environnement de plus en plus étendues. Le produit de l'entreprise dépend du produit de l'industrie, qui dépend du produit de la nation, qui dépend du produit de la région du monde à laquelle la nation appartient, qui dépend de l'ensemble articulé des régions du monde. Chaque produit particulier est le fruit de décisions prises par une unité particulière, mais aussi de décisions étrangères aux décisions ou aux comportements de cette unité. Les formes collectives de produc-

ion commandent les formes redistributives de répar-
ition.

Enfin, le crédit en nature ou en monnaie, sans rem-
boursement de principal ni versement d'intérêt, ce scan-
dale d'une économie fondée sur la règle du « rien pour
rien » a acquis droit de cité dans la pratique internatio-
nale. Son ampleur est moins significative que la révision
critique qu'il entraîne. Beaucoup d'arguments produits
en faveur du crédit onéreux et tenus pour irréfutables en
économie individualiste, deviennent plus que contestables
sous la lumière de l'économie collective. Le rembourse-
ment du principal et le versement d'intérêts sont indis-
pensables pour motiver l'acte de prêt dans un monde
économique où nul ne fait rien pour rien : le prêteur
entre dans son avoir et est indemnisé de son dessaisis-
sement transitoire. Mais si, dans une nation, l'État est
capable de prélever par l'impôt une fraction du produit
et s'il l'investit à l'extérieur, il peut renoncer au prin-
cipal et aux intérêts en vue d'avantages matériels ou
non, à moyen ou à très long terme, qui dépassent en
importance toute opération financière de style classique.
Les différences de taux, disait-on encore, sélectionnent
les emplois et entraînent l'emploi optimum de l'épargne;
mais dans de vastes territoires où *à proprement parler*
les taux d'intérêt ou de profit n'existent pas *encore*, des
décisions globales sur programmes sont pratiquement
inévitables. Des importations gratuites, — poursuivait-
on, risquent de susciter le gaspillage : mais des pro-
cédures appropriées de contrôle le peuvent, en fait,
combattre et une utilisation peu rigoureuse mais efficace
des capitaux doit, en tout cas, être mise en regard des
gaspillages de vies et de forces humaines qu'elle élimine
ou qu'elle réduit.

Le transfert de capitaux des régions du monde où ils

sont relativement abondants à celles où ils sont douloureusement rares peut entraîner des élévations de productivité, par des méthodes largement indépendantes des procédures individualistes qui ont été la recette traditionnelle de l'enrichissement des Européens. L'enseignement du christianisme médiéval sur l'intérêt trouve au XX^e siècle des confirmations assez inattendues en même temps que des occasions pressantes de se reformuler en se rajeunissant.

*
* *

*L'Économie des hommes dans la force et la plénitude de cette expression, loin de pouvoir invoquer une longue et sûre tradition, en est à ses premiers essais décisifs.* Elle n'a même pas encore commencé, elle commence.

L'économie avare a dû une partie de l'efficacité *localisée* dont elle a fait preuve à la mobilisation des forces assez banales et en fin de compte assez fragiles de la recherche du gain en monnaie. Probablement serait-il imprudent de dire qu'elle a tiré tout le parti possible de l'intérêt personnel. L'intérêt personnel est, pratiquement et philosophiquement, une notion qui fait éclater le lucre à objet matériel et monétaire; il ne semble pouvoir s'accomplir si l'on exclut l'acte gratuit, par principe et d'entrée de jeu.

L'économie d'hier s'est encore montrée partiellement efficace en inventant les procédures du marché. Sans prendre garde qu'elle menaçait le marché lui-même en refusant de scruter et d'accepter les réalités qui se définissent en deçà et au delà du marché. Sans reconnaître aussi que, pour fonctionner, le marché doit exister d'abord et qu'on ne saurait le créer par les procédés qu'on emploie pour le perfectionner lorsqu'il existe.

Si nous jetons un regard sur l'entière planète et sur l'Espèce qui l'habite, nous sommes amenés à penser qu'en fin de compte, les plus désintéressés des économistes, mal inspirés par un souci de réalisme myope, se sont trompés dans leurs diagnostics sur l'évolution de fait et sur l'évolution possible de l'Humanité.

L'économie *de tout l'homme* et *de tous les hommes* ne s'est pas laissé maîtriser par les schémas de l'économie mercantile. Le monde économique n'a jamais été et ne sera vraisemblablement jamais un réseau d'échanges onéreux. Pour l'interpréter sans faiblesse et pour y mettre notre marque d'hommes, nous avons à redécouvrir au delà de l'*économie de l'Échange*, l'*économie de la Contrainte* et l'*économie du Don*.

Et pour tous ceux de notre esprit, cette recherche est un moyen de rendre supportable l'affreuse angoisse qui nous saisit lorsqu'au sein de l'économie meurtrière et criminelle où nous sommes, nous osons prononcer les mots redoutables et sacrés de Communion des Vivants.

FRANÇOIS PERROUX.

Ce texte a servi de base à la conférence donnée par l'auteur à la Semaine sociale de Dijon (cf. *La Vie Intellectuelle*, octobre 1952, p. 84 sq.).

# L'ALLEMAGNE AUX CARREFOURS DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Par la force des circonstances, l'Allemagne occupe une place de choix dans la politique étrangère française. Elle constitue une des pierres angulaires de la construction européenne due à l'initiative de la France. Ces dernières semaines, les événements ont pris une tournure particulièrement importante. En 1953, les peuples de l'Europe éliront peut-être en commun leur première assemblée parlementaire et le dialogue entre l'Est et l'Ouest autour de l'Allemagne trouvera un aboutissement, qui sera plutôt négatif que positif.

Que sait-on à ce moment décisif de l'histoire d'après-guerre de l'Allemagne occidentale, de ses intentions, de ses possibilités et de son orientation intérieure? Peu de choses. Beaucoup de ceux qui en parlent dans la presse ou à la Radio se laissent trop souvent influencer et guider par des observations superficielles ou par des convictions formées d'avance. L'Allemagne « éternelle », si répandue dans la presse et dans la littérature française, est assez loin de la réalité. Par ailleurs, c'est un jeu à la fois dangereux et illusoire de croire à la répétition permanente de l'histoire. Les événements qui se succèdent ne se ressemblent qu'en apparence et prennent d'un point de départ parfois commun des directions inexplicables par la seule connaissance du passé.

Le présent de l'Allemagne avec ses tendances, ses

réactions populaires, ses forces et ses faiblesses importe donc plus que le passé avec ses hypothèques et ses hérédités, sans qu'il soit nécessaire de nier l'existence de liens très solides entre hier et aujourd'hui.

Les pages suivantes ne veulent apporter aucune révélation ni sur la mentalité ni sur la fameuse âme allemandes. Elles sont très modestement consacrées à l'information et espèrent pouvoir éclairer un certain nombre de points confus.

## Le malentendu fondamental

Sur les relations entre l'Allemagne et le monde extérieur plane, à présent, un grave malentendu. Les interlocuteurs parlent le même langage et tendent vraisemblablement avec sincérité vers le même objectif, mais ils partent de données psychologiques différentes. Pour le Français moyen, la collaboration avec l'Allemagne est une nécessité politique, la conséquence d'une étude logique et raisonnable de la situation. Il comprend le désir de l'Allemand d'être traité dans une communauté européenne ou occidentale sur un pied de parfaite égalité, surtout depuis le jour où l'on envisage une participation allemande à la défense occidentale. En effet, il est difficilement concevable de réclamer à un peuple le sacrifice de ses enfants et de continuer à le traiter en vaincu ou en subordonné. Seulement, ni pour le Français moyen, ni pour l'Anglais, le Belge, le Hollandais et quelques autres, même pas pour la grande partie des Américains, cette reconnaissance de l'égalité des droits, cette réadmission de l'ennemi d'hier, ne signifie l'oubli du passé. Pour lui, les années de guerre subsistent avec leurs destructions, leurs persécutions, leurs camps de déportation et de mort. S'il s'efforce de n'en plus tenir compte

politiquement et d'en adoucir le souvenir, dans les limites humainement possibles, on attend en contrepartie de l'Allemagne une certaine reconnaissance intérieure d'un passé peu défendable, un certain nombre d'assurances morales permettant l'espoir que les choses vécues ne pourront plus se renouveler. Bien entendu, il ne s'agit pas de ranimer la querelle de la culpabilité ou de la responsabilité collective. L'observateur moyen de l'Allemagne souhaite seulement ne pas rencontrer, outre-Rhin, un sentiment de plus en plus généralisé de l'irresponsabilité envers le passé. Puisque le nazisme a existé, puisqu'il a provoqué en Allemagne aussi bien qu'à l'étranger d'innombrables misères, on estime que la conscience allemande devrait, d'une manière ou d'une autre, en tenir compte et imposer à ses aspirations politiques, aussi justifiées qu'elles soient, une certaine réserve.

Toujours selon l'avis du Français moyen, l'Allemagne a perdu la guerre. Elle joue donc forcément un rôle subordonné dans le nouveau concert international. Pour remonter la pente, l'Allemagne devrait logiquement accepter des sacrifices politiques plus importants que les autres pays. Dans ce sens, on a vu, il y a environ deux ans, dans la renonciation anticipée à certains droits de souveraineté, le prix d'entrée de l'Allemagne dans la communauté européenne.

Ces conceptions du Français moyen ne sont plus partagées par l'opinion publique allemande. Pour sa grande majorité, la période de contrition et de repentir est définitivement close. On comprend de moins en moins que le passé hitlérien puisse peser dans la balance politique contemporaine. Appelé à participer à la défense occidentale contre l'Union Soviétique, l'Allemand moyen est sincèrement convaincu qu'on a besoin de lui et qu'il est en droit de réclamer son prix pour son apport militaire.

Ce prix n'est même plus discuté, c'est l'égalité des droits absolue à partir d'un point de départ entièrement nouveau, qui n'a plus rien à faire avec les années de guerre et tout ce qui s'y rattache. Tout le climat psychologique a été faussé le jour où les Américains ont proposé le réarmement allemand. Avec une certaine logique intérieure, la majorité des Allemands a vu dans cette proposition une liquidation politique et morale définitive de l'accusation du monde contre l'Allemagne et même de sa défaite militaire.

L'évolution est même allée encore plus loin. La honte du passé a commencé à s'effacer peu à peu. On a renoué, en Allemagne, les liens rompus par la capitulation pour intégrer dans l'histoire allemande moins la période hitlérienne que la deuxième guerre mondiale, qui a profondément bouleversé tant d'existences individuelles et dont, intérieurement, l'Allemand moyen ne veut plus se séparer. Pendant que le monde extérieur aurait désiré une coupure nette entre l'hitlérisme et l'Allemagne démocratique nouvelle, on a fait, outre-Rhin, mélancoliquement et symboliquement une triste marche en arrière, pour le moment sans aucun triomphe et sans la moindre intention politique, mais tout simplement pour ne pas devoir renoncer aux mérites de quelques années extrêmement dures de son existence.

Ce malentendu sur les rapports entre le passé et le présent rend évidemment fort délicate une compréhension franco-allemande. On ne peut que regretter la négligence psychologique de la politique extérieure française qui, au cours des dernières années, a omis de faire comprendre à la masse des Allemands l'état d'âme de la France et aussi de ses anciens alliés européens. Un langage clair dans ce sens aurait déclenché outre-Rhin un salutaire courant de réflexions et probablement empêché

une mésentente assez profonde. L'explication reste indispensable, mais elle sera désormais accompagnée de beaucoup plus de difficultés, de frictions et de blessures.

Il faut reconnaître que les Alliés occidentaux n'ont jamais poursuivi envers l'Allemagne une politique cohérente. On continuait à démonter les usines au moment même où l'on accordait à l'Allemagne les premiers crédits Marshall pour la reconstruction de son appareil de production. On renonçait généreusement au paiement de réparations tout en gonflant les frais d'occupation par des dépenses somptuaires. Pour préparer le réarmement allemand, on fait appel aux anciens officiers de la Wehrmacht sans avoir tranché préalablement et d'une manière nette et incontestable la question des criminels de guerre. Il n'est un secret pour personne qu'un certain nombre de jugements prononcés par des tribunaux alliés sont, pour une raison ou une autre, incompatibles avec la justice élémentaire. Au lieu de les réviser, on a laissé traîner la question et provoqué en Allemagne une agitation politiquement dangereuse en faveur de l'ensemble des condamnés, dont la majeure partie ne mérite probablement aucune clémence. Cette confusion persiste toujours, elle est d'autant plus grave que la propagande occidentale reproche avec raison aux responsables soviétiques des crimes semblables à ceux pour lesquels des Allemands ont été condamnés. La propagande soviétique de son côté n'est pas plus innocente. Ses affirmations concernant la guerre bactériologique donnent aux anciens nazis autant d'alibis que la campagne occidentale contre les camps de concentration soviétiques. On ne rend pas la justice dans l'équivoque. Il ne faut donc pas trop s'étonner des réactions allemandes qui sont encore favorisées par certaines lenteurs, notamment en ce qui concerne la condamnation des criminels de guerre en France.

Ces procès tardifs dépassent la compréhension de l'opinion publique allemande mal informée, qui se révolte à l'idée qu'on juge des anciens soldats allemands au moment où l'on veut recruter de nouvelles divisions.

## La situation politique intérieure

Le spectre du néo-nazisme hante beaucoup de consciences françaises. Les anciens nazis convaincus n'ont évidemment pas disparu. Il n'est pas surprenant que certains noyaux se reconstituent et s'efforcent de se créer une clientèle. Ces groupements n'ont pourtant que peu de signification pratique. Toutes les tentatives d'une certaine envergure ont jusqu'à présent échoué, qu'il s'agisse du parti du général Remer ou de l'essai de mobiliser les anciens combattants en faveur d'un programme nationaliste et militariste. Dans la presse française, on met les manifestations néo-nazies beaucoup plus en évidence que leur échec ultérieur. Il est incontestablement rassurant que les groupements d'anciens combattants se soient jusqu'à présent dans une large mesure soustrait à une mainmise politique dangereuse. La grande masse des Allemands est définitivement fatiguée de la dictature, du nazisme et de toute propagande politique bruyante. Son désintéressement envers la politique est suffisamment grand pour ne laisser que peu de place à l'expansion de mouvements extrémistes. A ce sujet, il faut attirer l'attention sur la politique modérée des groupements de réfugiés et sur la résistance que ces éléments ont opposée jusqu'à ce jour à toute tentation fasciste. Exception faite de quelques discours plus ou moins déplacés concernant la récupération des régions allemandes perdues à l'Est, ces millions de réfugiés n'ont même pas essayé d'exploiter efficacement leur force politique.

A la longue, le désintéressement politique de l'Allemand moyen pourrait être plus dangereux qu'une prise de position plus ou moins nationaliste. En effet, il laisse la porte ouverte à des aventuriers éventuels et à toutes les nuances d'une politique neutraliste ou d'une nouvelle collaboration avec l'Union Soviétique. L'indifférence politique est particulièrement grande dans les milieux de la jeunesse malgré tous les efforts contraires des partis politiques. La social-démocratie allemande, qui se distingue pourtant par une assez grande vitalité, n'a guère mieux réussi à mobiliser les jeunes que les partis bourgeois et gouvernementaux. Dans l'ensemble des mouvements de jeunesse allemande, les jeunes socialistes n'occupent, à l'heure actuelle, qu'une place modeste.

Dans la conjoncture actuelle, les anciens nazis découragés par les expériences du passé et par la défaite sont beaucoup moins à redouter qu'une partie de la bourgeoisie allemande, qui n'a jamais été politiquement compromise et qui s'efforce de s'emparer des leviers de commande, non pas pour des buts politiques, mais pour la défense de ses intérêts matériels. Ces gens joueraient le cas échéant n'importe quelle carte, l'américaine aussi bien que la soviétique, pourvu que l'enjeu en vaille la peine pour eux. Ils sont tellement convaincus de leur supériorité qu'ils ne craindraient même pas une alliance avec les soviets, dans l'espoir bien illusoire d'en sortir gagnants. Ce sont ces cercles de la grande industrie et de la finance qu'il faudrait surveiller de près pour éviter des surprises désagréables.

Dernièrement, différents petits partis conservateurs ont tenté un regroupement avec l'important parti démocrate-libéral, qui représente la grande industrie et une partie de la bourgeoisie protestante. Après quelques succès initiaux, ils se sont heurtés à l'impossibilité du parti

démocrate-libéral de se lier à la droite étant donné qu'une partie de sa clientèle reste fidèle aux anciennes traditions libérales allemandes, qui avaient toujours été orientées vers le centre. Selon toute vraisemblance, la droite allemande à tendance nationaliste ne jouera qu'un rôle subordonné dans les prochaines élections qui se dérouleront en été 1953. Trois principales forces se disputeront les voix, c'est-à-dire les socialistes, les chrétiens-démocrates d'Adenauer et les libéraux. Ces derniers ont toutes les chances pour augmenter considérablement le nombre des voix recueillies sans pouvoir atteindre en importance les deux autres partis. Une victoire socialiste suffisamment grande, qui permettrait à ce parti de gouverner seul, éventuellement avec l'appui de quelques alliés de faible importance, semble peu probable. Dernièrement, le prestige du chancelier Adenauer s'est renforcé. S'il réussit à trouver une solution convenable au problème de la Sarre et à présenter aux électeurs allemands au moment de leur vote un projet définitif pour la constitution d'une autorité politique européenne, il pourrait éviter la catastrophe électorale qu'on lui avait prédit il y a quelques mois. Toutefois, son parti est trop hétérogène pour pouvoir maintenir sa force actuelle. Il risque fort de perdre une partie de ses électeurs protestants.

Le bloc des réfugiés, constitué en parti politique à l'échelle des Länder depuis environ deux ans, sera la grande inconnue de la prochaine consultation électorale en Allemagne. Il enlèvera des voix principalement à la droite et au parti du chancelier, mais, en même temps, il gênera sans doute l'expansion éventuelle de la social-démocratie.

L'avenir politique de l'Allemagne dépendra, dans une large mesure, de la coalition qui sortira des prochaines

élections. Une très nette orientation vers la gauche semble peu probable. On concevrait plus facilement une coalition entre les chrétiens-démocrates, les libéraux et le bloc des réfugiés. Un tel gouvernement ferait nécessairement une politique plutôt conservatrice et s'éloignerait plus que la coalition actuelle des syndicats, qui ont exercé jusqu'à présent une influence modératrice dans le domaine social. La solution idéale et logique serait une coalition entre socialistes et chrétiens-démocrates, qui avait déjà été envisagée au moment de la constitution de la République fédérale de Bonn, mais qui s'est heurtée à l'opposition intransigeante du docteur Schumacher. En 1953, les socialistes allemands se chargeraient d'une lourde responsabilité pour le développement et le sort de la démocratie allemande si, dans l'impossibilité éventuelle de constituer eux-mêmes un gouvernement de gauche, ils refusaient la coalition avec le parti du chancelier Adenauer, en obligeant ce dernier à s'associer à un gouvernement penchant nettement vers la droite et surtout vers une attitude nationaliste et peut-être même antioccidentale.

## L'unité allemande

La propagande électorale sera évidemment dominée par la question de la réunification de l'Allemagne. La tendance allemande vers l'unification du pays est plus que naturelle. Aucun pays n'accepterait sa division comme fait accompli ou comme destin invariable. Ce ne sont pas seulement des raisons sentimentales ou familiales qui parlent pour l'unité, mais aussi des intérêts politiques et économiques. Le rôle d'une Allemagne unifiée dans la société internationale sera incontestable-

nent plus grand que celui de deux frères ennemis. D'autre part, la zone soviétique se dépeuple de plus en plus — 1,8 millions de personnes l'ont quittée en direction de l'Ouest depuis le début de l'occupation soviétique, c'est-à-dire plus de 10 % de sa population totale — alors que l'Allemagne occidentale est de plus en plus surpeuplée. Rien n'est plus normal que de vouloir rétablir un certain équilibre démographique par le déplacement du rideau de fer vers l'Est. En même temps, on renforcerait la résistance économique du pays, dont l'équilibre a toujours été basé sur l'Est agricole et l'Ouest industrialisé.

Néanmoins, la réunification n'est plus une condition *sine qua non* de toute politique extérieure allemande. Si personne, outre-Rhin, n'aurait l'idée de se prononcer pour le maintien de la division actuelle, beaucoup de gens n'attachent plus une importance réelle à cette question et se désintéressent de l'unification de l'Allemagne autant que de toute action politique. L'indifférence antipolitique, qui se fait sentir en Allemagne comme ailleurs, a aussi ses répercussions sur le problème de l'unité. D'autre part, il y a des groupes économiques et idéologiques assez importants qui redoutent l'unification sans l'avouer publiquement. Industriellement, les deux moitiés de l'Allemagne se sont reconstruites depuis la fin de la guerre d'une manière tout à fait indépendante. On a ainsi vu se créer de nouvelles capacités de production, qui aboutiraient dans différents secteurs au moment de l'unification à un véritable sur-équipement et à une concurrence intérieure assez dangereuse. Il est compréhensible que certains milieux industriels de l'Allemagne occidentale ne soient pas pressés, dans ces conditions, de voir se réaliser l'unité allemande. Il faut y ajouter des préoccupations d'ordre social. Les réformes

profondes réalisées en zone soviétique ne se laisseront plus effacer, ni les nationalisations, ni la désagrégation de la bourgeoisie. Elles apporteraient dans une Allemagne unifiée une inconnue sociale très redoutable, faisant paraître à beaucoup l'unification de leur pays une véritable aventure.

En attendant, toutes ces considérations n'ont qu'un caractère spéculatif. Ce qui importe, c'est la réalité politique. Lorsque la présidente du parti du Centre catholique, qui ne représente plus une grande force politique en Allemagne et qui est nettement orienté vers la gauche, déclare que la politique allemande, dont le thème central sera le rétablissement de l'unité, doit avoir priorité sur la politique européenne, elle fait abstraction de tout réalisme politique. Ce n'est pas la politique européenne qui s'oppose à l'unification de l'Allemagne, mais le conflit entre les États-Unis et l'Union Soviétique. L'Europe n'y joue qu'un rôle purement secondaire. Son influence est d'autant plus inexistante qu'elle est éloignée de son unité politique. La politique européenne ne se développe qu'à l'ombre de la grande controverse mondiale. L'armée européenne n'est qu'un accessoire du réarmement allemand qui a été désiré et imposé par les États-Unis. Si les adversaires de l'armée européenne réussissaient à empêcher sa constitution, ils n'auraient rien changé à la détermination américaine de faire participer des contingents allemands à la défense occidentale, ni au conflit fondamental qui oppose les États-Unis à l'Union Soviétique et dont le potentiel militaire allemand est l'un des enjeux.

La possibilité d'action de la France est encore plus limitée que celle des Allemands. Ces derniers pourront au moins dans certaines circonstances empêcher le réarmement par leur opposition effective, tandis que les

États-Unis auront la possibilité de passer outre un éventuel veto français. Lorsqu'en Allemagne on accuse la France de mener secrètement des négociations avec l'Union Soviétique pour éterniser la division de l'Allemagne, on méconnaît totalement les rapports de force actuels. A maintes reprises, l'Union Soviétique a prouvé qu'elle n'avait nul besoin de la France ou d'un autre pays occidental pour mener ou imposer sa politique en Allemagne. Autrement, elle n'aurait pas laissé échapper de nombreuses occasions pour retarder la signature du traité de l'armée européenne. En effet, l'opinion française et britannique ne lui demande qu'une seule chose : faciliter une conférence à quatre par quelques concessions plus ou moins secondaires. Or, aucun geste n'est venu de Moscou. Quant à la possibilité française d'influencer la politique américaine dans la question fondamentale du réarmement allemand, on a certainement perdu toute illusion, au moins de ce côté du Rhin.

L'unité allemande suppose des concessions soviétiques et américaines. Peut-être à la fin de l'année dernière, Moscou fut-elle disposée à payer un certain prix pour la renonciation américaine au réarmement allemand et à se retirer, par conséquent, de l'Allemagne orientale. Par la suite, elle semble avoir changé d'avis. Les propos que l'on prête à Staline lors d'un entretien avec le socialiste italien pro-communiste Nenni, concernant le maintien indéfini de la division de l'Allemagne n'ont jamais été démentis d'une manière nette et correspondent, selon toute vraisemblance, aux idées actuelles des chefs soviétiques. Dans le même entretien, Staline aurait envisagé une cohabitation durable entre l'Est et l'Ouest après un règlement général avec les États-Unis. Un tel accord suppose, qu'on le veuille ou non, la division du monde en deux vastes sphères d'influence. L'Allemagne unifiée

ferait obligatoirement partie d'une de ces deux zones. Aucun des intéressés n'accepterait sa neutralisation, vu son importance géographique, économique et militaire, aucun ne voudrait non plus l'abandonner à l'autre. Pour cette raison, la situation actuelle n'a guère de chances d'évoluer en direction de l'unité, même si cette question est de plus en plus mise en vedette par les partis politiques d'outre-Rhin.

Quoi qu'il en soit, la grande masse des Allemands se trouve à présent beaucoup plus proche de l'Occident que de l'Union Soviétique. Chaque fois qu'un choix sera nécessaire, la solution adoptée ne fera aucun doute. Le neutralisme allemand n'est qu'une vue de l'esprit ou une spéculation politique. Personne de responsable ne voudrait compromettre les liens entre l'Allemagne et le monde occidental, ni l'exposer à un isolement en face de l'Union Soviétique. Au milieu d'une tempête de propagande antialliée, lors du dernier congrès du parti socialiste allemand à Dortmund, fin septembre 1952, le nouveau président du parti, Erich Ollenhauer, n'a pas manqué de faire remarquer que l'Allemagne fait partie de la communauté occidentale et que toutes les critiques ne devraient pas le faire oublier. La résolution finale du congrès a souligné ces liens sous la forme un peu sibylline de la sécurité collective. Quelques jours après, le parti a fait savoir qu'il accepterait éventuellement une participation allemande à la défense occidentale même sans la réalisation préalable de l'unité allemande. Il est certain qu'aucun Allemand responsable n'est actuellement disposé à payer pour l'unité de son pays n'importe quel prix. Si, pour certains, le rétablissement de l'unité a priorité sur la politique européenne, presque tous refuseraient une unité risquant d'aboutir, à plus ou moins brève échéance, à la soviétisation de l'Allemagne.

## Le réarmement

L'énergique propagande des socialistes allemands ontre l'armée européenne s'explique par les réactions éfavorables de la population en face de tout réarmeent. L'esprit militariste a perdu sa vitalité dans la dereère guerre. Qu'on ne confonde pas une minorité d'ofciers et de sous-officiers professionnels en chômage avec peuple allemand! Ceux-là approuvent évidemment le armement parce qu'il leur rend une existence matéille confortable, en leur assurant simultanément un classement social. Pourtant, quelques dizaines de milers de militaires de carrière ne font pas un peuple. 'homme de la rue, l'ouvrier aussi bien que le bourgeois, paysan aussi bien que l'intellectuel, a horreur de la serne et de l'uniforme. Même les jeunes, qui n'ont pas nnu l'armée, sont en majeure partie antimilitaristes. Tout en craignant les Soviets et tout en se méfiant de faiblesse occidentale, l'Allemand moyen ne croit pas danger imminent d'un conflit. Il reconnaît sans doute nécessité de prendre des mesures de défense contre le nger soviétique et de décourager toute volonté d'aession, mais jusqu'à nouvel ordre il estime que les ats-Unis, grâce à leur supériorité atomique, sont sufamment forts pour jouer le rôle du gendarme interional et que le réarmement allemand ne presse pas. ici quelques années, lorsque la construction éconoque allemande aura fait de plus grands progrès, on urrait envisager la question. L'opposition contre la rticipation à la défense est moins une question de prinpe qu'une question de temps, pour l'opinion publique ssi bien que pour l'opposition socialiste.

Le chancelier Adenauer est d'un autre avis. Il voudrait

négocier immédiatement la participation allemande à la défense contre un certain nombre de droits politiques, il voudrait accélérer par l'instrument de l'armée l'intégration politique européenne et rendre ainsi à son pays une place internationale convenable, de préférence avant les prochaines élections. Sur le terrain politique, le problème du réarmement est donc très nettement faussé par des considérations électorales.

Le Français moyen a des préocupations très différentes. Il se demande ce que son voisin fera de sa nouvelle armée en craignant, plus particulièrement, deux éventualités : une aventure guerrière pour récupérer les territoires perdus à l'Est ou une réédition du pacte Hitler-Staline.

Ce deuxième danger, dans la mesure où il existe, est très largement indépendant du réarmement de l'Allemagne. Si l'Union Soviétique réussit à attirer d'une manière décisive l'Allemagne vers elle, elle n'hésitera pas à mettre sur pied une puissante armée allemande. Pour elle, l'Allemagne, même sans armée, reste un important atout politique et économique qu'elle essaiera toujours de mettre dans son jeu. L'une des principales tâches de la politique occidentale consiste précisément dans l'intégration aussi définitive que possible de l'Allemagne dans une communauté occidentale. Dans cette nécessité réside principalement la logique intérieure de la politique européenne française et du projet d'une armée européenne. Plus la méfiance des pays occidentaux envers l'Allemagne sera forte, plus cette dernière sera tentée d'envisager une réorientation de sa politique vers l'Est.

Après avoir sous-estimé pendant longtemps le danger hitlérien, l'opinion publique française a tendance à surestimer depuis la guerre les forces de l'Allemagne

occidentale. Sans doute, la production industrielle a retrouvé et dépassé son niveau d'avant-guerre, la reconstruction fait des progrès spectaculaires. N'oublions cependant pas qu'il faudra un délai de vingt ans pour reconstituer très approximativement le capital immobilier de l'Allemagne occidentale. Les usines travaillent, mais les réserves de capitaux et de matières premières de l'économie allemande sont insuffisantes. Les statistiques de production ne montrent qu'un seul côté de la médaille. Les forces d'un pays sont largement déterminées par la capacité de résistance d'une économie. Celle de l'Allemagne est très faible, la conjoncture actuelle a un caractère relativement artificiel, d'après l'avis unanime de tous les experts sérieux. La moindre crise, la moindre difficulté pourra provoquer une catastrophe. Les bases de l'économie française sont sensiblement plus solides que celles de l'économie allemande. Cette situation explique d'ailleurs le peu d'empressement pour le réarmement, des milieux économiques et industriels.

Les deux dernières guerres mondiales ont plus fortement appauvri l'Allemagne que la France. Même si le rythme de reconstruction est plus rapide de l'autre côté du Rhin, il subsistera pendant longtemps une différence réelle de potentiel par suite de l'insuffisance de réserves de tous genres et aussi de la nette dépendance de l'Allemagne envers l'étranger pour son approvisionnement en vivres.

## La Sarre et l'Europe

Tout le monde est d'accord pour placer la question sarroise au centre des relations franco-allemandes et pour faire de son règlement une condition préalable de

la construction européenne. Un bref rappel historiqu des données de ce problème ne nous semble donc pa sans intérêt.

L'accord de Potsdam, signé en l'absence de la Franc et fixant provisoirement le tracé des frontières all mandes, notamment à l'Est, ne fait aucune allusion à l Sarre. Le détachement de ce territoire de l'Allemagn et son rattachement économique à la France — à aucu moment on n'avait sérieusement envisagé une annexio politique — a été à l'origine une idée et une intentio purement française. Lors de la conférence des quatr ministres des Affaires étrangères qui s'est tenue en avr 1947 à Moscou, conformément aux dispositions de l'ac cord de Potsdam, et dont l'échec a été le point de dépa de l'organisation indépendante de l'Allemagne occiden tale ainsi que de l'Allemagne orientale, la Grande Bretagne et les États-Unis ont approuvé d'une manièr assez incontestable le rattachement économique de l Sarre à la France, jusqu'à la conclusion d'un traité d paix avec l'Allemagne. En contrepartie, la France accepté la nouvelle politique des réparations des deu puissances occidentales, c'est-à-dire la renonciation d fait sinon de droit à tout paiement allemand de répara tions au delà des démontages déjà envisagés dans l'ac cord de Potsdam. Il faut souligner que l'accord d Moscou ne comporte aucun engagement anglo-saxo concernant le statut public de la Sarre.

Entre temps, le territoire sarrois fut administrative ment détaché de la zone d'occupation française en Alle magne et soumis à un régime spécial et plus libéral. Dè 1946, les principaux partis sarrois, à l'exception de communistes qui n'ont jamais beaucoup d'adhérents, on plus ou moins ouvertement approuvé l'union économiqu franco-sarroise, sous la pression d'une opinion publiqu

se promettant, à ce moment-là, d'une telle solution une amélioration sensible de sa situation matérielle. Cet espoir n'a d'ailleurs pas été déçu. L'introduction du franc français en Sarre avec l'échange des marks en francs à un taux extrêmement favorable fut pour la population sarroise une opération très fructueuse, sans parler de l'amélioration immédiate du ravitaillement, à une époque où l'Allemagne connaissait encore la famine.

Du côté allemand, la politique française en Sarre n'a jamais été reconnue. Lors de la constitution de la République fédérale de Bonn, le territoire sarrois fut expressément exclu de la compétence du gouvernement de Bonn, sur la demande des autorités alliées. La question sarroise est devenue actuelle avec la reconstitution de l'économie allemande et le renforcement de l'influence politique de la République Fédérale, donc pratiquement à partir de 1950. La population sarroise oublia alors les raisons qui l'avaient rapprochée de la France en 1946-1947 et devint accessible à une propagande allemande plus ou moins nationaliste. Toutefois, même à présent, la majorité des Sarrois semble très hésitante devant une rupture éventuelle des liens économiques avec la France, connaissant fort bien les difficultés qui l'attendront après une réintégration de leur territoire dans l'État allemand : chômage, afflux de réfugiés, perte des débouchés français, plus grandes difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires, etc...

Deux réalités dominent ce problème pénible. Culturellement et politiquement, la Sarre est incontestablement allemande, économiquement sa prospérité est déterminée par des liens étroits avec la France. Le minerai lorrain et le charbon sarrois forment une unité naturelle. La Lorraine et d'autres régions françaises comblent plus facilement le déficit alimentaire de ce territoire à prédo-

minance industrielle qu'une Allemagne elle-même co trainte d'importer plus d'un tiers de ses besoins vivres. Dans le passé, le charbon et l'acier sarrois sont heurtés continuellement à la concurrence de Ruhr, exception faite de quelques régions de l'Allemag du Sud, qui lui avaient été géographiquement réservée Entre 1935 et 1944, le maintien de l'équilibre de la Sar avait coûté aux contribuables allemands plusieurs m liards de marks. Les observateurs politiques alleman aises savent fort bien que cette situation se répéte après une nouvelle rupture des liens économiques franc sarrois. Pour cette raison, le gouvernement de Bo n'avait jamais insisté sur l'abolition de l'union douanié franco-sarroise et toujours cherché une formule de co promis susceptible de sauvegarder à la fois son presti national et les intérêts économiques de la Sarre.

La bataille diplomatique franco-allemande autour la Sarre commença dans la deuxième phase de la nég ciation du plan Schuman, c'est-à-dire vers la fin 1950. Lors de la signature du traité du charbon et l'acier en avril 1951, la France renonça à une particip tation sarroise pour éviter des complications avec l'All magne. En même temps, M. Schuman et le chanceli Adenauer affirmaient dans un échange de lettres le intention de renvoyer le problème de la question sarroi au traité de paix. On apprit peu de temps après que cet intention avait un caractère plutôt fictif et n'était qu'u calmant pour l'opinion publique. Des avril 1951, les de hommes d'État étaient d'accord sur la nécessité de s'e tendre dans un avenir rapproché sur le sort de la Sarr Ils envisagèrent alors pour la première fois l'idée l'internationalisation, qui est devenue, un peu plus tar après une longue interruption des contacts, le proj d'européisation. Les négociations reprirent au mome

de la signature du deuxième traité européen de base, celui de l'armée européenne. En raison de la discrétion extrême qui les entoura dès leurs premiers débuts, les solutions éventuelles font encore partie du domaine de la spéculation au moment où ces lignes sont écrites. (Il est, bien entendu, possible qu'un accord intervienne et soit publié avant la publication de ce numéro de la revue.) Le caractère secret des pourparlers franco-allemands est une innovation dans la diplomatie occidentale d'après-guerre qui avait l'habitude de traiter toutes les questions sur la place publique. Elle a l'avantage de faciliter la tâche des interlocuteurs et le désavantage de devenir, à la longue, une source de méfiance et de confusion.

A tort ou à raison, on affirme que MM. Schuman et Adenauer sont d'accord depuis longtemps et qu'ils cherchent seulement des formules appropriées pour adoucir les réactions possibles de leurs opinions publiques. Il s'agirait donc d'un jeu de cache-cache regrettable et parfaitement stérile. Le manque de courage des hommes politiques et la démagogie des partis compliquent dans maints domaines des solutions raisonnables. Du côté français, il semble vain de croire qu'on puisse maintenir le *statu quo* actuel dans la Sarre indéfiniment. Malgré toutes les hésitations d'ordre économique, l'évolution de l'opinion publique sarroise est nettement favorable à l'Allemagne, ce qu'en fin de compte un adversaire acharné de la politique de M. Schuman, l'ambassadeur de France à Sarrebruck, M. Grandval, a dû reconnaître en septembre dernier. Personne ne saurait plus nier que le temps travaille en Sarre pour l'Allemagne et non pas pour la France et que l'appui américain ou anglais pour le *statu quo* est plus qu'aléatoire.

Du côté allemand, on a volontairement négligé les conséquences économiques d'un retour éventuel de la

Sarre, tout en sachant que l'Allemagne ne saurait indéfiniment supporter une charge financière supplémentaire. Au lieu d'informer sincèrement et honnêtement l'opinion publique, d'un côté et de l'autre, de la situation réelle, on a joué avec le feu en s'appuyant, en France, sur les droits acquis et, en Allemagne, sur des revendications dépassant de beaucoup les possibilités du moment. Dans ces conditions, il est compréhensible que MM. Adenauer et Schuman aient des difficultés sérieuses pour faire admettre un accord de compromis.

En conclusion, l'européisation de la Sarre semble être une issue convenable de l'impasse franco-allemande et européenne. Un organisme européen prendrait en charge les droits de souveraineté sarrois en laissant au territoire pour son administration intérieure une très grande liberté. La France renoncerait à toutes ses prérogatives politiques en Sarre. Jusqu'à l'introduction d'une monnaie européenne et la disparition conséquente des frontières économiques, la Sarre maintiendra son union douanière avec la France et retrouvera éventuellement son autorité sur les mines de charbon et les chemins de fer, après révision des accords économiques respectifs.

L'européisation de la Sarre rendrait la création d'une autorité politique européenne absolument indispensable et lierait, en outre, d'une manière très étroite l'Allemagne occidentale à cette nouvelle communauté européenne, qui ne serait plus une utopie mais une réalité tangible et, espérons-le, efficace.

ALFRED FRISCH.

# EXISTENTIALISME ET IMPOSTURE[1]

« Je suis tombé dans le domaine public. » (*Huis clos.*)

LES *petits pois* sont *des petits pois, les hommes* deviennent *des hommes; les premiers* ont *une nature uniforme, les seconds* font *librement leur forme, se déforment et se réforment; l'essence de ceux-là détermine l'existence, l'existence de ceux-ci précède et produit l'essence.*

Ainsi discourent officiellement les existentialistes. Ainsi les existentialistes se classent parmi les petits pois et non parmi les hommes. Ne proclament-ils pas en effet *être* existentialistes? N'attaquent-ils pas leurs ennemis avec des idées *toutes faites*? Ces idées ne gouvernent-elles pas leurs paroles et leurs gestes?

Sans doute ils prétendent avoir eux-mêmes *choisi* de servir les théories de Jean-Paul Sartre. Mais pourquoi les servent-ils? Parce qu'elles leur paraissent vraies. De quelle vérité? De celle qu'ils leur communiquent par leur propre décision ou de celle qu'elles leur enseignent? En bref : d'une vérité *subjective* ou d'une vérité *objective*?

Première hypothèse : un homme, parce qu'il prend

1. Une partie de cet article, traduite en allemand par L. Sauter, a paru dans la revue *Wort und Wahrheit*, sous le titre : *Existentialismus und Betrug.*

parti pour la philosophie de l'existence, fait lui-même la vérité de cette philosophie; et, parce qu'il la vérifie, il atteste sa fidélité à cette même philosophie où la vérité naît des entreprises humaines. Mais alors, parce que cette philosophie lui apprend aussi que *toutes les entreprises humaines sont équivalentes,* il lui sera encore fidèle en entreprenant d'appliquer les idées de Spinoza ou celles de Kant. Il ne paraît donc pas *plein* des idées que publie Sartre : il *manque d'être* existentialiste.

Deuxième hypothèse : un homme se *remplit* d'existentialisme parce qu'il juge les propositions de *l'Être et le Néant* en elles-mêmes valides. Mais il contredit ainsi ces propositions qui enseignent qu'il n'y a pas de valeur objective et, en conséquence, que l'objet appelé *l'Être et le Néant* n'a par lui-même aucune valeur.

Conclusion : ou d'autres philosophies que la philosophie de l'existence paraissent vraies d'une vérité existentielle, ou la philosophie de l'existence ne paraît pas vraie d'une vérité existentielle.

Différentes traductions de ce dilemme : ou je peux *reprendre à mon compte* quelques discours différents des discours existentialistes afin de m'exercer à l'existence; ou la philosophie de l'existence *ne compte pas* pour moi, et je peux la qualifier de théorie existentialiste [2]. Ou n'importe quel homme peut *faire* de n'importe quelle sagesse une philosophie de l'existence, ou cette philosophie n'existe réellement *pour* aucun homme. Dilemme analogue : ou Marx dit vrai, et le marxisme n'est qu'un produit historique parmi beaucoup d'autres; ou le marxisme est éternellement vrai, et Marx se trompe. Le marxiste accuse l'existentialiste d'idéologie et l'existentialiste

2. On oppose donc ici l'existentialisme aux philosophies de l'existence. Faut-il signaler que toutes les expressions en italiques sont empruntées à ces dernières ?

renvoie à un marxiste qui ignore le conditionnement économique et individuel de Marx cette accusation.

Ces dilemmes ne jugent-ils point la philosophie de l'existence selon des lois logiques étrangères à cette philosophie ? Ils se réclament de la loi même de cohérence que Sartre oppose à la mauvaise foi dans sa conférence : *L'existentialisme est-il un humanisme*. N'étendent-ils pas indûment au langage philosophique ce que le philosophe dit de l'action humaine ? Ils appliquent fidèlement sa philosophie qui renvoie chaque personne à sa propre responsabilité : Écrire, c'est agir et parfois même travailler.

Ne traduisent-ils pas la double carrière — universitaire et « mondaine » — de cette morale ?

A gauche : des professeurs et des étudiants à qui Sartre a appris de ne plus parler de M. Sartre. Il leur a généralement rappelé qu'exister, c'est se *libérer*; il les a appelés ainsi à se libérer de ses propres opinions. Il leur a spécialement dit qu'*aucune morale générale ne peut vous indiquer ce qu'il y a à faire*, et ils ont pensé que la morale générale de celui qui leur parlait ne pouvait leur indiquer la philosophie théorique et la philosophie pratique qu'ils avaient à faire. Les uns inventent des méditations qui leur paraissent ensuite cartésiennes, les autres répondent d'un univers hégélien, interprètent Marx, voire projettent de ranimer les propositions où saint Thomas, adversaire d'Averroès, montre les partitions de *mon* entendement et de *mon* vouloir. Tous, révoltés contre la tradition d'une science métaphysique sans métaphysiciens conscients, s'*arrachant* donc à cette tradition, s'efforcent de s'humaniser en créant et recréant des philosophies humaines, c'est-à-dire des philosophies où s'engage un homme et qui *engagent l'humanité*.

A droite : des personnages sur la scène des cafés ou des caves de Saint-Germain-des-Près. Des personnages offerts à la curiosité, *souci* inauthentique où l'homme préfère regarder plutôt qu'agir afin d'oublier sa responsabilité. Ceux qui adoptent ces personnages se dérobent à leur devoir d'exister en jouant facilement un « existentialisme » où ils formulent ce devoir. Traîtres à leur parole, ils récitent oisivement, entre deux danses, les poèmes du travail universel. Ils dissertent d'agir et non de disserter; ils *adhèrent* à leurs discours de ne pas adhérer à soi, ils s'y *engluent*, ils se figent dans leur rôle; ils s'exposent ainsi que des *objets* en vitrine sous le nom de *sujets*. Comédiens qui chantent « partons » sans jamais partir ? Plaisantins qui racontent : J'ai été tué à Verdun ? ou fous ? Sartre déclarait à un journaliste : *L'existentialisme ? Connais pas*. Les existentialistes sont des imposteurs.

Les voici dans *Le Diable et le bon Dieu*, sous le masque d'Heinrich : *Faux jeton... truqueur... hanté par les souffrances d'autrui sans jamais les ressentir...*

*L'Être et le Néant* ne leur a-t-il pas toutefois donné une première leçon d'imposture ? Traité rationnel de philosophie irrationnelle. Système impersonnel de théorèmes et de démonstrations qui restitue aux attestations personnelles la place usurpée par les systèmes impersonnels. Apologie abstraite du concret, générale du singulier. Imposition nécessaire de propositions contingentes. Position d'un professeur qui n'accepte que des dépositions et des témoins. Sartre peint académiquement un ciel intelligible où il écrit que *rien n'est au ciel intelligible*. Il inscrit dans l'intelligence de ses lecteurs des définitions qui proscrivent toute définition. Il prescrit à des hommes comme un fait que rien n'est fait parce qu'ils

peuvent tout faire. Il les fait trompeurs en les trompant.

Ne se confesse-t-il pas par la bouche d'un de ses héros ? *Connais-tu plus singulière bouffonnerie : moi qui hais le mensonge, je mens à mes frères...*

S'il ne peut énoncer philosophiquement sa philosophie sans la trahir, ne peut-il toutefois l'annoncer dans un langage où elle s'authentifierait ? S'il ne peut l'expliquer sans corrompre les auditeurs auxquels il impose sa loi, ne peut-il l'exprimer en proposant des exemples ? Il écrira, non plus pour définir des idées, mais pour présenter des hommes à d'autres hommes. La littérature ne remédie-t-elle pas aux vices du langage philosophique ?

Le liseur de romans rencontre dans ceux-ci des *existants,* alors que le lecteur de savants traités recueille des essences. Libéré de toute contrainte mentale par un écrivain qui tait ses opinions afin simplement de « raconter une histoire », il est libre d'interpréter cette histoire comme il veut s'il le veut. Libre de juger les acteurs, après les avoir vus agir. Libre, comme un amateur de théâtre ou de cinématographie. Si donc il tire quelques idées d'un livre, c'est qu'il a *entrepris* lui-même de les y mettre. Il les a créées lui-même. Il en est responsable. Il vérifie (au sens exact du terme) la philosophie de l'existence.

Ainsi s'explique, d'une part, que des philosophes aujourd'hui se transforment en dramaturges et en romanciers afin que lecteurs et spectateurs puissent devenir collaborateurs voire complices de leur philosophie. D'autre part, que ces mêmes philosophes se transforment en critiques littéraires afin de proclamer la valeur philosophique de littératures qui ne contiennent aucun aphorisme de philosophie.

Mais la littérature existentialiste entre-t-elle dans ces

littératures ? Elle n'y peut entrer si elle apparaît comme une littérature à thèse et, précisément, à thèse existentialiste.

Sans doute un romancier qui introduit quelques maximes dans son roman peut dégager celles-ci des paroles et des gestes de ses personnages; mais en les formulant il empêche le lecteur de les inventer. Ce dernier n'a plus à en décider. Il les subit. Il en est prisonnier. Il trouve l'esclavage où il espérait trouver occasion de se libérer. Il fera alors comparaître comme un traître l'auteur qui promet par écrit la liberté.

Les existentialistes paraissent donc accuser Sartre de félonie lorsqu'ils s'applaudissent d'entendre, dans les drames ou les romans de ce dernier, les paroles de *L'Être et le Néant* codifier les personnages et leurs actions. Ils se félicitent de reconnaître un didactisme qui transfigure leur sauveur en dictateur. De défigurer finalement la littérature afin de ne plus voir dans ses descriptions d'existants que les thèses dont on peut déduire ces derniers et qu'ils ont pour fin d'illustrer.

Ils déforment ainsi *Le Diable et le bon Dieu* afin d'y respirer *l'essence* de l'athéisme.

Ils commencent par oublier que la pièce est une « chronique » du XVI^e^ siècle. Qu'elle montre des personnages du XVI^e^ siècle qui se posent et résolvent des problèmes du XVI^e^ siècle. Qu'elle montre donc quelques athées du XVI^e^ siècle. Par la vertu de la représentation théâtrale, Sartre date et situe en Allemagne leur athéisme aussi rigoureusement que Cyril Tourneur datait et situait celui de *La tragédie de l'Athée*. Pour proclamer que cet athéisme c'est le leur, les existentialistes doivent par suite nier, premièrement, le talent dramaturgique de leur maître, deuxièmement, un de ses (un de leurs) principes philosophiques : l'homme n'existe qu'*en situation*.

S'ils niaient ces deux négations, ils tomberaient dans une nouvelle contradiction : soi-disant révolutionnaires et bien disant de l'Histoire, ils voudraient *conserver* au XX^e siècle l'attitude d'hommes du XVI^e. En plaçant son drame aux alentours de la Réforme, Sartre dénonce ses mauvais élèves soit comme rationalistes, soit comme réactionnaires.

Objectent-ils que l'habit historique de *Le Diable et le bon Dieu* n'est qu'un déguisement et que leur maître dissimule sous des costumes de la Renaissance les mêmes thèmes qu'il dissimula sous les masques hellènes des *Mouches,* dans les personnages pirandelliens de *Huis clos* et derrière les défroques « bernsteiniennes » des *Mains sales?* Ils renient les principes mêmes de l'auteur. Ils paraissent mériter les accusations des marxistes : bourgeois qui se « représentent » des idées séparées des hommes et de leurs conditions historiques, qui considèrent finalement les hommes « comme de simples récipients de pensées ».

Ils découpent dans les répliques la silhouette répétée de leur loi : *Le ciel est vide... Le ciel est un trou... Dieu se tait... Dieu n'existe pas...* Ils séparent ainsi des membres de phrases, transformés en formules, des personnages qui les disent et des personnages auxquels ils sont dits. Ils les détachent des instants où on les dit. Ils les dégagent de tout contexte humain : ils leur confèrent une vérité absolue. Ne jouent-ils pas alors la comédie lorsqu'ils clament ne connaître que des vérités *relatives* aux hommes qui *s'engagent* à les promouvoir?

Ayant tranché le lien qui unit les personnages à leurs paroles, ils traitent ces personnages comme porte-paroles. Ils prennent Goetz au dixième tableau comme porteur, supporteur et colporteur de leur athéisme essentiel. Ils lui apprennent à exposer dans une vitrine où ils

l'admirent le même bijou solitaire que contemplaient Vigny, Feuerbach, Heine ou Jacobsen : *Dieu est mort... J'ai tué Dieu parce qu'il me séparait des hommes...* En jugeant conformes à « ce qui est », les déclarations finales de Goetz, ils jugent fausses non seulement ses déclarations contraires des tableaux précédents, mais encore les déclarations contraires des autres personnages. Insensibles à l'histoire d'un homme, insensibles aux hommes, que font-ils de leur prétendu humanisme ?

Comment entendent-ils l'avant-dernière phrase de la pièce : *Je resterai seul avec ce ciel vide au-dessus de ma tête puisque je n'ai pas d'autre manière d'être avec tous ?* Comme s'ils lisaient : il n'y a *pas d'autre manière.* Non comme si Goetz avouait : *Moi, je n'ai pas d'autre manière.* Ils ignorent les autres manières d'*être un homme parmi les hommes* que leur propose humainement Sartre : celle de Hilda qui, à l'affirmation de Goetz : *Dieu est mort*, répond : *Mort ou vivant, que m'importe!* Celle de Nasty (dont le nom est un anagramme du mot : *saynt*) le révolutionnaire qui croit en Dieu, qui croit que celui-ci crée des hommes libres et que le mal *naît de la méchanceté des hommes.* Trois personnages s'engagent ainsi, l'un par athéisme, l'autre par indifférence, le troisième par foi, dans l'entreprise difficile qu'ils désignent ainsi : *Ne pas être inhumain, voir les hommes, appartenir au parti des hommes, sauver des hommes...*

Leur alliance, sous le drapeau de l'amour, afin de secourir leurs frères misérables, Sartre l'exprime par un langage hérétique où le croyant parle comme un incroyant et l'incroyant comme un croyant[3]. Nasty qui dit que *tous les hommes sont égaux et frères, tous sont*

3. Où les catholiques parlent parfois comme des protestants et les protestants comme des catholiques.

*en Dieu et Dieu en tous* dit aussi : *Je ne connais qu'une Église, c'est la société des hommes.* Hilda transpose l'assistance sociale dans le mystère de la communion des saints : *Je ne sais pas où ma vie commence ni où elle finit... Je souffre dans tous les corps, on me frappe sur toutes les joues, je meurs de toutes les morts...*

Cette coopération et cette symbiose, le spectateur les assumera par une double déclaration. Premièrement : l'intrigue de *Le Diable et le bon Dieu* est religieuse, l'action est morale : des personnages du XVI^e^ siècle proposent la première, les spectateurs du XX^e^ disposent de la seconde. S'ils consentent à assister l'auteur, ces derniers diront : la pièce qui *objectivement* parle de l'athéisme, *subjectivement* ne nous en parle pas[4], elle nous parle de notre métier social d'homme.

Deuxièmement, la philosophie de l'existence n'apparaît pas comme une métaphysique, mais comme une éthique : elle « met entre parenthèses » méthodiquement toute affirmation et toute négation du surnaturel pour ne proposer qu'un programme naturel où peuvent communier croyants et incroyants : s'humaniser soi-même en travaillant à humaniser les autres.

Ceux qui par conséquent l'assimilent à une métaphysique en général et à une métaphysique athée en particulier, médisent. Métaphysiciens et nécessairement athées, les existentialistes la contredisent.

Leur rationalisme camouflé transforme *Le Diable et le bon Dieu* en problème. Première solution : Goetz *fait le mal* contre Dieu. Solution mauvaise : il désirait détruire, et il *conserve*. Seconde solution : il *fait le bien*

4. Cf. *L'existentialisme est un humanisme* : Le problème n'est pas celui de son existence (Dieu). Il faut que l'homme se persuade que rien ne peut le sauver de lui-même; fût-ce une preuve valable de l'existence de Dieu — ou de son inexistence.

pour Dieu. Solution également mauvaise : il prétendait donner, et il *corrompt*. Erreur de ces deux solutions : il agit contre les hommes. D'où une troisième et bonne solution : il agit *contre Dieu* avec et pour les hommes.

Goetz passe-t-il donc logiquement de la foi à l'incroyance ? Il chemine obscurément de l'incroyance à l'incroyance : d'une incroyance dissimulée parce que refusée à une incroyance assumée, d'une religion simulée à une irréligion réelle, de l'imposture à *l'authenticité*. Il commence par *tricher* avec soi, il finit par la récupération de soi.

Point de départ : les hommes le *gênent*. Il les *hait*. Afin de se donner l'illusion de justifier sa haine, il joue à être méchant : *le mal est ma raison d'être*. Il invente ainsi un spectateur surhumain de sa bouffonnerie : *Dieu m'entend, c'est à Dieu que je casse les oreilles*. Dans ce théâtre où il fait semblant d'être déterminé par la malignité, il n'y a plus place pour ses frères : *Il y a Dieu, moi et les fantômes*. Théâtre de Stirner ou de névrosé ? C'est dans le même théâtre qu'il se *mettra en scène* régi par l'essence du bien (au lieu de *décider de faire le bien*), après avoir appris d'Henrich la vanité de sa première farce, devant le même public céleste dont il se proclamera l'élu et avec les mêmes fantômes qu'il évoquera pathologiquement pour interpréter son rôle de *saint*.

Le « voyeur » divin que produit son cabotinage ressemble-t-il au Père et au Fils que prient les chrétiens ? Ceux-ci s'entendent, par la bouche de Nasty, expliquer à Goetz : quand on ne croit pas en Dieu, *on peut lui faire dire ce que l'on veut*. Et ils ne se scandalisent pas d'entendre Hilda — qui ne se soucie ni de tuer ni d'adorer (leur) Dieu — apprendre à Goetz qu'il ne peut *aimer* qu'en tuant (son) Dieu. Davantage, ils paraissent libres de penser que Goetz délivré de l'idole qui le sifflait

ou l'applaudissait, sorti de son jeu théâtral, converti à l'action, écoute enfin le Christ au moment où il avoue ne plus l'entendre.

Sartre a suffisamment indéterminé le sens de son drame[5] pour permettre aux interprètes de décider eux-mêmes de leur interprétation et de reproduire ainsi par eux-mêmes les principes du philosophe de l'existence : *Choisissez, c'est-à-dire inventez.* Il y a des signes dans mon œuvre, mais c'est vous qui *choisissez le sens qu'ils ont.* Ils sont tels que vous portiez *l'entière responsabilité du déchiffrement.*

*L'erreur* de Goetz, c'était de masquer sa responsabilité par un personnage religieux, c'était de *s'excuser* successivement par le *déterminisme* simulé de l'orgueil et de la générosité, c'était sa *mauvaise foi.* Ce n'aurait pas été d'avoir foi en Dieu : l'homme est libre, il est libre de se faire chrétien comme de se faire athée. Corollairement, Goetz aurait paru aussi *inauthentique* en cachant, par l'athéisme et la nécessité de ce dernier, sa liberté personnelle qu'en jouant le rôle d'un pharisien.

Il offre à l'existentialiste un miroir où celui-ci peut contempler son imposture : bouffon de l'angoisse (*absence totale de justification*) qui fuit l'angoisse en se jugeant justifié par la philosophie de l'existence; cabotin du *délaissement,* qui s'appuie sur les théorèmes de *L'Être et le Néant;* clown du *désespoir,* qui espère que l'éthique de M. Sartre résoudra ses problèmes. Ce dernier le fait parler ainsi : *Je suis en contradiction avec moi-même si, à la fois, je veux* (des valeurs) *et déclare qu'elles s'imposent à moi.* Cette contradiction me présente simultanément comme un *lâche* qui invoque des essences pour ne

5. Mais comédiens et metteur en scène ont-ils respecté cette indétermination ?

pas répondre de son existence et comme un *traître*, puisque les essences que j'invoque sont celles de la philosophie où je dois répondre de mon existence et que je trahis ainsi cette philosophie.

Goetz, d'abord traître, puis fidèle, propose à l'existentialiste de revivre une pièce qui s'intitulerait : la fin de l'existentialisme.

*Tu as forcé ta voix,* dit-il à l'homme de mauvaise foi, *pour couvrir le silence de Dieu.*

Ne suggère-t-il pas au chrétien un autre drame de la mauvaise foi : tu as forcé ta voix pour couvrir la parole de Dieu ? pour recouvrir la foi par tes opinions ? Et, lié à ce drame de l'incroyant, le drame du croyant qui chemine entre deux croyances — comme Goetz entre deux incroyances — et que dénonçait Bernanos quand il parlait de *l'imposture* : est-ce que je n'étouffe pas l'Esprit divin avec la lettre évangélique ? Ne suis-je pas pharisien ? Et Tartuffe ne croit-il pas en Dieu ?

MAXIME CHASTAING.

---

*Nous remercions les lecteurs qui ont répondu à notre appel* (La Vie Intellectuelle, *octobre 1952, p. 54) et nous ont aidé à satisfaire les demandes qui nous ont été faites d'abonnements à prix réduit. Ces demandes nous viennent nombreuses. Que nos amis qui le peuvent se fassent un devoir de continuer leur effort d'entr'aide pour que tous ceux qui sont attachés à la Revue ne cessent pas de la recevoir.*

---

# OU EN EST *PAX CHRISTI* ?

Le discours que le Saint-Père a prononcé le 13 septembre aux pèlerins de *Pax Christi* constitue une sorte de consécration de ce mouvement.

Un millier de pèlerins étaient venus de différents pays, mais tout particulièrement de France et d'Allemagne. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que *Pax Christi* fut, à l'origine, une campagne de prières franco-allemande : prière de la France pour l'Allemagne victime du nazisme; prière de l'Allemagne pour la France divisée.

Mais très vite il apparut que ce dialogue était insuffisant : tout d'abord parce que le problème franco-allemand est dépassé sur le simple plan de l'équilibre du monde; ensuite, parce que la prière des chrétiens doit s'étendre à toutes les nations. Après une période difficile, *Pax Christi* fut réorganisé : ses objectifs, ses méthodes, sa structure furent approfondis et précisés. Un nouveau départ fut pris en 1951. Une dizaine de nations sont actuellement atteintes. S. Exc. Mgr Feltin a été désigné comme président international (le président national est S. Exc. Mgr Théas).

Ce fait d'une présidence épiscopale doit être souligné. Il est souvent mal compris. Beaucoup attendent de *Pax Christi* qu'il prenne des positions pratiques sur le terrain de la politique ou dans certaines questions libres — par exemple sur le pacte atlantique ou sur l'objection de conscience. Or, *Pax Christi* ne le fait pas, et *il ne peut pas le faire*. Ce serait une erreur d'attendre de ce mouvement des consignes que, par nature, il ne saurait donner. En mettant à la tête de chaque section nationale un

évêque, *Pax Christi* veut marquer nettement qu'il est un mouvement *d'Église*. Son attitude dans le problème de la guerre et de la paix ne saurait être autre ou plus engagée que celle de l'Église elle-même. C'est là une limitation, incontestablement. Mais c'est, pour ce mouvement, une règle absolue que S. Exc. Mgr Feltin rappelle en chaque occasion.

On parle alors d'insuffisance. Mais *Pax Christi* ne prétend pas suffire à tout. Son rôle à l'égard des activités plus temporelles pour la paix est assez semblable à celui de *l'Action catholique ouvrière* à l'égard des organisations ouvrières : rôle de regroupement des chrétiens dans l'unité, au delà de leurs engagements divers; rôle d'animation spirituelle et rôle de diffusion de l'enseignement de l'Église sur la paix (correspondant au rôle d'évangélisation de l'A.C.O.). C'est dans cette perspective que le programme classique — trop classique — *prière, étude* et *action pour la paix,* prend tout son sens.

Reprocher à *Pax Christi* de ne pas prendre parti pour ou contre le pacte atlantique, c'est ne rien comprendre à sa mission propre. Et le plus étonnant est bien que les critiques viennent souvent de ceux-là mêmes qui reprochent à l'Église ou à certaines de ses organisations de tomber dans les confusions politico-religieuses, alors que ce mouvement est un exemple, comme l'A.C.O. justement, des progrès accomplis dans la distinction entre un mouvement d'Église et un mouvement d'action temporelle.

Les vraies dimensions de *Pax Christi* sont surnaturelles. Il s'appuie sur la doctrine du Corps mystique, d'une part, et sur la réalité de l'Église, de l'autre. Ses membres voudraient être, comme l'a exprimé le Conseil national d'octobre 1951, des « inspirés de l'unité, les messagers de l'Église dans son effort gigantesque d'unification des peuples ». *Pax Christi,* continuait le rapporteur, a de quoi enthousiasmer les chrétiens en se présen-

tant comme la correspondance d'une mystique à la mesure de l'évolution du monde présent. « A un rapprochement qui s'opère en fait par la technique, nous voulons ajouter une unification de droit. *Pax Christi,* c'est une unité qui se veut dans une unité qui se fait. »

Par là, il est l'expression, à un moment donné, d'un des aspects essentiels de l'Église, méconnu et trop partiellement représenté jusqu'ici : l'unité dans la catholicité. C'est sur cette unité que se fonde son action pour la paix.

Fidèles à leur pays natal qui les nourrit de son sol et de son passé, déclarait S. Exc. Mgr Feltin à Assise, au cours du pèlerinage, les catholiques sont aussi, et d'abord, les citoyens d'une autre patrie à laquelle leur baptême les a agrégés. Une patrie antérieure à toutes les autres, la seule appelée à leur survivre; une patrie transcendante à toutes les autres parce quelle ne connaît les limites, ni d'une frontière, ni d'une race, ni d'une langue : une patrie dans laquelle tous sont égaux devant Dieu.

On pourrait dire encore que l'Église a une *dimension verticale,* celle qui nous relie tous à Dieu à travers nos évêques et le pape, et une *dimension horizontale,* celle qui s'exprime dans la vie de la chrétienté répartie à travers le globe. Cette dimension horizontale n'a pas toujours été suffisamment soulignée — et vécue. Il n'y a pas longtemps que des contacts existent entre des évêques de pays voisins (il n'y en a pas eu dans l'entre-deux guerres entre évêques français et allemands), et entre des chrétiens de pays voisins. *Pax Christi,* en quelque sorte, s'efforce de donner une réalité aussi totale que possible à cette dimension de l'Église. On le voit dans ses efforts pour établir des contacts, au-dessus des frontières, entre des paroisses de différents pays. On le voit dans ses pèlerinages internationaux. On l'a vu surtout cette année dans les *routes de paix* qu'ont parcourues des groupes internationaux de jeunes, depuis diverses villes d'Italie jusqu'à Assise. On n'a pas beaucoup parlé de cet aspect du pèlerinage 1952; ce fut pourtant, à n'en pas douter,

le plus vrai, le plus fécond, le plus neuf : il est appelé, certainement, à un grand développement.

Peut-être verrons-nous demain l'Europe et le monde sillonnés par ces groupes de jeunes, porteurs de fraternité et d'espérance ?

En même temps que ces routes, se tenait un congrès. C'est un autre aspect de *Pax Christi,* peu connu lui aussi, mais également important. Des spécialistes de sept pays se sont rassemblés sous la direction du R. P. Ducattillon, pour étudier le problème de la « guerre froide ». Quelle peut être l'attitude des chrétiens, en face de cette réalité nouvelle ? Il est bon que l'enseignement théologique soit ainsi affronté au réel : on ne dira jamais trop la fécondité de ces recherches, à l'intérieur de l'Église. Il est bon que des catholiques étudient les problèmes de la paix, comme à Fribourg ou à Malines ont été étudiés jadis les problèmes sociaux, par des spécialistes qui ont plus d'une fois préparé les voies à l'Enseignement officiel de l'Église. Sans doute, à Assise, la guerre froide n'a-t-elle pas été explicitement condamnée, du moins a-t-elle été définie, à un moment où certains y voient un état normal ou un pis-aller, comme un « état malsain que le chrétien ne peut approuver, même comme un palliatif ».

Ces congrès, ces rencontres ne font pas la paix. Le problème de la paix et de la guerre se joue à la fois sur tous les tableaux; il se joue dans l'opinion, dans les structures économiques, dans les Assemblées nationales et internationales, dans les cœurs. Il n'y a pas *un* problème de la paix.

Le grand danger serait que les catholiques adhérant à *Pax Christi* s'imaginent, parce qu'ils ont prié pour la paix et multiplié les gestes fraternels, avoir accompli tout leur devoir. Ce danger n'est pas un mythe. A chaque instant, *Pax Christi* risque d'être trahi par ceux qui transforment en alibi leur participation à ce mouvement. *Pax Christi* ne doit pas être une position de repli

mais une position de départ. Loin de retirer les catholiques du combat temporel pour la paix, il les incite à y entrer.

Ce combat, a déclaré S. Exc. Mgr Feltin dans la grande conférence qu'il a donnée à Lille le 10 octobre dernier, est une

tâche difficile et indispensable, en face de laquelle il faut mettre les chrétiens, comme un devoir auquel ils se sont trop longtemps dérobés et dont la plupart d'entre eux soupçonnent à peine l'existence. Parce qu'on les a justement mis en garde contre les passions politiques qui déchirent ou les compromissions qui guettent les hommes au pouvoir, certains catholiques ont trop longtemps ignoré, dénigré ou fui les tâches politiques et se sont abstenus, sous prétexte de se garder évangéliques. Comme si le Christ n'avait pas prescrit de rendre à César ce qui est à César.

Le second danger, c'est que les catholiques fassent de *Pax Christi*, non plus un refuge mais un poste de combat politique. On rencontre des adhérents qui voient, avant tout, dans ce groupement, un moyen de lutter contre le « mouvement de la paix ». Ce n'est pas ici le lieu de discuter si un catholique peut ou ne peut pas adhérer à cette organisation. Ce qui est clair, de toute manière, c'est que *Pax Christi* et le « mouvement de la paix », *ou tout autre mouvement temporel pour la paix*, ne sont pas sur le même plan. *Leur action n'est pas du même ordre.* L'un est sur le plan de la foi, les autres sur le plan de la politique.

Dira-t-on alors que *Pax Christi* est désincarné ? Ce serait dire que la prière n'a aucune importance, que les contacts fraternels sont vains, que l'unité dans la foi ne sera jamais qu'une illusion, et, en somme, que l'Église est inutile. *Pax Christi* ne dispense certes pas de certains engagements précis. Ses fondements n'en constituent pas moins pour tous les catholiques la base indispensable de toute action efficace pour la paix.

JEAN-PIERRE DUBOIS-DUMÉE.

# L'ENTENTE EST-ELLE CORDIALE?

*Dans le numéro consacré à la culture française sans frontières, nous disions notre premier désir d'étendre l'enquête aux peuples qui n'étaient pas de langue française; la crainte d'une publication trop importante fit renoncer à ce projet. cependant d'Angleterre une réponse était déjà venue : notre ami Robert Speaight, le romancier et l'acteur connu et aimé des Français comme des Anglais, nous avait écrit la difficulté que l'Anglais a de nouveau à comprendre la culture française aux résonances politiques et religieuses inattendues. C'est cette réponse que nous publions aujourd'hui.*

Ce fut lors d'une conversation avec l'archevêque actuel de Cantorbéry que je me suis rendu compte de la divergence qui existe — que nous le voulions ou non — entre la culture française et celle de l'Angleterre. Lui, l'archevêque, venait d'assister à une représentation de *Meurtre dans la Cathédrale*, après laquelle nous prîmes le thé ensemble. Il se dit étonné de la réclame dont avait joui saint Thomas de Cantorbéry au Moyen-Age, et je me suis permis de lui rappeler en réponse qu'à cette époque-là les évêques de Chartres et de Palerme étaient tous les deux des Anglais; qu'une culture commune, traduite par des langues communes — le latin et le français — s'étendait de la frontière d'Écosse jusqu'aux Pyrénées. L'archevêque ne le contesta point, mais il me fit l'observation suivante : « La seule raison pour laquelle nous avons réussi, nous Anglais, c'est que nous nous

sommes séparés du Continent et que nous avons frayé notre propre chemin vers notre destin national. » Tel, en tout cas, fut le sens de ses paroles. Je les cite ici parce qu'elles témoignent du sentiment de séparation spirituelle qu'éprouvent non seulement l'homme de la rue, en Angleterre, mais aussi ceux qui sont à la tête de nos affaires et qui expriment en quelque sorte les instincts profonds de notre race. Les cultures des deux pays avaient beau se pénétrer durant cinq cents ans; notre langue avait beau s'imprégner de multiples traces de son origine gauloise; notre architecture avait beau s'inspirer du roman et du gothique qui nous venaient d'outre-Manche, cela n'empêche que la conscience anglaise est restée isolée dans une méfiance assez provinciale et dans une fierté que trois siècles de grandeur culturelle — pour ne pas parler de la politique — ont rendu justifiable bien que parfois agaçante.

Les conséquences en sont claires dans le domaine politique. Ayant combattu six ans pour empêcher que l'Allemagne domine l'Europe, nous avons refusé toute intégration réelle dans le Continent dont les divisions nous ont causé tant de mal. Nous sommes contents que la France prenne l'initiative à notre place. Le plan Schuman, l'armée européenne, le conseil de l'Europe, le rôle de la France en tout cela, nous l'admirons beaucoup. Mais la peur du communisme se mêle à notre admiration, au fur et à mesure que nous tenons compte de la puissance du parti communiste en France. En cas de guerre, comment la France, sabotée par une classe ouvrière en grande partie désaffectée, pourrait-elle mener une lutte efficace. Voilà l'inquiétant. Or, quand il s'agit du rôle de la France à l'heure actuelle, il se trouve chez nous — tout au moins dans des discussions privées — un certain manque de confiance qui contredit les formules optimistes des hommes d'État. Ceux qui espéraient voir arriver au pouvoir en France un genre de travaillisme modéré, de socialisme humaniste, sont déçus. Au mo-

ment de la Libération ce fut Léon Blum que l'Anglais de bon sens politique considérait comme représentant des tendances progressistes. Il n'attendait ni l'emprise du communisme sur la masse ouvrière, ni la réaction gaulliste. Il faut du reste ajouter que les procès de l'épuration — le procès Pétain y compris — nous ont profondément déconcertés. La justice révolutionnaire n'a plus droit de cité chez nous; et pour un qui dirait qu'il aurait fallu faire une révolution en France en 1945, il y en a dix qui diraient que dans un pays où des hommes de bonne volonté avaient suivi des politiques aussi divergentes, ce qu'il aurait fallu plutôt c'était de réconcilier les uns avec les autres. Nous savons très bien que nul peuple ne peut regagner sa puissance sans refaire son unité, et nous accueillons tout signe que la grande discussion française, où l'homme civilisé aime tant se distraire, puisse aboutir à un accord sur les bases d'une civilisation occidentale humanisée de plus en plus.

Pour ma part je ne crois pas que l'Anglais moyen comprenne les profondes raisons biologiques où s'enracine le neutralisme dont MM. Gilson et Beuve-Méry sont les porte-paroles. La première guerre mondiale nous a atteints moins atrocement que la France. En tout cas, c'est dans la mesure où l'Angleterre se tient séparée (non pas désintéressée) du continent, qu'elle espère saluer en la France la principale organisatrice de l'Occident. C'est l'héritière des civilisations classiques, sinon la fille aînée de l'Église, que nous voulons reconnaître en elle. Mais comme nous prenons contact soit avec la scène politique dont l'instabilité chronique nous effraie; soit avec la scène théâtrale où nous applaudissons la fantaisie d'un Anouilh en même temps que son pessimisme nous déprime; soit avec la pensée toujours tonifiante d'un Sartre; ou avec le cynisme populaire qui ne veut plus, nous semble-t-il, faire face à des problèmes urgents, les grandes énergies françaises nous sont pour autant, souvent dissimulées. Ni la vie familiale, ni la vie

religieuse, ni la grosse productivité du pays, que ce soit en agriculture ou en industrie, nous sont suffisamment connues.

Une minorité, certes, les connaît, mais ce sont des amis *personnels* de la France qui s'aveuglent parfois aux difficultés de la situation actuelle. Ce sont des partisans qui protègent la France avec bon cœur, mais pas toujours avec bon sens. On insiste trop peut-être sur la richesse de la culture française. Comme l'Anglais moyen se méfie d'une intelligence séparée du caractère, il aurait fallu montrer en même temps que la culture française, prise dans son ensemble, s'est inspirée dès son origine de quelques qualités médiévales. Il est difficile, j'en conviens, de faire cela sans parler de la religion, comme il est impossible de parler de la religion sans parler du catholicisme, tout court. Et nous voici ramenés à ce fait capital, que l'Angleterre ait connu la Réforme sans connaître la Révolution, et que la France ait connu la Révolution sans connaître la Réforme. Je simplifie bien sûr; mais j'entends que l'idée réformatrice n'est pas entrée dans l'esprit national de France, ni l'idée révolutionnaire dans celui de l'Angleterre. Il s'ensuit que toute une lignée de la pensée française — celle d'ailleurs qui a réagi le plus fortement contre les ravages du sécularisme — nous reste étrangère. Péguy, Bloy, Bernanos, Claudel, ce sont là des exotiques qui nous entraînent dans le redoutable Absolu. Chose curieuse, que nous soyons plus à l'aise dans l'univers bien défini de M. Jules Romains ou de M. André Maurois, comme nous le sommes dans la poésie encore intelligible et jamais trop exigeante des impressionnistes. Bref, nous attendons des Français les grandes qualités morales, mais nous sommes gênés parfois par les formes où celles-ci s'incarnent. Nous les voulons plus adaptables et plus empiriques.

L'œuvre des ententes internationales ne peut se faire que par une minorité d'hommes instruits. Il est désas-

treux que le fanatisme et l'ignorance des foules y interviennent. Au moment de Dunkerque les cris alternants de « perfide Albion » et de « thank God, we're on our own at last » se firent entendre. A tout homme raisonnable notre dépendance mutuelle est un lien commun. Le difficile pourtant, c'est que le Français et l'Anglais s'entendent à merveille sur le plan personnel et sur celui du travail professionnel, aussi les amitiés qui s'y créent sont-elles inébranlables; mais dans la haute politique le chemin est beaucoup plus épineux. Cela vient du fait que la poignée de politiciens qui nous gouvernent sont des serviteurs du peuple; ils sont en quelque sorte les prisonniers des préjugés populaires, même s'ils ne les partagent pas. Il n'est guère probable que les masses d'un côté et de l'autre se connaissent très facilement ou très vite; mais je suis persuadé que, grâce à plusieurs initiatives récentes, cette connaissance est en train de croître au jour le jour. Il faut en saluer les signes.

Toute troupe théâtrale, par exemple, venue ces dernières années, en Angleterre, a été frappée par l'accueil, en même temps chaleureux et discriminant, que lui a réservé le public anglais. Que ce soit *Les Fourberies de Scapin* ou *Amphitryon, Partage de Midi* ou *Les nuits de la Colère,* toute nuance en a été saisie. (Je n'ai jamais entendu un tel applaudissement dans le théâtre que celui provoqué par Edwige Feuillère dans la pièce de Claudel.) J'ai eu même l'impression qu'on rit plus à Molière ici qu'en France. Il en va de même pour la peinture, bien que les dernières abstractions de Paris, comme celles d'ailleurs de Londres, nous rejettent sur des styles moins cérébraux. Après la faillite surréaliste et l'expressionnisme à la Rouault — sur la grande peinture religieuse de nos jours, et l'expérimentation désespérée de Picasso — ne faut-il pas revenir à l'humain. En ce qui concerne la philosophie, l'humanisme de Maritain nous a touchés il y a quelques années, mais le Thomisme rigoureux où ceci s'encadre ne gagne plus beaucoup d'adhérents. En

Angleterre, comme en France, on cherche une pensée qui s'exprime plus directement en rapport avec des besoins actuels. Les *Grifford Lectures* de Gabriel Marcel, ainsi que les écrits de Simone Weil, nous ont fort impressionnés, je crois pourtant que les tendances gnostiques de celle-ci étaient plus immédiatement critiquées ici qu'en France. Quant au renouveau de la vie religieuse en France : Mission de Paris, Liturgie, etc., il faut reconnaître que ce sont les Anglicans qui les apprécient le plus. Il y a même eu, chez ceux-ci, des tentatives pareilles à la Mission de Paris, tandis que les catholiques, bien que beaucoup soient prêts à agir dans le même sens, sont freinés par le conservatisme des évêques. (C'est un fait extraordinaire que dans aucune église de Londres ne fut célébré le nouvel office du samedi saint.) Il faut dire que le calme avec lequel bien des catholiques en France regardent l'avènement marxiste éloigne les sympathies de ceux, en Angleterre, qui seraient prêts à les suivre sur les plans théologique ou culturel. La conférence patristique qui avait lieu récemment à Oxford démontre une source vive d'accord spirituel entre ceux que des appartenances confessionnelles divisent encore; et si le catholicisme français, surtout sous ses formes traditionnelles, reste assez étranger, il faut ajouter qu'en Angleterre, le calvinisme d'outre-Manche ne l'est pas moins.

ROBERT SPEAIGHT.

# *Les Signes du temps*

## *Staline et les impérialistes*

Ceux qui attendaient du dix-neuvième Congrès du parti communiste russe des révélations sensationnelles en ont été pour leurs frais. Il n'y eut à Moscou ni gestes ni déclarations spectaculaires. Staline n'a pas dès maintenant désigné son successeur, comme on lui en prêtait l'intention, ni prononcé l'un de ces discours historiques qui bouleversent la situation internationale. On aurait tort, cependant, de n'attacher aucun intérêt à ces assises. Rite, cérémonie, beaucoup plus qu'assemblée de décision, si l'on veut, la réunion de Moscou ne manque tout de même pas de signification. Il faudra un jour publier une étude plus complète de ce que fut le dix-neuvième Congrès, et quelle évolution il a pu enregistrer dans la vie de l'U.R.S.S. et des partis. En attendant, nous nous proposons de réfléchir à deux des aspects de ce congrès.

La succession de Staline n'est pas encore ouverte. Le chef du Kremlin a paru, aux dires des observateurs, en excellente santé. D'un bout à l'autre, il a tenu à marquer sa présence. Quatre jours avant la première séance, il publiait un article important dans la revue russe *Bolchevik,* article qui avait pour effet d'ôter toute une partie de son intérêt au rapport de Georges Malenkov. La dernière séance, celle qui s'adressait plus spécialement aux communistes de l'étranger, fut, elle aussi, marquée par l'intervention de Staline, comme si le secrétaire général du parti communiste russe entendait montrer qu'il reste bien le chef du mouvement communiste international. Au reste, avant comme après le Congrès, l'ordre de

puissance reste le même : Staline est en tête, suivi de Molotov, de Malenkov et de Beria.

Il n'empêche que la composition du nouveau présidium (qui remplace les anciens politburo et orgburo), confirme la montée de Georges Malenkov. Un seul personnage notable est éliminé, André Andriéw, mais depuis 1950 sa disgrâce était prévisible. Parmi les nouveaux dignitaires, on note surtout Souslov et Ponomarenko qui ont fait carrière dans le sillage de Malenkov.

Par ailleurs, ce congrès fut véritablement, par ses participants, le congrès des aiglons staliniens (venus au parti après la révolution), dont Georges Malenkov est le plus brillant représentant. Sur douze cents congressistes, vingt seulement avaient participé aux luttes d'avant la révolution. Il n'est pas interdit de conclure que ce congrès, encore dominé par Staline, et marqué par la présence de Molotov, fut déjà en réalité celui de la nouvelle génération stalinienne.

Au plan de la situation internationale, il y a une évidente contradiction entre l'article du *Bolchevik* et la déclaration finale de Staline. Si on affirme que la bourgeoisie est devenue incapable de tout mouvement patriotique, et qu'il faut compter sur les seuls partis communistes, là on écrivait que les Européens (Anglais et Français) secoueraient bientôt la tutelle américaine. Ne cherchons pas à accorder la doctrine à ces deux interventions. Après tout, un esprit quelque peu rompu à la dialectique pourrait y réussir. Mais nos soucis, dans cette note, sont beaucoup plus immédiats : comment pourra se dérouler l'opération Europe-Amérique dont on a enregistré déjà quelques symptômes (nomination de M. Gromyko à Londres, réception de l'ambassadeur français, M. Joxe, par Staline, et parallèlement demande de rappel de l'ambassadeur américain G. Kennan) ?

Peut-être, en effet, le Kremlin va-t-il « aider » le mécontentement européen et l'encourager à passer aux actes. Mais Staline ne peut tout de même croire à l'éventualité d'une rupture entre Anglo-français et Américains. Même s'il est demandé aux partis communistes de favoriser un peu plus efficacement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici les mouvements d'indépendance, le Kremlin ne tient pas à ce qu'ils prennent trop au sérieux, à ce que dans une quelconque troisième force, ils perdent de leur mordant. En somme, « allez de l'avant

dans la voie des Fronts nationaux » (ce pourrait être le sens de l'article du *Bolchevik*), mais n'oubliez jamais que seul un vrai parti communiste nous est utile.

BERNARD FÉRON.

## *L'affaire Marty-Tillon et la nouvelle tactique*

Le 15 octobre, *Le Monde* constatait que les membres du parti communiste avaient tourné la page de l'*affaire*. Deux jours plus tard, le comité central communiquait que les progrès auto-critiques des deux coupables étaient toujours insuffisants. Beaucoup de mauvais points pour Marty, une légère amélioration chez Tillon.

En réalité, l'affaire n'en est qu'à son commencement. Tant pis pour la presse qui, en voulant « exploiter » n'a pas eu le temps de comprendre l'affaire. En l'occurrence, il est vrai, la presse a droit aux circonstances atténuantes, car elle n'a pas pu attendre que Staline révèle la vraie portée de l'affaire Marty-Tillon à l'occasion du dix-neuvième Congrès du parti communiste de l'Union Soviétique. Du point de vue de sa politique intérieure, Staline a rassuré ses partisans et découragé ses adversaires soviétiques en déclarant que le conflit des deux blocs n'était pas inéluctable et qu'une guerre entre pays capitalistes était possible. Après cinq ans d'une tension extrême provoquée par une propagande violente qui présentait le danger de guerre comme imminent, les soviétiques viennent d'apprendre que le conflit n'est pas pour demain. En revanche, Staline leur propose de nouvelles perspectives économiques en annonçant une lutte contre l'ennemi intérieur, le paysan kolkhozien, promis à la disparition grâce à une assimilation des fermes collectives, assimilation qui doit faire disparaître l'opposition entre la campagne et la ville. Les kolkhozes ne vendront plus leurs produits, mais ils les échangeront contre des produits industriels. Cette transformation caractérisera la phase communiste par opposition à

la phase socialiste de l'économie soviétique où les fermes collectives continuaient à représenter un secteur capitaliste puisque les paysans pouvaient vendre une certaine partie de leurs produits sur un marché régi par la loi de l'offre et de la demande.

Ces perspectives manquent de précision. On peut cependant en conclure que le problème théorique du communisme préoccupe certains éléments de la jeune génération et que Staline a tenu à leur donner des directives. Aux ouvriers il promet la journée de cinq heures et l'abondance. On peut se demander ce qu'en pensent les concentrationnaires que M. Jacques Madaule a vu travailler récemment le long des canaux soviétiques, sous la protection des mitraillettes ?

Parallèlement à cet optimisme pour usage interne, Staline est optimiste en ce qui concerne sa stratégie extérieure puisqu'il fixe aux partis communistes la tâche de relever le drapeau de l'indépendance nationale que la bourgeoisie a laissé tomber de ses mains, afin de mobiliser les peuples dans la lutte contre la colonisation américaine.

D'aucuns ont voulu voir une contradiction entre l'affirmation que les États capitalistes vont s'entre-déchirer et ce rôle nationaliste assigné aux partis communistes. Cette contradiction n'est qu'apparente puisqu'il s'agit dans la première thèse d'un slogan à l'usage soviétique et dans la seconde d'une tactique très réaliste qui tient compte du succès enregistré il y a vingt ans par le phénomène nazi. C'est grâce à la mobilisation des instincts chauvins, compensant un complexe d'infériorité, que les nazis ont réussi. Pourquoi ne pas appliquer la même méthode ? En Allemagne soviétique l'exaltation de la tradition prussienne, le culte des Scharnhorst et Gneisenau donne de bons résultats. Il est probable qu'il en sera de même en France, en Italie et même en Angleterre. Peut-être, mais à une condition, c'est que cette tactique reste strictement sous le contrôle de Moscou. En Allemagne occupée, il est sans danger de vanter la résistance prussienne contre Napoléon. En France où le souvenir de la Résistance est encore très proche et où chaque communiste est un *titiste* qui s'ignore, la nouvelle ligne présente le grand risque de conduire le parti vers une politique authentiquement indépendante et nationale, à la manière de Tito.

Voilà pourquoi le Comité central a découvert juste un mois

avant cette nouvelle politique stalinienne, le mauvais caractère de Marty, son entrevue avec Tillon, son opposition à Mme Vermersch, c'est-à-dire à Maurice Thorez, de même que le crime de Tillon qui a eu le tort de distinguer la résistance vraie en France et celle des dirigeants vivant à Moscou.

La longue résolution du bureau politique (deux pages pleines dans *L'Humanité* du 3 octobre) est une justification de la politique soviétique (pacte avec Hitler, présence de Thorez à Moscou, résistance organisée à partir de Moscou, etc.). Ce long texte est le catéchisme que les militants sont en train d'apprendre par cœur. Il leur enseigne que Staline a toujours eu raison et que les intérêts français coïncident avec les intérêts soviétiques. Il s'agit de purger les esprits et les cœurs des militants de la moindre trace de titisme, en attendant l'autocritique complète de Marty et de Tillon. Pourquoi tardent-ils tant à faire cette autocritique ? Auraient-ils réellement l'intention de suivre l'exemple de Doriot ? Rien n'est moins vraisemblable. En revanche, ils savent que c'est une autocritique sur mesure qu'on attend d'eux et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils attendent que Maurice Thorez leur apporte de Moscou les mesures exactes. C'est de cette façon qu'ils serviront le mieux le parti à la veille de la grande campagne pour le « front national uni ».

JEAN ROUNAULT.

## *La C.G.T. prend un virage*

A n'en pas douter le parti communiste et la C.G.T. sont en train de réaliser un nouveau virage. Dans un précédent numéro [1], A. Detraz avait signalé un durcissement cégétiste et communiste. Sommes-nous à une nouvelle phase ? Voyons un peu. Pour juger de la situa-

1. Juillet 1952.

ion présente, il convient de se remémorer quelques textes.

F. Billoux, de retour d'U.R.S.S., avait tracé dans les *Cahiers du Communisme* de mai l'orientation du parti. La place qu'avait fait la presse communiste à cet article permettait de dire qu'il concrétisait la pensée du chef, du guide, Billoux venant de rencontrer Thorez à Moscou n'était-il pas son porte-parole ?

« Organiser et diriger l'action unie des masses pour imposer une politique de paix et d'indépendance », s'intitulait l'article, qui ne nous apprenait rien d'essentiel que nous ne sachions, mais dont le ton était plus brutal que de coutume et le style plus direct. Voici d'ailleurs quelques idées maîtresses :

— Pas de compromission avec la bourgeoisie, la bourgeoisie française n'est pas une espèce de victime de la colonisation américaine, puisque c'est volontairement, délibérément qu'elle s'est placée sous les ordres des milliardaires américains.

— Rappel de la perspective internationale telle qu'elle a été exposée par les camarades Jdanov en 1947 et Sousov en 1949 — « deux camps en présence » — le camp impérialiste dirigé par l'impérialisme américain; le camp anti-impérialiste autour de l'Union Soviétique de Staline.

— Lutte idéologique dans tous les domaines, notamment contre le social-démocratisme et contre l'Église.

— Dans les syndicats mêmes, rappel du primat de l'action politique sur l'action sociale.

Appuyant avec plus de force les consignes de Billoux, Jeannette Vermeersch apportait des précisions dans l'hebdomadaire *France Nouvelle* du 31 mai. Il nous apparaît aussi pouvoir affirmer que cet article exprime, étant donnée sa signature, la pensée du secrétaire général du parti.

Les impérialistes, le gouvernement de la bourgeoisie et leurs valets sociaux-démocrates font des efforts inouïs pour tromper la classe ouvrière. Avec l'aide des dirigeants des

syndicats F.O. payés par Irving Brown, dont les délégués sont allés aux États-Unis étudier les méthodes de productivité au profit des marchands de canons, les méthodes de corruption, de division, de calomniateurs, les méthodes des agents impérialistes au sein de la classe ouvrière. Avec l'aide de certains prêtres « ouviers » dans les villes les plus populaires, dont un livre [2] a récemment montré avec cynisme tout l'odieux de l'activité avilissante, désagrégatrice, démoralisante, de résignation et qui, sous des formules démagogiques, ouvriéristes, tendent à maintenir l'ouvrier dans un économisme étroit.

*Économisme*, de quoi s'agit-il :

Les problèmes de l'unité ouvrière n'étant posés qu'en fonction des revendications économiques, cela permet aux dirigeants C.F.T.C. et F.O. une démagogie facile. Elle leur permet de se dérober aux responsabilités dans le combat pour la paix et de couvrir la politique de guerre du gouvernement et de l'impérialisme américain.

Des camarades du parti peuvent être faibles devant les catholiques :

Il n'est pas nécessaire de citer ici beaucoup d'exemples, mais dans de nombreuses usines d'Ivry, là où le parti communiste recueille soixante pour cent des suffrages, nos camarades, sous prétexte d'unité avec les catholiques, hésitent à poser les problèmes de la lutte effective pour la paix. Ils vont même jusqu'à reprocher au parti d'intervenir publiquement dans le combat pour la paix. Or les intérêts des travailleurs catholiques sont identiques à ceux de tous les travailleurs. Ils ont intérêt à ce que règne la paix dans le monde, à ce que la France mène une politique de paix au lieu de sacrifier les finances de notre pays, l'avenir de la France à la préparation à la guerre. C'est devant tous les ouvriers qu'il faut discuter de la lutte contre les fauteurs de guerre et ne pas nous laisser impressionner dans des comités avec les seuls représentants de la Mission de Paris dirigée par Mgr Feltin dont on sait qu'il est pour l'abandon de la souveraineté française et des intérêts de la nation, le partisan de la collaboration de classe sur le plan national et international avec les ennemis de la paix.

2. Il s'agit évidemment du roman de Cesbron : *Les Saints vont en enfer.*

Est-ce que cela signifie renoncer à l'unité d'action avec les catholiques et les F.O. sur le problème limité des salaires ? Pas le moins du monde, mais ce serait leurrer, tromper la classe ouvrière, la laisser conduire à une nouvelle boucherie, effroyable, et ne pas régler le problème de son pain quotidien que de renoncer à la lutte effective pour unir sur la tâche décisive : la lutte pour la paix.

A ces deux prises de position sans équivoque ajoutons seulement quelques phrases de l'article de V. Leduc dans les *Cahiers du Communisme* d'avril où il rapporte :

Un secrétaire de section du parti a cru devoir assister à la messe pour obtenir la participation du curé de la paroisse à un rassemblement pour la paix, mais, dit-il, c'est oublier mes positions de principe sur la religion (d'après lesquelles le programme communiste repose tout entier sur une philosophie matérialiste... la religion, opium du peuple... contrairement à une erreur très répandue et *jusque dans nos rangs*, le christianisme primitif n'a pas joué un rôle révolutionnaire, mais au contraire un rôle réactionnaire).

Ce n'est plus la main tendue mais la bataille, c'est politique d'abord, revendication après, c'est incontestablement un durcissement.

Après l'échec des mouvements de mai-juin, sentant la classe ouvrière la lâcher, la C.G.T. redonne à la revendication professionnelle la grande place et c'est ainsi que se dessine un nouveau virage. Il s'agit à l'échelon syndical de faire oublier l'attitude de mai et juin et d'apparaître comme véritablement professionnel, et il faut pour cela avoir le maximum de chances avec soi. Prenons un exemple de la tactique de la Fédération des Métaux C.G.T. : à Nantes le Congrès de la Fédération C.F.T.C. votait une motion dans laquelle on pouvait lire : « Augmentation immédiate des salaires réels pour retrouver le pouvoir d'achat de septembre 1951, cette augmentation devant constituer une première étape vers le retour au pouvoir d'achat de 1938. »

Que propose la Fédération C.G.T. à ses congressistes réunis à Lyon il y a quelques jours : « Augmentation

immédiate des salaires réels pour retrouver le pouvoir d'achat de 1951 (hausse du coût de la vie survenue depuis cette date : 15 %) cette augmentation devant constituer une première étape vers le retour au pouvoir d'achat de 1938 », et ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Il s'agit de faire oublier les paroles sectaires et que se passe-t-il, c'est simple : A la régie Renault depuis quelques semaines il y a au syndicat C.G.T., deux secrétaires généraux : Linet, député communiste — Apostolo, dirigeant M.L.P. Quatre secrétaires permanents dont un prêtre-ouvrier. Sur huit membres du comité d'entreprise, un séminariste ouvrier et un ancien délégué C.F.T.C. (de l'année dernière). Et nous pourrions citer d'autres exemples dont celui du bureau fédéral des Métaux C.G.T., qui comprend Apostolo et un ancien militant C.F.T.C. de la région lyonnaise. Ne sentez-vous pas le virage qu'est devenu « tout l'odieux de l'action avilissante, désagrégatrice, démoralisante, de résignation des prêtres-ouvriers » que dénonçait Jeannette Vermeersch ?

Il nous apparaît que le parti communiste s'est rendu compte que la tactique du durcissement n'était pas rentable, l'isolait dans le pays et qu'après l'épreuve de force il fallait rechercher la désagrégation interne. Voyons-en la suite logique. A. Detraz disait en mai que si le durcissement de la C.G.T. a été très peu apprécié des adhérents et sympathisants il ne doit pas nous faire oublier qu'ils continueront encore à témoigner à cette organisation syndicale une confiance secrète, « car, ajoutait-il, on ne mine pas en quelques semaines une foi aussi humaine soit-elle ».

Avec un renouveau d'action professionnelle, faisant tout pour apparaître comme largement ouverte et dirigée non pas par les seuls communistes mais par tous, la C.G.T. veut réaccrocher la masse. La situation actuelle, bluff de la baisse, chômage ou réduction d'horaire, l'aideront.

Que conclure ? Devant cette nouvelle orientation il convient tout d'abord de mettre en garde ceux qui peuvent croire que grâce à leur volonté ils ont converti la C.G.T. à ne faire que de l'action professionnelle. La C.G.T., à direction communiste, ne se convertit pas : organisation syndicale, elle saura défendre les revendications, mais en fait et en fin de compte elle restera toujours l'auxiliaire du parti, là-dessus la théorie est claire, publique, il convient de ne pas se faire d'illusions.

Malgré cela des unités d'action qu'impose la situation se feront avec les autres organisations syndicales. Notre position sur ce problème est nette, l'unité d'action n'est pas à exclure, il convient simplement d'être conscient des problèmes et se dire que si à certains moments il peut y avoir communauté d'intérêt, de revendications avec la C.G.T. il ne saurait y avoir communauté de dessin. La tâche des syndicats libres ne sera pas simple. Tout en recherchant le maximum de cohésion syndicale pour l'amélioration de la situation des salaires, ils doivent s'imposer une tâche urgente d'éducation politique pour faire comprendre à la classe ouvrière le but profond des virages cégétistes.

CHARLES SAVOUILLAN.

## *Des voitures et des hommes*

La circulation aux heures de pointe pose, nous le savons bien, à Paris et dans nos grandes villes, des problèmes véritables. Et cependant, la nuit venue, nous le constons d'année en année avec le même étonnement, les rues ont libérées, la plupart des voitures garées à l'abri, et guère us nombreuses qu'en 1938, nous assure-t-on, sont celles qui orment en plein air.

Or, le fichier central automobile, qui a bien voulu nous ouvrir ses statistiques, nous apprend que pour les départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, le nombre de véhicules automobiles immatriculés depuis 1945 était, à la fin du premier trimestre de 1952, de 348.708 dont 233.576 voitures particulières, 1.646 cars, 113.486 camions ou camionnettes. Certes, en contrepartie de ces naissances nouvelles, il faudrait connaître, depuis la même date, le nombre de véhicules hors d'usage; mais ceux-ci ne sont pas toujours signalés et leur nombre reste mal connu. Quel qu'il soit cependant, il semble bien assuré que 300.000 voitures au moins ont dû être logées depuis 1945 pour ces départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne; 300.000 voitures dont chacune exige une surface couverte qui, en moyenne, est certes de l'ordre de 10 m² sinon davantage. C'est-à-dire, pour l'ensemble, une surface comparable à celle qu'auraient exigés quelque 60.000 logements moyens de 50 m².

Ainsi, en un temps où la construction de logements est si urgente et si gravement insuffisante; en un temps où, pour l'ensemble de la France, ont été achevés, de 1945 à fin mars 1952, au total 268.290 logements seulement; en un temps où les problèmes du taudis développent leurs conséquences redoutables; en un temps où les jeunes ménages s'entassent avec leurs jeunes enfants dans des chambres meublées, les voitures automobiles obtiennent aisément leur espace vital. C'est sans doute que dans notre pays, contrairement à l'opinion couramment reçue, les cris des bébés portent moins loin et moins haut que ne porteraient ceux des voitures, si elles-mêmes ou leurs maîtres avaient quelque motif d'être fâchés.

C'est aussi que le sommeil et le confort des voitures s'achète à un prix que ne peut payer le sommeil des enfants, et s'il arrive que celui-ci soit payé à prix exorbitant, ce n'est qu'entre les mains d'intermédiaires ou de tenanciers, jamais entre les mains de ceux qui, possesseurs de locaux, pourraient entretenir ou construire. Aussi, chacune des voitures est-elle soigneusement veillée par les outillages d'entretien qui auront soin de sa bonne santé; mais il arrive aux jeunes enfants d'être entassés dans des chambres où l'usage de l'eau est sévèrement mesuré à leurs parents, où le chauffage est impossible ou interdit.

Faut-il poursuivre ? Les statistiques de l'état des logements

dans notre pays et de plus en plus l'expérience journalière de trop de Français le permettraient aisément. Mais l'une comme l'autre appelleraient de plus longues réflexions. Il suffit aujourd'hui, en ce texte très bref, d'avoir tourné la tête vers un état de fait qui mesure d'une manière cruelle mais terriblement exacte les paradoxes et les scandales du logement dans notre pays.

RENÉ PARÈS.

## *Inquiétudes du travaillisme*

Les querelles les plus âpres sont les querelles de famille, et dans les familles politiques, les disputes les plus violentes ne proviennent pas d'ordinaire d'un désaccord sur la politique, mais plutôt d'un désaccord sur la tactique. Le prétexte qui servit à écarter Trotsky de la direction du parti bolchévique ne fut pas qu'on l'accusait de n'être pas marxiste, mais de n'être pas opportuniste. C'est aussi un différend au sujet de la tactique qui est au fond de la querelle des pro-Bevan et des anti-Bevan au sein du parti travailliste, et qui fit de la récente conférence de Morecambe la plus orageuse que le parti ait jamais connue.

La difficulté n'est pas que M. Bevan soit un marxiste, bien que, peut-être, une proportion élevée de ses partisans dans les circonscriptions le soient. Son socialisme, comme celui de beaucoup des anciens pionniers et des champions actuels du parti, s'inspire du non-conformisme : il est dans la ligne — une étape en arrière — du grand leader des mineurs, Bob Smillie, qui pouvait à peine formuler une revendication pour ses hommes sans l'accompagner d'un texte de la Bible. Bevan n'a pas quitté le cabinet travailliste parce qu'il pensait qu'il était inutile d'armer contre la Russie soviétique : il est parti parce qu'il estimait qu'on faisait une faute en poussant

ce réarmement si rapidement qu'il portait préjudice aux conquêtes sociales britanniques.

Ce n'est pas là, en soi, une vue révolutionnaire. Le malheur est que, tant qu'on n'y aura pas répondu d'une façon satisfaisante (et il n'y a pas été répondu), elle se prête à une exploitation révolutionnaire, en particulier à des attaques contre les États-Unis. Entre représenter Washington comme responsable du rythme trop rapide du réarmement et en faire une capitale de fauteurs de guerre, il n'y a qu'un pas. Comme de si nombreux orateurs, Mr Bevan tend quelquefois à dire plus qu'il ne pense, et le danger qui guette un tel talent est qu'il peut se réveiller un jour en découvrant qu'il est tombé au pouvoir de partisans qui, eux, pensent ce qu'il dit. La position a été admirablement définie à Morecambe par Mr Callaghan, un des plus jeunes parmi les anciens ministres. « La victoire des bevanistes, dit-il, les oblige de prendre position clairement, comme ils ne l'ont pas encore fait jusqu'ici. Je crois qu'ils croient que la Russie est en train d'essayer de conquérir le monde par la guerre froide et que le Nato est la clé de voûte de notre défense, alors que la plupart de ceux qui ont voté pour eux n'y croient absolument pas. A moins qu'ils ne convertissent leurs propres supporters aux choses qu'ils croient et préconisent, ils ramèneront ce mouvement à la futilité du parti socialiste italien. »

En gagnant six des sept sièges du Comité exécutif du Parti réservés aux délégués des circonscriptions (les quatorze autres étant occupés par les délégués des *Trade Unions*, les femmes et les coopératives), et en écartant M. Herbert Morrison de la position qu'il y occupait depuis trente ans, les bevanistes ont remporté une grande victoire. Mais les méthodes qui ont conduit à cette victoire ont laissé des rancœurs. Ce n'est pas tant qu'à la Conférence elle-même ils ont montré un meilleur sens tactique en présentant seulement sept candidats pour les sept sièges à pourvoir, tandis que leurs adver-

saires divisaient leurs forces en en présentant vingt et un. Plusieurs mois auparavant, affirme-t-on, ils ont fait agir, dans les circonscriptions et au groupe parlementaire, leur propre organisation privée, sorte de cinquième colonne de l'aile gauche, avec ses propres chefs, ses propres responsables pour les affaires et les campagnes politiques. Ce fut ce genre d'activité, une nouveauté dans la politique britannique, qui conduisit le leader de syndicat Arthur Deakin à proférer la menace qu'à moins que cette activité ne cessât, une organisation rivale serait mise sur pied qui leur disputerait sans merci la direction du parti.

Les choses peuvent en venir là, car, il ne faut pas s'y méprendre, M. Bevan n'a nullement l'intention de quitter le parti travailliste, à moins d'y être forcé : les précédents constitués par les scissions du passé sont trop clairs. Ramsay MacDonald et sa petite équipe parlementaire du « Travaillisme national » ont fini prisonniers des conservateurs, Cripps dut solliciter sa réadmission, Mosley finit dans une parodie impuissante du fascisme. Mais si les rebelles doivent être amenés à résipiscence ou être privés de leurs partisans, la direction officielle du parti a une tâche ardue. Ce n'est pas que ses vues, telles que M. Morrison les a exposées dans son courageux discours prononcé après sa défaite au Comité exécutif, ne soient pas raisonnables et sérieuses. Mais c'est qu'il faut beaucoup d'intelligence et d'imagination pour transformer ce bon sens et la modération en cri de guerre. Il y a des questions, dont la plupart ne concernent en rien l'Amérique ou le réarmement, auxquelles le votant moyen attend une réponse de la part du travaillisme. Les nationalisations (pour ne prendre que celles-ci), bien qu'ayant été décrites par les naïfs orateurs du travaillisme des dizaines d'années avant 1945 comme une panacée à toute friction dans les relations du travail, n'ont jusqu'ici fait apparaître que peu de signes de la réation d'une Nouvelle Jérusalem dans les chemins de

fer et dans les mines. Comment une nouvelle façon de vivre peut-elle être introduite dans les industries nationalisées ? Comment peut-on accroître la participation des travailleurs à leur exploitation ?

A moins que la direction officielle du travaillisme ne soit en mesure de répondre d'une façon convaincante à des questions comme celles-ci et de faire de ses réponses une politique capable de soulever l'enthousiasme, peu de gens seront disposés à miser fortement sur ses chances dans la bataille pour le parti engagée avec M. Bevan.

RONALD MATTHEWS.

## *Le roi d'Égypte perce sa première dent*

Quelle que soit la signification finale de la révolution accomplie en Égypte par le général Neguib, telle que nous avons cherché à la dégager dans la dernière livraison de *La Vie Intellectuelle,* il reste aussi important de faire le point et d'apprécier les chances de l'expérience. Parce qu'au Moyen-Orient Neguib apparaît comme un précurseur, peut-être un modèle, et que son succès stabiliserait des tentatives du même ordre ou inciterait des hommes politiques à rechercher les mêmes voies. Mais c'est le jugement que porteront les Britanniques sur la solidité du système Neguib qui demeure probablement le plus important. De ce jugement, en effet, dépend l'option finale que les Anglais prendront au sujet de l'organisation de la défense dans tout le Moyen-Orient. Si Neguib leur paraît solide, alors et alors seulement, leur point de vue se rapprochant de celui des Américains, les Anglais songeront à ce *Master Plan* qui ferait de l'actuel dictateur égyptien le chef et le responsable de l'organisation militaire dans cette partie du monde. D'une conception presque périphérique de cette défense, ils reviendraient à une notion plus classique et chercheraient à l'appuyer sur les États et les peuples eux-mêmes, sous l'égide, en quelque sorte, de l'Égypte.

Ainsi se constituerait un cadre à l'intérieur duquel le général aurait une double influence. Son exemple, comme nous disions, serait un encouragement aux mouvements qu'il inspire déjà; l'organisation qu'il serait appelé à mettre sur pied les soutiendrait d'elle-même. On pourrait augurer plus clairement du nouveau cabinet de M. Khaled Chehab, au Liban, remarquant que les éléments gauchistes de l'ancienne opposition s'en trouvent exclus (nous parlons des socialistes de la tendance Djoumblat), alors que le Ministère des Affaires étrangères est confié à M. Mobarak, dont les sympathies pour l'Occident sont bien connues. En Iran même, où la situation est confuse, une telle évolution aurait des conséquences probablement déterminantes. M. Mossadegh reste bien en selle, malgré une situation économique désastreuse, certes, mais sur laquelle nous aurions tort de porter un jugement trop cartésien ou imprégné de l'optique occidentale. De cette dépression économique, en effet, surtout les hautes classes pâtissent, alors que les éléments populaires qui soutiennent M. Mossadegh ne perdent rien, pour l'excellente raison qu'ils n'avaient rien à perdre. Ils se résignent ou se nourrissent d'illusions selon une tradition très ancienne. En revanche, et ceci est fort important pour la résistance à l'extérieur, la situation financière est bonne, puisque cinquante-cinq pour cent de la circulation fiduciaire est garantie par des réserves d'or. Quel ministre des finances européen pourrait en dire autant ? M. Mossadegh ose même un dernier chantage en annonçant son intention de réduire de moitié les effectifs de l'armée et en rompant les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne. Ainsi, laisse-t-il entendre, la porte est ouverte aux Russes. Mais tant qu'un accord, fût-il difficilement acquis, subsiste entre Londres et Washington, M. Mossadegh n'a pas gagné la deuxième manche, la plus sérieuse. Il n'avait gagné la première, celle des nationalisations, qu'avec le consentement tacite de l'Amérique. M. Mossadegh le sait si bien que, devant la cohésion anglo-saxonne, il réduit ses prétentions et, au lieu de cinquante millions de livres, s'en réclame plus que vingt comme première condition de la reprise des contacts. Or, l'adoption du *Master Plan* signifierait la fin (ou tout au moins la mise en sourdine) de la rivalité anglo-américaine au Moyen-Orient, et impressionnerait vivement M. Mossadegh, l'inclinant vers la conciliation. Le

jugement britannique sur le général Neguib, l'accord éventuel des deux parties, serait donc un événement déterminant dans tout le Moyen-Orient.

Quel est l'avenir du général en Égypte ? Que peuvent en penser les Britanniques ? La presse annonce que « le roi d'Égypte perce sa première dent », et cette nouvelle est bien évocatrice d'une situation restée fluide sur le plan constitutionnel (le jeune roi fait ses dents en exil, dans l'île de Capri, auprès d'un père déconsidéré) et troublée sur le plan proprement gouvernemental. Certes, le général Neguib connaît, à l'intérieur de son pays, triomphes sur triomphes. Tous achèvent de s'aligner derrière lui dans l'armée où l'épuration frappe, sans résistance de leur part, les derniers éléments douteux. Les diplomates, eux aussi, passent à la toise, et cinq ambassadeurs sont écartés sans difficultés, alors que les éléments sûrs de l'armée prennent le contrôle des diverses administrations. Partout où le général passe, il est acclamé. Lors de sa récente tournée dans le Delta, la foule lui fit un accueil enthousiaste. Les partis s'épurent, selon la dure loi qui leur en est faite. M. Mustapha Nahas, lui-même, après quelques velléités contraires, se démet de la présidence du Wafd. Mais, remarquons-le, seul de l'ancien personnel gouvernemental, il n'est pas arrêté ou éliminé complètement, car il reste populaire. L'homme qui le remplace à la présidence, où il est déjà très isolé, M. Salaheddine se désolidarisant de lui, jouira-t-il de quelque autorité ? On se le demande. Lorsque M. Nahas, dans sa lettre de démission, affirme « poursuivre les mêmes buts que le mouvement du général Neguib, c'est-à-dire l'évacuation des troupes britanniques de la zone du canal de Suez et l'unité avec le Soudan », on peut voir là, plus que l'accord prétendu, la flèche du Parthe. Nahas signifie à Neguib que tels devraient être ses objectifs, sous-entendu que s'ils ne le sont plus, c'est pour eux qu'il le combattra.

Voilà les thèmes d'une nouvelle opposition, non organisée pour l'instant, mais dotée déjà en puissance d'une forte capacité d'attraction passionnelle : la défense à outrance (démagogique diront certains) de l'indépendance nationale, l'expansion par la réunification de la vallée du Nil, l'exploitation du ressentiment populaire contre les Anglais. Cette action pourra se développer au fur et à mesure des événements. Il est de

ait que les conférences entre le général Neguib et sir Ralph Stevenson, ambassadeur de Grande-Bretagne, sont de plus n plus prolongées et il est facile pour l'opposition d'en aisser présager des abandons importants. Ainsi, le *Master Plan,* si on venait à l'envisager diplomatiquement, apparaîrait non comme un succès du général mais comme les ermes mêmes de sa reddition, et les satisfactions de prestige ccordées d'ici là, par exemple l'évacuation par les britaniques du pont d'El Ferdane qui commande le canal, comme es éléments d'un marchandage. Voilà à quoi songe peut-être e Foreign Office, avant d'aller plus loin et de compromettre elui que certains appellent déjà son poulain. Les derniers emous chez les Frères musulmans, jusqu'ici fidèles soutiens u gouvernement, mais dont le « guide suprême » vient de onner sa démission, apportent un message non négligeable. l ne laissera pas à Londres l'impression que le général Neguib est en train de créer un régime fort et stable au Caire. Serait-ce même rendre service au général que de le atronner plus ouvertement ?

Si le général Neguib réussit à dominer ces dissensions et eulement lorsqu'il l'aura fait, on pourra envisager une éorientation sérieuse de la diplomatie et de la stratégie, selon es lignes tracées par le *Master Plan.* Encore faudrait-il que 'apaisassent les protestations arabes contre les accords gnés à Bonn avec Israël, et que le dernier remaniement miistériel en Jordanie, qui fait accéder des Palestiniens au ouvernement, ne signifie pas une reprise de l'agitation et de tension judéo-arabe.

JACQUES NANTET.

## *Ligne, hérisson, maquis*

On a pu rire des stratèges du Café du Commerce. Il suffit de constater aujourd'hui que cette race a sparu. Y a-t-il lieu de s'en féliciter ? Ce n'est peut-être as une victoire du pacifisme, mais très simplement une

capitulation. Trop durs, les problèmes. Il vaut mieux n'y pas toucher. Est-ce à dire que les *spécialistes* essaient de voir clair ?

On apprend de temps à autre des échos sur les débats qui se livrent autour d'une stratégie future. Les dernières manœuvres ont illustré deux théories. Les Anglais mettant à profit les enseignements de la guerre germano-soviétique ont fait cet été l'expérience d'une retraite en « hérisson ». Les manœuvres françaises étaient classiquement linéaires, malgré les parachutistes de l'ennemi.

Le *Kessel* allemand était un point de gravité, constitué par un ensemble assez large d'unités représentant toutes les armes, une sorte de forteresse mobile, capable de livrer de dures batailles et de retarder sensiblement l'avance de l'adversaire. Certes, un hérisson immobilisé était souvent menacé d'être anéanti, mais même dans cette éventualité, il représentait jusqu'à la dernière minute un point de gravité fixant d'importantes forces adverses.

Il en va autrement de la ligne, pure vue de l'esprit, comme chacun sait, quand il s'agit d'un ennemi supérieur en nombre. Mais c'est justement cette qualité d'être une vue de l'esprit qui semble plaider en faveur de la stratégie linéaire. En effet, la ligne, c'est en premier lieu la défensive. Peu importe que la défensive soit le luxe du plus fort. Cette stratégie érige en devise le vers de Baudelaire : *Je hais le mouvement qui déplace les lignes.*

Il reste à dire un mot d'une autre conception stratégique, celle du maquis organisé dès le temps de paix. En France comme en Allemagne des militaires aussi bien que des civils pensent que l'insécurité *totale* qui menacerait une armée ennemie dans son avance serait la défense la plus efficace. Premièrement, parce qu'un pays n'ayant ni chars ni avions ne saurait être suspecté d'intentions agressives, deuxièmement parce que la mobilisation civile et totale sur place ne coûte pas grand

chose et, troisièmement, enfin, parce que les armées modernes, en raison de l'importance de leur ravitaillement, de la complexité de leurs structures, sont éminemment vulnérables quand chaque civil est prêt à donner sa vie pour bouter l'ennemi hors du pays.

Encore faudrait-il que les civils soient d'accord là-dessus. Mais cela, c'est une autre histoire.

JEAN ROUNAULT.

## *Veillée catholique à Berlin*

Dans la troisième semaine d'août nous étions une soixantaine de Français venus à Berlin pour participer au grand Congrès qui y réunissait les catholiques de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est : le soixante-quinzième *Katholikentag*. Il faudrait pouvoir transmettre à tous les catholiques de chez nous, un peu de l'angoisse sourde de ses participants, dont plus de quatre-vingts pour cent venaient de la zone sous contrôle russe. Rien n'a arrêté les catholiques de l'Est, ni les brimades de la D.D.R. (gouvernement de l'Allemagne de l'Est) supprimant à trois semaines du *Katholikentag* les trains spéciaux avec réduction, les autorisations d'utiliser les stades de la zone russe de Berlin pour se réunir, et les écoles pour se loger, ni même la perspective de se faire repérer par la police politique. Avant que la dalle ne retombe définitivement sur eux et ne les mure dans le silence, ils ont voulu reprendre contact avec leurs frères catholiques de l'Ouest et par eux avec toute l'Église, pour la dernière fois sans doute. car on risque pour les prochains mois que la venue à Berlin ne soit pas seulement contrôlée mais pratiquement interdite. Il en sera

alors pour Berlin comme pour Stuttgart, où huit jours plus tard les protestants de l'Est ne purent se rendre.

Les catholiques de l'Est sont venus à pied, à vélo, ne se laissant pas décourager parfois par les quatre ou cinq heures d'attente pour passer le rideau frontière entre Berlin et la zone orientale. Ils ont été plus de 90.000 sur 110.000 participants. Ils ont fait de ce *Katholikentag* « leur » *Katholikentag*. C'est qu'ils savaient que jour après jour l'emprise de la République démocratique irait se resserrant et que le stade de la bienveillance et des ménagements vis-à-vis de l'Église catholique était terminé. Vis-à-vis des protestants également d'ailleurs : vers la même époque leurs facultés de théologie étaient supprimées sur tout le territoire de la République. Aussi voit-on renaître entre « frères séparés » le désir de l'unité perdue que l'hostilité nazie avait rendue plus vivant, et qui s'était estompé depuis trois ou quatre ans : les protestants offrirent leurs plus célèbres temples (la *Marienkirche,* entre autres) pour remplacer les salles refusées, et un pasteur prit la parole à la cérémonie solennelle d'ouverture pour saluer au nom de ses frères les participants au *Katholikentag*.

Qu'ont cherché les catholiques de l'Est et qu'ont-ils trouvé à Berlin ? Quand on est deux millions de catholiques sur dix-sept millions d'habitants, quand surtout on vit en petits groupes épars de vingt ou trente catholiques sans jamais connaître un village ou une petite ville « catholique », on vient d'abord faire l'expérience concrète de l'appartenance à l'Église universelle. C'est un *Erlebnis*. Quoi qu'il arrive ensuite, on aura vécu d'une manière tangible l'appartenance à un peuple gigantesque qui continue sa marche à travers les siècles : ce peuple de toute race et de toute langue, qu'est l'Église de Dieu ici-bas. Cette expérience ils l'ont demandée au *Katholikentag* et l'ont rapportée précieusement chez eux. Tous ces jeunes venus de l'Est n'oublieront pas le stade olympique de Berlin-Ouest trop petit le dernier dimanche,

24 août, ni la présence de tous les évêques d'Allemagne ou de leurs auxiliaires, alors qu'habituellement un seul est présent. Les catholiques de l'Ouest se sont moins dérangés : 20.000 seulement sur 23.000.000 dans la République Fédérale. La propagande intense fut moins efficace auprès d'eux que la menace d'hostilité sur leurs frères. Bien au contraire certains se laissèrent effrayer, et des dizaines de milliers, semble-t-il, se sont décommandés. Sur eux l'action du gouvernement oriental avait réussi et ils ont fait son jeu en limitant ainsi l'ampleur de la rencontre. Quelle tristesse pour ceux qui avaient eu tant de mal à venir, de voir la timidité de ceux qui ne risquaient pratiquement rien. Quel levier d'action offraient ces derniers à ceux qui voudraient combattre le sens catholique.

Les catholiques de la *diaspora* n'emportèrent pas grand chose des discours bien académiques du *Katholikentag*, ni même des commissions de travail qui se sont soigneusement tenues au plan serein des grands principes. Le congrès resta à mi-chemin entre les congrès eucharistiques purement spirituels et les sessions d'études du genre des Semaines Sociales. A la différence de l'Ouest ils n'ont guère la nostalgie du « bon vieux temps » qui est pour eux celui des grands domaines fonciers et des junkers. Pour avoir voulu réaliser la réforme agraire en Prusse orientale le chancelier catholique Brünning fut, en 1932, céder la place à von Papen (catholique comme lui) et, par lui, à Hitler. « Faites-nous un vrai socialisme » fut la réponse à la question sur ce que l'Est attendait de l'Ouest. Pour l'Est, la nécessité est unir à la hantise d'une foi intransigeante l'ouverture aux réformes sociales nécessaires et non point à un passé plus que révolu : les applaudissements saluèrent le sermon du R. P. von Galli lorsque celui-ci dénonça la confusion du christianisme et de la civilisation chrétienne. Au lieu d'une restauration de ce qui était avant 1933,

ils attendent de leurs frères demeurés à l'ouest du rideau de fer un effort d'invention; ceux-ci n'ont-ils pas chez eux la majeure partie des richesses humaines et intellectuelles et la possibilité de parler et penser librement? Pour eux, d'un jour à l'autre, la dernière possibilité de communiquer, par Berlin, avec le reste du monde non russe, peut être définitivement coupée. En dépit des optimismes officiels et de l'échec partiel des efforts d'obstruction se devinait au *Katholikentag* une sourde anxiété. Une bataille gagnée, certes, mais n'est-elle pas sans lendemain? Deux millions de nos frères sont peut-être entrés dans le silence.

JACQUES MUN.

## *Les protestants allemands à Stuttgard*

Les congrès de l'Église évangélique allemande sont une création de la situation d'après guerre et celui de cette année est le quatrième. Il se déroula très différemment du *Katholikentag*. Tout d'abord, la participation de la zone soviétique fut faible puisque quarante pèlerins seulement reçurent un laisser-passer inter-zones, parmi les vingt mille qui en avaient fait la demande. D'autre part, les protestants, tout en faisant les mêmes vœux pies que les catholiques pour la réunion des Allemagnes, n'hésitèrent pas à aborder les sujets brûlants de l'actualité.

L'un des premiers groupes de travail prit pour thème « la politique sans haine », et un professeur de l'Université de Bonn y déclara que « Dieu ne nous a certainement pas fait tomber deux fois les armes des mains pour que nous adoptions une troisième fois la même attitude sans appréhension ». Dans sa résolution finale, ce groupe d'études s'opposa à la politique du « poing sur la table », à laquelle le chancelier Adenauer semble particulièrement favorable.

Le problème du réarmement fut vivement discuté. Le

Dr Heinemann, président du synode et ancien ministre fédéral de l'Intérieur (qui avait précisément donné sa démission pour protester contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale) a déclaré : « De nombreux participants attendent de ce congrès une prise de position claire en ce qui concerne la participation de l'Allemagne à la défense. Il ne le fera pas parce qu'une reconnaissance unanime du chemin souhaité par Dieu n'a pas été donnée à nos frères. » Heinemann, ainsi que vingt-neuf dignitaires et membres influents de l'Église évangélique, ont déploré dans une lettre au comité directeur du congrès que ce dernier ne se soit pas élevé fortement et ouvertement contre la remilitarisation à l'Est et à l'Ouest, « parce que nous voyons dans le réarmement de l'Allemagne à l'Est et à l'Ouest, la voie conduisant à une nouvelle guerre ».

Ehlers, le président du parlement fédéral, qui fait partie de ceux qui se sont opposés à une motion contre le réarmement, embarrassante pour le gouvernement fédéral, a déclare : « Nous n'avons pas le droit aujourd'hui de blâmer celui qui estime que la communauté européenne de défense n'est pas capable d'assurer la liberté politique de notre pays. » Malgré le manque d'unanimité sur la question du réarmement, les participants indiquèrent leur profonde volonté d'empêcher un nouveau conflit.

D'autre part, il fut particulièrement insisté pendant cet *Evangelischer Kirchentag* sur la neutralité de l'Église. Le thème du congrès fut d'ailleurs *Wählt das Leben* (Choisis la vie), formule ambiguë qui permet bien des exégèses, d'autant plus qu'elle ne fut pas accompagnée d'un commentaire officiel. L'interprétation qu'il vaut mieux tenter de s'adapter que de jouer les martyrs ne fut pas exclue. On peut simplement dire à ce sujet que le problème des résistances et des victimes prématurées que peut provoquer parmi la jeunesse de la zone soviétique les discours incendiaires de trop d'hommes politiques de Bonn, inquiète beaucoup les dirigeants de l'Église évangélique. Ehlers déclara d'ailleurs au congrès qu' « on ne doit pas tenter de rendre des objectifs politiques plus convaincants par l'adjonction d'un vocabulaire chrétien ». Il faisait allusion notamment à tous ces meetings de réfugiés des territoires de l'Est où la reconquête de ces derniers est placée sous le signe de la croix.

Ayant la masse de ses fidèles en zone soviétique, l'Église évangélique s'est depuis 1945 montrée plus soucieuse des problèmes de là-bas et s'est toujours gardée des formules sommaires pour juger l'évolution collectiviste. M. Kreissig rappela l'existence de deux cent quatre-vingt mille paysans sans terres en Allemagne occidentale et déclara qu'il serait plus utile de leur en fournir que de critiquer la réforme agraire en zone soviétique.

En marge du congrès, la question de fonder un parti politique protestant fut évoqué. Actuellement catholiques et protestants sont groupés au sein de l'Union chrétienne démocrate (C.D.U.) dont le chancelier Adenauer est le président. Certains participants estimèrent en effet que les protestants devraient se retirer en masse de ce parti parce que les prétentions des catholiques à la domination sont insupportables et parce qu'à la longue, le maintien des points de vue et des orientations protestantes et catholiques au sein d'un parti unique devient impossible. Ce n'est en effet un secret pour personne que les dirigeants protestants de la C.D.U. n'approuvent pas l'attitude particulièrement négative du chancelier dans la question de la réunification allemande. C'est d'ailleurs le protestant Ehlers qui, en sa qualité de président du Bundestag, a reçu contre la volonté du chancelier Adenauer la délégation de parlementaires de l'Allemagne de l'Est.

Le pasteur Niemöller dont le voyage à Moscou avait fait scandale, a refusé de participer à l'*Evangelischer Kirchentag* et n'a donné aucune raison à ce sujet.

La clôture de ce congrès fut un grand succès de masse : on a évalué l'assistance à deux cent mille personnes.

L'Église évangélique allemande proclame depuis Luther le respect et la soumission des fidèles au pouvoir. L'époque nazie lui a montré les conséquences que pouvait avoir cette attitude lorsque ce pouvoir n'était pas naturellement bon et béni par Dieu. Depuis 1945 elle s'efforce de tirer une leçon de ce passé douloureux et de ne pas favoriser la venue de nouveaux temps de la force par un « absentéisme » qu'elle condamne maintenant.

B. Girod de l'Ain.

## *AZIMUTS*

En quelle épithète résumer les nombreuses vertus du lecteur capable de ne pas oublier d'un mois à l'autre le ontenu d'un numéro de la revue ? S'il se trouve pareil lecteur quatre cardinales, il se souvient peut-être de l'article paru en vril dans *Wort und Wahrheit,* dont les Azimuts donnaient uelques extraits. Intitulé « Le sommeil des disciples », il vait à la place de la signature le symbole quelque peu nocurne de trois étoiles, lequel, selon *The Dublin Review* (aumne, p. 92) signifie que la direction de la dite revue germaique prenait à son compte le dit article. On aurait pu croire ue la même mouche tsé-tsé a commis quelques ravages en ngleterre puisque *The Dublin Review* offre (*ibid.*, pp. 1-15) e cet essai la traduction intégrale, avec toutefois quelques totes et omissions significatives. En discutant aujourd'hui et article plutôt aphoristique, apophtegmatique, et je dirais nphétaminique, si mes lecteurs soupçonnaient qu'on désigne nsi le maxiton, je ferai allusion en même temps à un autre xamen de conscience, plus confus et digressif, dû à Raiundo Paniker, et présenté le mois dernier. « Les catholiques *atholiken*) sont-ils catholiques (*Katholisch*) ? » se demandeil dans son titre et son introduction. Il répond par la négave (pp. 650-652) à la lumière de certains faits, tels que l'infférence des catholiques aux tribulations de leurs frères, le trage qu'ils opèrent des encycliques et des révélations, leur anque de réactions à ces signes du temps que sont la percution communiste et la guerre froide menée contre le ristianisme dans le monde occidental. A l'exception d'un tit troupeau de chrétiens authentiques, et de la grande asse des malheureux qui vit le mystère de la Croix, Paniker voit pas où mettre son espérance, tant le courage politique intime lui paraît faire défaut chez les catholiques. Le onde est capable de justice; et s'il n'est pas chrétien, c'est faute aux chrétiens; ils ont mal joué, ils ont oublié le overbe arabe : « Le monde est à Dieu, mais Il le loue aux

hardis. » Scandaleux apparaît à notre auteur le fait que des catholiques se soient combattus trois ou quatre fois déjà, en Europe seulement : où est l'amour du prochain en cette occurrence ? Où est aussi l'intérêt pour la misère spirituelle et corporelle des millions de chrétiens souffrants, l'intérêt pour les missions ?

R. Paniker passe alors aux principes (pp. 652-654). Pourquoi les chrétiens éprouvent-ils une telle difficulté à se débarrasser de l'esprit de clocher, à entreprendre un travail en commun supranational ? La réponse doit être d'envergure, car le problème doit être posé et résolu désormais à l'échelle d'un monde qui va vers son unité :

La caractéristique de l'époque chrétienne qui doit commencer avec nous, c'est, après avoir dominé. non répudié, le surnaturalisme naïf, à une seule dimension, du premier millénaire, et le dualisme presque explosif (raison-foi, nature-surnature, terre-ciel) du second millénaire chrétien, c'est d'instaurer l'unité et l'intégrité de l'Existence totale.

Notre christianisme dégénéré a besoin non d'une révolution, mais d'une rénovation. Celle-ci doit

assimiler l'héritage des deux millénaires, faire surgir de la profonde fidélité à cette tradition puissante les formules neuves qui rendront à nouveau possible, et socialement possible, pour la communauté donc et pas seulement pour l'individu, une vie authentiquement chrétienne dans le monde.

Il faudra distinguer ce qui meurt et ce qui naît : faire jouer là le charisme du discernement des esprits, purifier non seulement le cœur, mais l'esprit, penser catholiquement, dissoudre par une ontologie christocentrique cette distinction existentielle entre Être-chrétien, et Être-homme, citoyen, professionnel, etc., qui met obstacle à l'unité et à la plénitude de la vie chrétienne, qui fait de la grâce un simple vernis sur la nature : et alors dans l'homme c'est l'allemand, anglais, américain, le capitaliste, travailleur, ingénieur, artiste, qui est la substance,

en dépit du solennel énoncé de l'Apôtre, que dans le Christ chacun est créature nouvelle, et que dans cette perfection il n'y a plus grec ni juif, esclave ni libre, mâle ni femelle. (Mais on prend cela

pour de l'exagération.) Cela ne veut naturellement pas dire que tous les chrétiens doivent être semblables. Au contraire, ils sont plus différenciés que tous autres hommes, mais leurs propriétés naturelles sont subsumées sous un principe de vie supérieur, le principe divin...

Après quoi un troisième paragraphe (pp. 654-655) nous donne la pratique. Méditons le mot hardi de saint Justin martyr : « Tout ce qu'il y a de bien et de beau nous appartient à nous catholiques »; non pas que nous voulions nous approprier ce qui est à autrui, mais le catholique affirme sienne toute valeur positive, où qu'elle soit : sur une telle valeur les catholiques ont les droits du Rédempteur dont ils sont les collaborateurs : « tout est vôtre ». Alors qu'en fait ils se contentent d'être supportés; ils ont perdu l'orgueil chrétien; et confondu humilité et pusillanimité; ils sont devenus couards.

L'inouï c'est que d'instinct nous avons déplacé la revendication de la catholicité de notre foi, pour la mettre là où elle n'est pas dangereuse, là où on ne court le risque de rencontrer aucune décision, où cette foi n'est pas signe de contradiction. La catholicité se sauve dans la liturgie, et cherche surtout un abri dans l'eschatologie. Là il n'y a plus aucun danger, et les hommes qui luttent pour la possession de cette terre seront volontiers disposés en échange à laisser aux catholiques la prééminence dans l'au-delà... La catholicité qu'il faut retrouver ne gît pas enfermée dans un minimalisme quelconque, comme nous le montrent les expériences des derniers siècles autour de la religion naturelle, de l'éthique, etc. L'universel n'est pas à trouver en bas dans une base commune, car alors on commence à abstraire et on finit dans le nihilisme. La vraie universalité est à chercher en haut : car tous les hommes ont du respect pour le sacré, et la meilleure apologétique n'est pas le sec argument, mais l'amour embrasé du Christ... Le Christ *Pantocrator*, le Christ souverain universel, — lui seul est centre et base objective pour tous les hommes.

A ces deux examens de conscience on ne peut nier la pénétration, ni le courage d'imprimer ce que chacun de nous reproche à autrui : irréalisme, abstractionnisme, provincialisme, cléricalisme, goût des intrigues, etc. On sera d'accord aussi pour stigmatiser ces comportements doublement regrettables chez des catholiques. Mais lorsqu'on en vient au diagnostic des causes et à l'ordonnance des remèdes, je me

demande si nos deux médecins ne sont pas homéopathes à doses massives : pour guérir nos maladies, ils me semblent proposer, mais poussés à l'extrême et absorbés à force, les régimes et les produits dont nous sommes empoisonnés. Je subodore même, en leur consultation, malgré son éloquence d'état-major, un rien de lieu-communisme : et ce communisme-là, sous son aspect bénin et familier, je le crois responsable d'une partie des méfaits que l'on reproche à l'autre.

Nous souffrions déjà d'une intoxication d'axiomes, de postulats, de majeures sans contexte, d'expériences historiques mal digérées; et l'on nous envoie par la tête des énoncés tels que « tout est vôtre; tout ce qu'il y a de bien et de beau est catholique » sans nous dire à quoi se rapporte la phrase paulinienne, sans nous indiquer à quoi l'on reconnaît le bien et le beau.

On nous inculque, à partir d'une phrase de saint Paul encore, que toutes différences nationales, sociales, sexuelles sont fondues dans la nouvelle créature (p. 264). Pourquoi ne pas signaler des références complémentaires qui mettent au contraire de la distance entre l'Être-chrétien et l'Être-sociologique, pour parler le langage de Paniker. Et de quoi nous servira la consigne de Justin rappelée par ce dernier, lorsque nous tomberons sur l'avertissement de l'anonyme, de discerner le démoniaque et le satanique sous son vêtement humanitaire, social et scientifique (p. 253)? On nous envoie au chevet du monde malade avec, dans les mains, une panoplie de principes diversement contondants : le moindre bistouri ferait bien mieux notre affaire. On nous assure (p. 259) que le chrétien connaît la fin de l'Histoire : ces mots gros de discussions mériteraient quelques développements concrets. Paniker (p. 649) se scandalise qu'il y ait eu des chrétiens à se battre dans les deux camps des récentes guerres : je ne vois pas que les scrupules ainsi rapidement soulevés soient apaisés par les phrases qu'il ajoute : « Certes, ce problème est très délicat et complexe. Ici me passe par la tête la parole du Christ que « les enfants du monde s'entendent mieux à leurs affaires que les enfants de lumière » (pp. 649-650). On ne peut pas dire que ces explications éclairent puissamment notre lanterne. Ses griefs contre l'eschatologie et la liturgie atteignent les premières générations chrétiennes à qui nous devons bien quelque reconnaissance, quelle qu'ait pu être « l'unidimensio-

nalité de leur surnaturalisme ». Et d'ailleurs est-il sûr que le comportement eschatologique ne provoquera chez un marxiste aucune réaction d'attaque ? Il est facile encore de reprocher au catholique moyen son indifférence aux Églises persécutées. Mais Paniker (p. 650) reconnaît que les chrétiens n'ont pas eu raison en tout. Et j'ai entendu parler ici ou là d'incarnation, comme on dit, un peu poussée, c'est-à-dire de prosélytisme un peu militaire. De bons chrétiens peuvent être gênés par l'ignorance des faits et des contextes, par les utilisations politiques des martyrs. Et quant au provincialisme, il faut le combattre, mais ne peut-on chez beaucoup l'excuser comme une réaction trop naturelle, mais naturelle à ce catholicisme trop centralisé, hiérarchisé, spécialisé, que signalait anonyme page 259 ? La catholicité horizontale est certes désirable, mais elle ne peut jouer que sous certaines conditions, dont on ne nous dit rien. La sociologie religieuse vraiment chrétienne se devrait d'en rechercher les lois, comme aussi d'étudier les coordonnées d'une fraternité réaliste; elle trouve plus facile et moins dangereux de mesurer la densité des baptêmes et des communions au kilomètre carré, d'estimer les ressources et d'établir les catégories de mobilisables pour les combats prévus.

Au risque de passer pour schizophrène (p. 251) j'avoue pour ma part, et sans plus faire allusion à nos auteurs, souhaiter que lorsqu'on dit l'Église, on ne pense pas d'abord chrétienté : lorsqu'on dit Royauté du Christ, on ne sous-entende pas police et censure; lorsqu'on dit catholicité, on ne glisse pas sous ce terme antique les pensers nouveaux d' « incarnation » et d' « assomption ». Sous couleur de poser et épanouir l'Église, certains me paraissent la penser en action d'idéologies et de politiques humaines, et diviniser un moment de l'histoire; d'autres en fonction de pseudo-Eglises à quoi on l'oppose comme une contre-Église, en souhaitant ou désirant en elle les institutions et les mœurs que on voit ou croit efficaces dans les luttes pour la possession du Monde. La conversion intellectuelle que recommande Paniker (p. 653) je la verrais pour ma part, moins dans la promotion et le resserrement de ce réseau logique préconisés par l'anonyme que dans l'analyse de cette logique et de ses justifications.

Mais à moins d'être sectaire ou utopiste, il faut accepter,

désirer même dans l'Église, et favoriser le dialogue de deux familles d'esprits, les uns plus sensibles à l'optimisme genésiaque, les autres, au pessimisme apocalyptique; les uns, à la nature, les autres au péché; ceux-là à l'aspect essentiel, ceux-ci à l'aspect existentiel des réalités. Pour les uns et les autres, le dualisme, ou mieux la dualité de l'Église et du Monde est un scandale à l'imagination des sages comme à la sensibilité des simples; mais les uns voudront le résoudre *hic et nunc* par des logiques diverses sinon adverses; les autres en attendront la solution à la Fin de l'Histoire et à la Parousie. Apophatiques ou cataphatiques [1] en ce domaine, lesquels sont les plus religieux, les plus respectueux de la Révélation et de la tradition ?

Si j'étais vertueux, je ferais pour répondre à cette question un discours lénifiant : « Mes biens chers frères, chacune de nos deux positions a sa vérité et ses difficultés. Il nous est encore plus difficile de supporter que les autres aient une autre tendance que nous-mêmes. Supportons-nous : acceptons que chacun travaille à sa manière à la gloire de Dieu, pourvu qu'il y emploie des moyens évangéliques... » Mais là déjà l'auditoire en viendrait aux mains. Aussi bien mon éloquence conciliatoire serait gênée par une histoire de mon pays dont votre subtilité verra le lien avec ce qui précède. Dans mon pays donc, près de l'église, dans le cimetière il y a une belle dalle de granit. On y fait les publications et autrefois, après la grand'messe, y montaient pour se rétracter ceux qui avaient répandu des médisances ou des calomnies. Un dimanche, un paysan monta sur la pierre et prononça la formule consacrée, mais avec une curieuse incise : « J'ai dit qu'un tel était un voleur. Je l'ai dit — et c'est vrai — eh bien, je me dédis. » Combien de formules théologico-iréniques disent, en moins bref, et avec moins de finesse, la même chose.

A.-Z. Serrand.

1. Ces mots empruntés du grec, et utilisés à propos de la connaissance de Dieu et des noms qu'on lui donne, caractérisent deux tendances : l'une souligne ce que ces noms apportent de connaissance positive (cataphatique); l'autre (apophatique) souligne la distance infinie entre ces noms et la réalité qu'on veut approcher à travers eux.

# *PORTRAIT*

## ROBERT SCHUMAN HONNÊTE HOMME

*Robert Schuman défendait récemment sa politique, uisque celle-ci est attaquée, devant les militants du Mouvement républicain populaire. En l'écoutant s'expliquer familièrement, calmement, noblement, sans art oratoire mais efficacement, avec ceux qui sont ses amis, sur es lois morales qui devraient régir les mœurs d'une rande démocratie, des souvenirs se levaient dans mon sprit. Ils marquent le chemin parcouru d'un pas égal ar ce Lorrain de la frontière, à la fois têtu et fin, droit t un peu roublard, qui participe à la culture allemande omme à la nôtre, qui sent l'Europe mieux qu'aucun 'entre nous et qui, de ce fait, connaît exactement les onnées du principal problème international à résoudre ujourd'hui. Laissons donc se lever les souvenirs.*

*Je revois Robert Schuman il y a vingt ans de cela rsque, quittant le groupe Pernot, il s'inscrivit au roupe démocrate populaire, parce que le moment était enu pour lui de franchir sans hâte la clôture qui sépare e la démocratie chrétienne la droite intelligente. C'était ors un député parmi les autres. Il avait la réputation 'un excellent technicien des finances, et c'est pour cela ue nous l'accueillîmes avec joie parmi nous, mais notre onnement fut grand de découvrir qu'il s'intéressait à utes les questions législatives sans exception et qu'il isait son métier avec une conscience sans égal. Levé de*

*bonne heure, ce juriste célibataire, représentant la ville de Metz, arrivait au palais Bourbon dès le matin pour « toucher » le lourd paquet d'imprimés que le courrier et les services parlementaires livrent chaque jour à la méditation de chaque député. Il dépouillait tout, étudiait tout, analysait tout. Je n'étais pas habitué à cette minutie, à cette compétence, à ce goût du travail fini. Il me semblait, toutefois, que j'avais devant moi plutôt un technicien qu'un homme politique. Robert Schuman ne prenait guère parti. Mis en présence de problèmes que le développement du fascisme posait à l'Europe, il réagissait plus lentement que nous. Il attendait pour faire un choix politique. Je le trouvais long à opter, je doutais de son avenir, j'avais tort.*

*Le hasard d'une rencontre internationale me permit de passer une journée avec lui au bord de la mer du Nord, dans l'atmosphère calme de la Hollande, et je découvris une autre face de sa personnalité. Entouré d'étrangers qui représentaient les partis européens d'inspiration chrétienne, il fit preuve avec humour de l'étendue de sa culture et qu'il avait, lorsque l'Alsace-Lorraine était allemande, pris au patrimoine germanique ce qu'un esprit clair, profond, probe et laborieux peut en prendre. Nous découvrîmes ainsi que ce Lorrain aimait sourire, qu'il s'intéressait à beaucoup plus de choses qu'à la politique, qu'il avait notamment la passion de l'histoire et qu'il collectionnait les autographes.*

*La tourmente de 1939 une fois passée, alors qu'il avait dû fuir en zone libre la résidence où les Allemands avaient entrepris de le surveiller, je retrouvai Robert Schuman à son banc de l'Assemblée consultative, toujours égal à lui-même, calme et simple, faisant avec la même application son travail de député, toujours maire de Metz, toujours intéressé par tout. Il lui fallut laisser s'apaiser les sursauts de la libération pour trouver enfin son rang et être appelé au ministère des Finances. Il y tint sa place sans souci des réactions de l'opinion, dési-*

*ux seulement d'accomplir la tâche nouvelle qui lui uit implicitement confiée, à laquelle il s'était bien pré-ré et qu'il réussit le premier en stabilisant pour quel-es mois notre monnaie. Hélas! la guerre de Corée, la usse internationale des matières premières, les dépen-s de réarmement devaient mettre par terre cette pre-ière restauration monétaire, mais enfin c'est à son actif 'il faut l'inscrire. Il fut appelé à la présidence du onseil alors que la grève menaçait. Je me souviens de s nuits fiévreuses que je passai lors de la constitution son ministère, rue de Rivoli. Nous dormions dans les tichambres sur les divans. Les pronostics les plus pes-nistes étaient faits. Des rumeurs de révolution circu-ent. Robert Schuman, malgré sa fatigue, ne se dépar-sait pas de son calme. Là encore il se révélait comme ayant pas de nerfs. On lui demandait de prendre à un oment difficile la direction du gouvernement. Il le fai-it, toujours uniquement soucieux de l'intérêt général et résoudre les questions précises qui se présentaient. n calme apaisait les hommes politiques autour de lui. bonne foi empêchait les grévistes de ressentir trop vement l'humiliation de leur échec. Son labeur person-l permettait de faire avancer la solution des problèmes. simplicité de ses mœurs et la droiture de son carac-re forçaient l'estime. La tornade passa. Robert Schu-an avait gagné.*

*On lui confia ensuite le quai d'Orsay. Il s'y installa is émoi et comprit vite, après un voyage en Allemagne cours duquel il avait été fraîchement accueilli, qu'il lait dépasser les anciennes querelles, surmonter l'an-ue notion de souveraineté nationale et tenter de faire Europe. Il accueillit, avec joie, de ses services et de Monnet, l'idée de créer un pool acier-charbon, et il ança cette idée dans le public avec éclat lorsqu'il eut nevé de la mettre au point. Il avait trouvé le sens qu'il ait donner à sa politique. Il devait désormais se consa-r entièrement à la création et au développement des*

*institutions européennes. Les Américains, loin de lui en tenir rigueur, apprécièrent cette politique, le bon sens et l'autorité de celui qui l'avait prise à son compte.*

*Les honneurs n'ont point abîmé Robert Schuman, car il ne les aime pas pour eux-mêmes. Il reste aujourd'hui l'homme qu'il a toujours été : simple, loyal, travailleur, impartial, dont l'esprit débouche sur les grands problèmes grâce à un incontestable amour de la vérité et au sens naturel qu'il a de l'intérêt général. Robert Schuman est chrétien. Il ne le cache point. Il se fait de la démocratie et des fonctions qu'il occupe une plus haute idée que ne s'en font les députés moyens. Cela lui a souvent nui, car il n'aime pas rendre compte des négociations internationales quand il les conduit au nom de la France. Sa conscience professionnelle est souvent interprétée comme une marque de dédain. Il est parfois gêné pour conduire la politique française en Afrique du Nord, car il ne connaît pas l'Islam et parce que la majorité dont il est le ministre ne lui donne sur ce point aucune indication précise. Il a gagné une incontestable autorité auprès de nos alliés et il est pleinement à son aise quand il s'agit de traiter les affaires allemandes. Il a commencé une grande œuvre : la construction de l'Europe, et il est convaincu que, dès maintenant, cette œuvre dépasse sa propre personne. On peut discuter sa politique. Il l'accepte d'ailleurs volontiers. On est toutefois bien obligé de rendre justice à l'homme privé et de reconnaître qu'il est le seul parmi nos hommes publics ayant offert à la France depuis 1945 un espoir et une échappée vers l'avenir.*

GEORGES HOURDIN.

# *Chroniques*

## *HISTOIRE*

### *Les Croisades carrefour de l'Histoire*

Aux yeux de ceux de nos contemporains qui jugent naïf et inacceptable d'expliquer les Croisades par une explosion du sentiment chrétien[1], il est à craindre que l'entreprise de l'historien anglais *Steven Runciman* ne trouve pas grâce[2]. N'affirme-t-il pas quelque part, sans peur de la banalité, qu' « une authentique ferveur religieuse (en) fut le principal motif[3] » ? Quant à nous, une telle attitude n'est pas pour nous déplaire. Et elle nous met à l'aise pour apprécier les vraies richesses de l'œuvre.

Si l'on se réfère à sa préface, il semble que ce soit par son ampleur surtout que doive se distinguer cette nouvelle *Histoire des Croisades*. Ampleur du développement sans doute et d'abord : trois volumes annoncés — le premier seulement déjà paru. Ampleur du point de vue : puisque l'auteur remonte jusqu'à la prise de Jérusalem par le calife Omar en 638 et puisque, au lieu de seulement suivre les cheminements linéaires des soldats du Christ, il situe le drame dans son espace total, un espace qui se déploie des rives de la mer du Nord à l'Égypte, à l'Arabie et aux steppes de l'Asie centrale. Ampleur des conséquences enfin :

1. Voir, par exemple, dans les *Annales : économies, sociétés, civilisations*, n° de juil.-sept. 1949, p. 3.500, le compte rendu du livre de P. Rousset : *Les origines et les caractères de la première Croisade*.

2. *A History of the Crusades*, vol. I, *The first Crusade and the Foundation of the Kingdom of Jerusalem*, Cambridge University Press, 1951.

3. ... « With all of them except Bohemond genuine religious fervour was the strongest motive... », p. 113.

« ... Les Croisades — écrit-il — forment un fait central dans l'histoire médiévale... Avant leur commencement le centre de notre civilisation était placé à Byzance et dans les terres du califat arabe. Avant leur extinction l'hégémonie en matière de civilisation était passée en Europe occidentale... » (Préface, p. XI.)

Que vaudra la démonstration de cette thèse ? Il est trop tôt encore pour en juger. Le premier volume ne parle que de la première Croisade et s'arrête à la fondation du Royaume de Jérusalem en 1100. Mais que la thèse soit séduisante, c'est indéniable. Pour l'instant, c'est par des acquisitions plus modestes, mais précieuses certes, que l'œuvre affirme sa qualité et retient l'attention.

*Ferdinand Chalandon*[4] avait déjà remarqué la part d'imprévu que comportent, objectivement, les premiers développements de l'entreprise. Un enchaînement assez hasardeux de causes et d'effets, telle apparaît la Croisade à ses débuts. Runciman n'y contredit point.

L'année initiale, 1095, avait été tranquille, en Asie occidentale (pp. 78, 104). La puissance des Turcs Seldjoucides déclinait. Sans doute les pèlerinages en Terre Sainte étaient-ils gênés, des pèlerins molestés. C'était un effet de l'anarchie régnante (en Anatolie surtout), de la multiplicité des petites tyrannies locales. Des communautés chrétiennes subsistaient en Arménie, en Syrie, à Jérusalem même. L'appel de l'empereur Alexis au pape Urbain II ne visait sans doute à rien de plus qu'à recruter en Occident des mercenaires dont on savait à Constantinople la valeur militaire, si l'on ne s'y fiait pas sans réserves (pp. 104, 181). Cet appel acheva de mûrir dans l'esprit du pape Urbain l'idée de la « guerre sainte ». Idée moins neuve, d'ailleurs, qu'on ne l'a parfois imaginé : sous l'influence de l'Ordre de Cluny, déjà les expéditions de « reconquête », en Espagne, avaient mis au point une organisation de la guerre *sainte,* c'est-à-dire par l'Église contre l'infidèle, féconde en bénéfices spirituels pour quiconque y participait[5]. En outre, Urbain songeait à rétablir, du même coup, l'unité de l'Église, gravement compromise depuis 1054,

4. F. Chalandon : *Histoire de la première Croisade.*

5. S. Runciman suit ici l'ouvrage de P. Boissonnade : *Du nouveau sur la chanson de Roland.*

t certainement pas à la rétablir par la manière forte : la liplomatie de son légat, Adhémar du Puy, respectueuse des rivilèges des antiques sièges apostoliques d'Antioche et de érusalem, devait le montrer (p. 222). L'enthousiasme déhaîné par la prédication de Clermont dépassa toutes les espéances du pape lui-même. C'est que l'appel pontifical avait encontré un extraordinaire climat d'inquiétude et de mystiisme.

S. Runciman rappelle avec raison que le XI^e siècle tout ntier (et, avant lui, le X^e siècle finissant) avait été nourri l'un enseignement apocalyptique (p. 115). A plusieurs repries, on avait cru prochain le second avènement du Christ; n l'attendit encore très précisément en 1063, en 1073 [6]... 'our s'y préparer, il convenait d'expier au plus tôt ses péchés – par les pèlerinages d'abord, par le pèlerinage en Terre ainte. De plus, dans la prédication populaire, la ville sainte nissait par se confondre avec la Cité de Dieu. Des orateurs, lus ou moins sciemment, cultivaient l'équivoque. Le voyage u'on allait entreprendre ne devait plus s'achever sur terre nais au ciel. Ou, plutôt, on ne doutait pas que, lorsqu'on urait atteint le terme, le ciel serait descendu sur la terre. C'est ce qui explique sans doute la difficulté qu'éprouvèrent ertains croisés, leur rêve une fois réalisé, à rentrer dans la ie pratique et quotidienne ou, pour reprendre les termes de R. Grousset, à renoncer à « l'esprit de croisade » et adopter la mentalité coloniale » [7]. Mais disons vite que les hommes stucieux, les réalistes ne manquaient pas dans les rangs des roisés, parmi les chefs notamment, les chefs normands Bohémond et Tancrède en tête [8]. Il est très visible pourtant ue jusqu'au bout, dans des moments de crise en particulier à Antioche, à Maarat-al-Numan), le sentiment populaire, plus

6. Cet aspect mystique et apocalyptique de la Croisade a été dmirablement dégagé dans une thèse, malheureusement inédite, de . Bonnaud-Delamare : *L'idée de paix au XI^e siècle.*

7. René Grousset : *Histoire des Croisades et du Royaume franc e Jérusalem*, 3 vol., 1934-1936, en particulier II, pp. 615-616, III, p. 61-62, 190, 463, 496.

8. Bohémond et son étonnante parenté normande d'Italie méridionale et de Sicile sont évoqués dans le récent ouvrage de Béraud-Villars : *Les Normands en Méditerranée*, A. Michel, 951.

purement mystique, finit toujours par prévaloir et forcer les chefs à poursuivre le but religieux (pp. 258, 261). La violence et la naïveté de la croyance populaire, cette invraisemblable tendance à confondre les temps et même les mondes, celui d'en bas et celui d'en haut, se manifestent encore, tragiquement, dans l'explosion d'antisémitisme qui ensanglanta au printemps de 1096 les pays rhénans.

La prédication évangélique de la Croisade mettait l'accent sur Jérusalem, la scène de la Crucifixion. Elle attirait inévitablement l'attention sur ceux qui avaient supplicié le Christ. Les Musulmans étaient les ennemis présents, ils persécutaient les disciples du Christ. Mais les Juifs étaient sûrement pires; ils avaient persécuté le Christ lui-même (p. 135).

Un autre aspect très neuf du livre de Runciman, c'est l'étude de la rencontre et du conflit des mentalités : mentalité occidentale, d'une part, mentalité orientale, particulièrement byzantine, de l'autre. On parle volontiers, à ce sujet, d'incompréhension et d'hostilité. Encore faudrait-il tenter d'expliquer cette incompréhension et cette hostilité. Runciman qui est, remarquons-le, un byzantiniste (comme ses prédécesseurs français F. Chalandon et L. Bréhier), s'y essaie avec bonheur.

Pour les Grecs de Constantinople, les Croisés étaient des *barbares* : Anne Comnène, dans son *Alexiade,* les désigne constamment par cette épithète [9]. Et des barbares ils avaient en effet la versatilité, la fougue, une piété superstitieuse et dépourvue de tout respect humain, l'amour du lucre, un fol orgueil, une grossièreté foncière [10]... Cependant, et malgré sa finesse, Anne Comnène sûrement a trop méconnu par principe ces Francs qui lui arrachent pourtant quelques cris d'admiration. Simples et brutaux, ils l'étaient sans doute. A y regarder de plus près et sans préjugé, S. Runciman les découvre curieusement divisés. Au contact de la civilisation orientale, tant musulmane que byzantine, si évidemment supérieure à la leur, ils ne purent éviter de ressentir leur infériorité, d'en souffrir et d'y chercher des compensations (p. 88) :

9. S. Runciman réhabilite le témoignage historique de la princesse byzantine, appendice I, p. 327-328.

10. Voir l'importante introduction du P. Bernard Leib à son édition de l'*Alexiade* d'Anne Comnène (coll. byzantine Guillaume-Budé).

où, peut-être, leur arrogance, leur jactance, leur bravoure tentatoire, leur incurable méfiance, à laquelle répondait une gale méfiance de leurs alliés, la facilité avec laquelle ils se arjurèrent (pp. 224, 240), leur intolérance... C'est ainsi que trouvèrent empoisonnés les rapports entre chrétiens d'Occient et chrétiens d'Orient, qu'Urbain II avait rêvé de rapprocher...

A dire vrai, les torts furent certainement partagés. Anne omnène charge volontiers les Croisés. Ses compatriotes aient-ils donc exempts des péchés qu'elle leur reproche? Elleême laisse transparaître la vérité. Fourbes et cruels, les recs l'étaient aussi (v. tout le chapitre III, 3, *The Princes nd the Emperor,* et pp. 180-181, 272...) et n'avaient rien à nvier aux Latins. L'empereur Alexis lui-même semble avoir ngé surtout à capter au profit de sa politique une force multueuse et menaçante sans chercher jamais à épouser ntention profonde de la Croisade. Au fond, les adversaires ressemblaient assez pour prendre un secret plaisir à leur ute, tout en se détestant cordialement. Il n'est pas question e nier la supériorité des Grecs sur les Latins, mais de nous emander si cette supériorité était encore *réellement vécue.* out donne à croire qu'elle était devenue surtout *formelle.* t cette secrète carence des Grecs expliquerait assez bien le efus des Latins, leur volonté constamment manifestée de ne oint s'y soumettre.

Il reste que l'ouvrage est assez typiquement *anglais* — endez : attentif à garder à un récit, qui ne veut être qu'un écit (et non une démonstration érudite) sa liberté, son aisance son charme. Nous tenons d'autant plus à le souligner que otre effort en vue d'en dégager les nouveautés, éparses dans out le livre et discrètes, risquerait de tromper et de faire roire à une systématisation pesante qui est aux antipodes de manière et de *l'art de l'auteur.*

MAURICE CRUBELLIER.

*P.-S.* — Depuis la rédaction de notre chronique a paru le vre de Daniel-Rops : *L'Église de la Cathédrale et de la roisade* (Arthème Fayard) — troisième d'une série déjà nportante. En dépit de son titre, ce livre n'accorde qu'une ace médiocre à la Croisade.

# *LITTERATURE*

## *Les essais*

Joyce, Proust et Woolf : en très gros, le roman non euclidien, la littérature relativiste, l'écriture absolument moderne. Un 1789, oui, une révolution qui n'a pas fini de modifier les mentalités et jusqu'aux raisons d'écrire ou de penser. Mais ces images ne peuvent être que des approches. Au lieu qu'il ne faut pas croire aux bienfaits de l'approximation, quand vous avez devant vous un univers qui se suffit à lui-même. Ou vous vous jetez dans Joyce et Woolf ou vous demeurez au dehors. C'est pourquoi Maxime Chastaing[1] ne facilite la tâche à personne. Il ne procède pas avec Virginia Woolf comme avec un *objet* d'étude. Il ne situe pas son auteur ni n'introduit à lui par une mise en place progressive. Il agit de l'intérieur, il descend abruptement au cœur d'une œuvre que vous ne connaîtrez dès lors que par le cœur. Ou le suivre ou parler des romans de Virginia Woolf comme du pic du Midi ou du mont Blanc examinés à la lunette. Cette volonté d'expliciter Woolf par la seule bouche de Woolf a plusieurs conséquences : pas un moment Chastaing n'est à l'extérieur de Woolf et recourt à sa vie, son trajet, son panorama, ses sujets; son livre est cet exemple parfait d'une sur-critique totalitaire qui semble dévorer son sujet ou bien se laisser dévorer par lui jusqu'à l'instant où il apparaît clairement que l'un et l'autre se superposent exactement et concentriquement; il est encore l'exemple parfait d'une pensée qui en mime une autre, d'une complicité extrême, de sorte que le commentaire ayant aboli l'espace habituellement nécessaire

1. Maxime Chastaing, *La Philosophie de Virginia Woolf* (P.U.F.).

au recul et à l'objectivité finit par vivre dans la seule durée et par placer sa durée dans celle de l'auteur et de son œuvre; enfin, un tel travail a une telle densité qu'il ne supporte pas plus la présence intercalaire d'une critique de deuxième zone qu'il n'a supporté un décalage entre sa démarche et celle de son sujet. Par définition, il est donc impossible d'en *parler* et de procéder par résumés, schématisation, bornes indicatives. Dieu sait pourtant que j'ai essayé! Songez que Woolf a un microscope dans l'œil, que Chastaing en a un autre dans le sien et que son travail consiste à mettre son œil dans celui de Virginia. Je veux toutefois dire qu'il y a au moins deux raisons à lire Maxime Chastaing, quand on ne craint pas de se laisser enfermer par Virginia Woolf et son compère : d'abord, c'est là l'*unique* livre de connaissance de Woolf; ensuite, c'est là le point de déclenchement d'un éclairage de l'œuvre d'art *par le dessous*. Maxime Chastaing vous dira en quoi la littérature est philosophique et en quoi cette idée en implique une autre : écrire est parole donnée, l'écriture est un travail dont le sens est de tenir la parole. Combien d'ouvrages de cette force ?

Mais toute la fonction critique n'est pas de découverte. Elle est également d'entretien. Laissons dormir sur l'étagère les classiques le plus grand des prosateurs, la plus vive des pensées, au bout de trente ans nous pouvons craindre de ne trouver qu'une force non point morte mais insensibilisée. Ainsi une étoffe abandonnée s'est brisée puis durcie suivant quelques plis trop peu nombreux que la paresse a tenus pour suffisants et nécessaires. Il faut plier et replier les grands auteurs.

Ce n'est pas exactement le cas de Pascal, que l'on sort souvent de l'armoire. Mais on semble s'en servir non moins souvent de la même manière, sans le réveiller, sans le rendre à ses propres exigences. Albert Béguin [2] réveille Pascal. Et Pascal redécouvre Pascal : son côté juvénile et sa satisfaction dans le bond, dans la brusquerie de l'attaque; sa manière de découvrir ce qu'il dit au moment même où il le jette sur le papier; toute son impatience et son autoritarisme, toute sa débrilité et ses pertes d'enthousiasme. Albert Béguin décrit

2. Albert Béguin, *Pascal* (Éditions du Seuil).

longuement ce Pascal sans ankylose. Les conséquences sont grandes, cela signifie qu'il y avait chez lui le goût courir ailleurs et qu'il n'est pas nécessaire de tant déplor son passage d'une œuvre à une autre ou son prétendu éca tèlement entre le style du savant et celui des *Pensées;* que vigueur de ses notes est moins liée qu'il ne le semble à le inachevé et enfin qu'il n'était ni perclus d'humilité ni d'u calme à toute épreuve, de sorte que l'abandon des *Pensé* tient sans doute plus à son caractère qu'à sa santé. On vo donc dans quelle direction marche Béguin : partant de Pasc pour venir à son œuvre et non fouillant jusqu'au vertig comme tant de « spécialistes », les traits immobiles auxque on l'a réduit. En particulier, il est ici montré que le « pr fesseur d'inquiétude » enfermé par ses élèves dans une sor de journal intime perpétuel est en fait un penseur de comb qui à tout prix voulait convaincre et dont l'effroi permane est davantage une thérapeutique qu'une migraine de l'âm Pascal pédagogue d'abord... Épouvanté par système apodi tique et joyeux, cependant, plein d'agilité, comme un jeu auteur pétaradant... Relisons Pascal après avoir lu Béguin curieux pouvoir de ce rajeunissement, l'aventure commenc Pascal devient cet écrivain inconnu que ne mentionnent les manuels ni les professeurs ni personne et qui vient à not rencontre, d'un blanc de la carte littéraire, pour subir av nous le jugement de l'histoire, de la semaine en cours, l'homme privé du télescope scolaire. Pascal tout nu et pl beau qu'habillé. Pascal n'est pas l'Himalaya. Pascal n'e que Pascal. Mais on préférera un homme à une montagne.

Après Virginia Woolf et Pascal, ce sera un autre grand l'esprit : Goya, et de nouveau saisi là où il faut. J'ai presq envie de demander pardon pour ce festival critique où tout passe toujours bien — comme dans les romans roses. Mais ne peut décemment demander à Claude Roy[3] d'être moi étincelant que d'habitude. Quand je dis : étincelant, n'e

3. Claude Roy, *Goya* (Éditions Cercle d'Art, 20, rue Monsie le-Prince, Paris). Très bel album comportant cent dix illustratio dont plusieurs en couleurs. Vous serez coupables de grave nég gence si vous n'offrez cet ouvrage à vous-même ou à votre meille ami, à l'occasion de Noël par exemple.

endez pas : trop brillant pour être profond. A la vérité, cette hrase seule : « Les yeux du peintre se ferment. Ils conti- uent, dans le silence des musées et entre les pages des lbums, à nous contraindre de regarder le monde comme il a vu, à juger les hommes du malheur et à armer les hom- nes de l'innocence... », cette phrase seule vaut bien quatre ages d'Elie Faure. Car c'est bien assez d'oser parler des rands peintres — ou des grands écrivains. Si c'est pour leur iller un cadre dans le bois doré de nos cervelles, à quoi on ? Il faut les rendre plus proches et les humaniser, il n'y pas d'autre justification. Ce que donne Claude Roy, c'est *tremblement* de Goya en qui nous reconnaissons le nôtre, est la parenté de son événement à lui avec notre événement nous, c'est une permanence d'espoir et de souffrance. Autre çon de dire : peinture ou écriture, roman ou équation, peu nporte ce qu'un homme fait, s'il le fait avec ses mains et vec les hommes. J'admire donc Claude Roy de tirer Goya e la technocratie Peinture comme Béguin de tirer Pascal e la technocratie Littérature. Et les en remercie tous deux.

En conclusion, il me faut dire quelques mots de deux olumes. Pour des raisons opposées. Du premier, parce qu'on tant et tant parlé que de n'en rien dire passerait pour un lence d'âne. Et du second parce qu'on a si peu parlé que est là un bon motif de réparation.

Georges Poulet [4] a fait quelque bruit. On a vu en ce nouvel iteur celui qui apportait du neuf dans la panoplie critique. 'est vrai. Sa finesse, sa culture, sa subtilité sont incontes- bles. Georges Poulet vient réellement d'inventer une balance précision pour Mallarmé ou Guérin, Marivaux ou Hugo. ais je me demande si l'instrument ainsi forgé est capable mesurer les « nouveaux corps » de la physique littéraire, ute cette écriture de rupture, d'inculture, de pathétique, de on-littérature enfin. Et je doute.

De Charles Braibant, par contre, il semble qu'on ne soup- nne guère l'existence du dernier livre. Une anthologie [5], arbleu! On s'en méfie. On a le souvenir de tant de ramassis, tant de bazars. On a tort, pour une fois on se trompe com-

4. Georges Poulet, *La Distance intérieure* (Plon).
5. Charles Braibant, *Le métier d'écrivain* (Corrêa).

plètement. J'assure que Charles Braibant a écrit là la plu belle histoire involontaire de la littérature qu'on puisse exige Et la plus riche, la mieux faite, la plus déconcertante. Vou est-il arrivé de prendre l'écrivain en flagrant délit, de su prendre la littérature en train de se faire ?

Paul Valéry, *Lettres à quelques-uns* (Gallimard). Seigneu que d'esprit! mais l'intelligence de Valéry l'empêche de pen ser. Espèce de constipation psychique qui navre et qui en chante.

Agathe Mella, *L'enfant solitaire* (P. Seghers). Ce qui es terrible, chez elle, c'est qu'on ne sait plus où est le vers à lir et où est le vers à vivre.

GABRIEL VENAISSIN.

## *Les romans*

Puisque se tressent déjà les prochaines couronnes, puisqu la table du critique voit grimper le monticule des nouveau nés de la littérature, tentons une définition du jeune roman cier d'après les notices biographiques de son éditeur : pourra être né entre 1910 et 1930; il a obligatoirement pro longé ses études universitaires ou bien il s'est cultivé tou seul (pas de milieu : lycéens moyens, renoncez à écrire — ou débrouillez-vous pour décrocher au moins une petite licence) il a des goûts sans ambiguïté, sait où il va et comment on doit aller; enfin, il fourmille de résolutions (outre la carrière romanesque : cinéma, théâtre, radio ou politique). Il est en général fonctionnaire au service de l'Éducation nationale. E voilà pourquoi sa plume est correcte, sa culture rigoureuse, sa connaissance de la jeunesse hors de doute...

Que ne connaît-il ordinairement la vie autant que la syn taxe et les ouvrages de MM. Lanson et Jasinski! Mais de quoi me mêlé-je ? Il pourrait répondre, le jeune romancier que le talent suffit lorsque, à défaut d'expérience, l'imagina tion carbure et que l'on a plein les baguenaudes de docu ments, de confidences « vraies », de photos « saisissantes » De quoi aurais-je l'air, je vous prie, devant l'étalage de ces

chesses dont le dixième, croyez-le, me remplirait d'émer-illement ?

Chut! Voici des livres dont il suffit de dire qu'ils sont des ups d'essais : *Estelle*, de Jacques Duchemin; *L'Enfance un autre*, de J.-B. Pontalis; *Feu rouge*, d'Arlette Pascal; *Furieux*, de Fernand Denis[1]. Premier ouvrage aussi, vélateur d'un don narratif peu commun : *Bois-Trudan*[2], r Claude Gobert. Et encore : *Le chat dans la noix de co*[3], par Guy Porée, fantaisie exotique conçue à partir une connaissance sérieuse de la civilisation cambodgienne d'une généreuse imagination.

Mouloud Mammeri, trente-quatre ans, fils de Berbères, porte la preuve que la culture occidentale peut être mise service d'une fidélité raciale sans péril d'étroitesse ni essif dépaysement pour le lecteur français : sa *Colline bliée*[4] abrite en Haute-Kabylie une race habituée à la pau-eté, à subir aussi les conséquences de la folie d'autrui (la erre de 1942 à 1944 est allée jusque là-bas secouer la rési-ation et le respect d'antiques traditions). L'ouvrage vaut ce e valent la fierté et l'humilité des gens dont l'auteur s'est t le porte-parole : c'est dire qu'il a un assez grand prix.

*Feux d'artifice*[5], de l'Anglais Jocelyn Brooke; *Les Barons*, l'Italien Callegari[6] et *Le Buveur*, de Hans Fallada[7] : is fort honnêtes illustrations de ce que sous différentes itudes européennes l'homme est un composé instable de olte et de veulerie. On y joindra *Guadalquivir*[8], de Joseph ré, rutilant récit d'amours, d'orgueil et d'opprobre dans adre de l'Andalousie. Net, impitoyable et chaud.

La condition humaine, le fondement de la raison, le sens l'Histoire restent des sujets ardus où l'essoufflement vient , que la clientèle boude, dont les éditeurs s'épouvantent

*Estelle*, par J. Duchemin (Gallimard); *L'enfance d'un autre*, J.-B. Pontalis (La Table ronde); *Feu rouge*, par Arlette Pascal réa); *Le Furieux*, par F. Denis (Denoël).

*Bois-Trudan*, par Claude Gobert (Plon).

*Le chat dans la noix de coco*, par Guy Porée (Albin-Michel).

*La colline oubliée*, par Mouloud Mammeri (Plon).

*Feux d'artifice*, par J. Brooke (La Table ronde).

*Les Barons*, par Gian Paolo Callegari (Albin-Michel).

*Le Buveur*, par Hans Fallada (Albin-Michel).

*Guadalquivir*, par Joseph Peyré (Flammarion).

mais qui violentent l'attention et vous réconcilieraient un ermite avec les faiseurs de contes. Qu'il s'agisse de l'homme dans la tourmente : *Guerre aux hommes de bonne volonté* [9], par Raoul Fontan, un roman sang-de-beuf qui finit rose-trémière-dans-la-fraîcheur-rurale; de l'homme humilié : *Sérum & Cie* [10], par J.-C. Pichon, thème chaplinesque avec séquences en lamento pour personnes obsédées sexuellement; du couple, à travers le prisme magique de Danielle Roland : *La Belette* [11]; sous le scalpel classique de Guy Le Clec'h : *La plaie et le couteau* [12]; livré à l'analyse phénoménologique de J.-M. Caplain : *Le Conquérant* [13]; ou du solitaire aux mains tendues, tel le personnage du *Commerce des hommes* [14], par Michel Zéraffa, on peut affirmer que l'ambition originelle égale la densité du récit : par où il serait démontré qu'en définitive l'audace paie. Si à la hauteur du propos on évaluait la réussite, les dangers de méprise seraient moins grands qu'il ne paraît de prime abord : chez nos débutants (comme chez de trop nombreux chevronnés) il n'y a guère lieu de craindre un élargissement inconsidéré de la perspective... Comment s'étonner que ceux qui voient petit finissent par passer inaperçus ? Bien sûr, il importerait de s'entendre sur la notion de succès (succès de vente ? succès auprès de la critique ? succès dans les jurys littéraires ?) sans qu'il soit pour autant utile d'indiquer comment *Les saints vont en enfer* [15], œuvre moyenne, ont un tirage de cent mille alors que *Le vent de la mémoire* [16], roman remarquable, semble loin de devoir enrichir l'auteur et les libraires.

De même Vercors (plus « public » cependant que Jean Cayrol) n'a pas droit aux panneaux-réclame du jeune Cesbron, en dépit de... J'allais écrire : « la maturité de son art ». Mais que diable ferait ici le mot de « maturité »! *Le*

9. *Guerre aux hommes de bonne volonté,* par R. Fontan (Denoël).
10. *Sérum & Cie,* par Jean-Charles Pichon (Corrêa).
11. *La Belette,* par D. Roland (Flammarion).
12. *La plaie et le couteau,* par Guy Le Clec'h (Albin-Michel).
13. *Le Conquérant,* par Jean-Marie Caplain (Corrêa).
14. *Le commerce des hommes,* par Michel Zéraffa (Albin-Michel).
15. Voir compte rendu in *La Vie Intellectuelle,* numéro de juillet 1952.
16. Voir compte rendu in *La Vie Intellectuelle,* numéro d'octobre 1952.

*silence de la mer* était-il moins mûri que *Les animaux dénaturés*[17] ? Peut-être, en un sens, puisque c'était le cri d'une conscience. De toute façon, un écrit est mûr lorsqu'il se détache de la plume de l'auteur, je ne dirai pas : *sans peine,* mais assurément sans *fébrilité.*

Vercors n'est pas l'homme d'un cabinet de travail : le forum sert son œuvre comme il s'attache à servir le forum. On connaît son engagement. Étant de ces hommes qui se dévouent aux causes dédaignées et qu'on a tôt fait de classer sous l'étiquette d'un parti, celle qui a été collée sur l'écritoire de Vercors justifie peut-être les mauvaises consciences de faire autour de lui le moins de bruit possible. Un jour viendra — n'est-il pas déjà venu ? — où l'histoire des années 1940-1945 sera traitée par prétérition. Le jour ne semble cependant pas venu où l'auteur de *La marche à l'étoile* renoncera, lui, à plaider pour l'homme. Faisant suite à un essai sur la sédition humaine (*Plus ou moins homme*), *Les animaux dénaturés* coulent dans un moule romanesque la grande passion de Vercors : la raison doit être fondée à nouveau. Cette phrase (de Malraux, d'ailleurs) s'applique ici à la découverte d'une race particulière de singes, les « paranthropi », dont on est amené dans le récit à statuer s'ils sont hommes ou bêtes.

Au fond, encore et toujours, nous affrontons à l'idée de tradition celle de révolte, la deuxième se nourrissant des faux-fuyants de l'autre. Contre la nature, contre l'esclave demi-conscient de la nature, contre le complice lucide de la nature ennemie, Raoul Fontan[18] s'insurge dans les litanies du bonheur aux prises avec la guerre, et s'insurge aussi J.-C. Pichon[19] avec son pitoyable bonhomme, et Danielle Roland depuis le premier jusqu'au dernier de ses livres, et ce chef des achats dans une usine maubeugeoise : J.-M. Caplain[20], à la tête de ses vingt-mille lignes comme un insurgé devant ses troupes. Dans cette remise en question de concepts traditionnels, Guy Le Clec'h[21] avance prudemment, mais non sans rigueur parfois — telle cette formule : « Les héros

17. *Les animaux dénaturés,* par Vercors (Albin-Michel).
18. *Guerre aux hommes de bonne volonté.*
19. *Sérum & Cie.*
20. *Le Conquérant.*
21. *La plaie et le couteau.*

qui, comme des coquettes, couraient au-devant des aventures nous ont abandonnés dans un monde qu'il nous faut reconnaître, comme s'ils n'avaient rien éclairé, et avec un drôle de passif à régler. »

Au fait, lequel des personnages de tous ces romans — et ceci n'est point un reproche, après tout — mérite-t-il le nom de *héros* ?

MAURICE CHAVARDÈS.

## *Les faits littéraires*

*L'exportation des littératures.* L'U.N.E.S.C.O. poursuit la publication de l'*Index translationum,* recueil des traductions parues dans divers pays. En 1948, pour vingt-six nations, on enregistre 8.570 traductions; en 1949, on en compte 10.014 pour trente-deux nations et, en 1950, 13.516 pour trente-quatre pays. En considérant que le nombre de pays envisagés croît, il n'en reste pas moins que le volume des traductions augmente. Faut-il en conclure que les peuples vont vers une meilleure compréhension mutuelle ? Il faut du moins l'espérer.

Quel est l'écrivain français le plus traduit à l'étranger ? Balzac vient en tête, traduit dix-neuf fois en 1948, quarante-deux fois en 1949 et cinquante-neuf fois en 1950. Jules Verne le suit de près, traduit vingt et une fois en 1948, trente-quatre fois en 1949 et cinquante et une fois en 1950. Ensuite viennent Guy de Maupassant (trente-six traductions en 1950), André Gide (trente-trois), Stendhal (vingt-neuf), Flaubert et Hugo (vingt-cinq), Dumas Père et Romain Rolland (vingt-quatre).

Et puis, hélas! Delly (vingt-trois traductions). A. Daudet (vingt), A. France (dix-huit), Simenon (dix-sept), Zola (seize) viennent ensuite. Il est à remarquer que nos grands auteurs contemporains passent bien après nos classiques, Sartre n'étant traduit que douze fois, Camus cinq fois, Bernanos et Malraux six fois, Mauriac huit fois. Ainsi, la grande représentation littéraire française se borne, pour les auteurs d'aujourd'hui, à Gide, Delly et Simenon. Mais il est réconfortant

l'observer qu'en 1950, et pour trente-quatre pays, les traduc-
ions du français représentent 12,4 % du total.

A noter aussi que les plus gros chiffres de traduction dans
e monde entier, et pour 1950, sont atteints par Lénine (cent
inquante-neuf traductions) et Staline (cent douze traduc-
ions), Churchill monte à vingt et un, battu par Homère
vingt-neuf) et par Gœthe (trente-huit).

C'est en Italie qu'on traduit le plus de livres français :
eux cent dix-neuf titres en 1950, puis en Allemagne (deux
ent huit) et, chose curieuse, au Japon (cent quatre-vingt-six).
Les États-Unis n'en ont traduit que cent trente-six et
'U.R.S.S. trente-six. Mais, si on se place sur le terrain des
ourcentages, il n'en est pas de même. Sur le chiffre du total
es traductions effectuées, la traduction du français repré-
ente : 36 % en Argentine, 32 % en Grèce, 29 % en Angleterre
t aux États-Unis, 25 % en Italie et au Liban. Ce pourcen-
age atteint 100 % en Nouvelle-Zélande. Deux titres traduits,
eux titres français. Qui dit mieux ?

G. V.

# *CINEMA*

## Umberto D. *de Zavattini-de Sica* *et* La P... respectueuse *de Sartre-Pagliero*

On pourrait, en forçant un peu, faire de deux films qui
ortent ce mois-ci à Paris le double symbole de deux ten-
ances qui se partagent actuellement le cinéma. *Umberto D.*
arque un des points d'aboutissement du néo-réalisme italien
*La P... respectueuse,* mise en film d'une « pièce à idées »,
st assez représentative de l'intellectualisme qui marque la
upart des films importants du cinéma français.

*Umberto D.* est le troisième film de la trilogie que l'équipe
avattini (scénariste) et de Sica (réalisateur) avait commencée
vec *Sciuscia* et continuée avec *Voleur de bicyclette.* Il est
fficile de juger le dernier de ces films sans références aux
eux autres. L'unité du style cinématographique dans la

construction du récit et la réalisation est frappante; quant leurs intentions mêmes les trois films se complètent. Il s'ag d'une sorte d'enquête sur le tragique contemporain (l'enfan délinquante avec *Sciuscia*, le prolétaire chômeur dans *Vole de bicyclette* et la vieillesse sans ressources avec *Umberto D* mais cette enquête n'est pas seulement un constat désespé du malheur des hommes, elle est l'occasion d'une quête de fraternité, d'une recherche des petites lueurs de charité q éclairent obstinément les misères les plus sombres.

De ce dernier point de vue *Umberto D.* est sans doute d trois films celui où les raisons d'espérer ont le plus de pein à se faire jour. Si les jeunes héros de *Sciuscia* trouvaient un raison de vivre dans la chaleur des amitiés de l'adolescenc si le chômeur du *Voleur de bicyclette* était soudain réconfor par la main de son fils dans sa main, le vieillard d'*Um berto D.* est désespérément seul : l'unique lien (dérisoire) q le retient à la vie c'est le petit chien qu'il ne peut se résoud à quitter.

Le thème commun des trois films reste l'isolement des ind vidus dans un monde sans communauté et sans cadre natur de vie. Aussi le décor de la grande ville est indispensable chacun des sujets; on n'imaginerait sous cette forme aucu de ces drames dans un village. Et le problème du logemen si pudiquement passé sous silence dans le monde actuel, e étroitement lié à chacune des questions posées : les peti cireurs de souliers de Rome sont condamnés à un quasi vaga bondage, le chômeur habite un logement ouvrier et le retrait d'*Umberto D.* une chambre meublée dans un appartemen Ainsi les nombreuses scènes d'extérieurs, l'utilisation de décors réels ou, dans les scènes de studio, le refus des effet de « belle photographie », ne sont pas ici application d recettes de fabrication : ces caractères extérieurs auxquels o a voulu parfois réduire l'apport du néo-réalisme, sont rendu nécessaires par les exigences du sujet lui-même.

Plus que dans ces traits superficiels c'est dans la conceptio même du scénario qu'il faudrait chercher les caractères pro pres du néo-réalisme. L'enfance délinquante et la misère de vieux ont déjà fourni le thème de nombreux films. Ce son même des sujets attendrissants passés à l'état de poncifs d feuilleton et du cinéma-feuilleton. Mais jusqu'à Zavattini ce thèmes conduisaient fatalement au mélodrame alors qu'aucu

lément mélodramatique n'intervient dans les œuvres que nous avons citées. Au lieu de l'accumulation d'événements contingents et de coups de théâtre qui sont de règle dans le mélodrame, des récits linéraires d'une vie quotidienne, exemplaire par sa banalité même; au lieu du manichéisme naïf qui partage les héros du mélodrame en victimes douées de toutes les qualités persécutées par des méchants ou des traîtres, une humanité moyenne sans générosité exemplaire ni persécuteurs patentés. Ce dernier trait donne aux films de Sica une portée que n'avaient atteinte les sujets analogues. Expliquer le malheur d'un personnage par la méchanceté d'un autre, c'est libérer à bon compte la conscience du spectateur en lui permettant de compenser une dose de pitié par une dose de haine équivalente; c'est finalement lui fournir un alibi pour rejeter sur autrui une responsabilité qui concerne chacun en particulier. Car il est certain que les drames de l'enfance délinquante, le chômage ou la misère d'un honnête retraité ne peuvent trouver d'explication que dans la mauvaise organisation d'une société dont chacun est responsable.

Cette explication même, si elle est sous-jacente à toute l'œuvre de Zavattini-de Sica, n'est jamais proclamée explicitement dans ses films. Dans ce refus d'accuser la société par des diatribes révolutionnaires il ne faut chercher ni une ruse hypocrite (comme certains qui, surtout outre-atlantique, taxent ces films de « communistes »), ni une concession aux nécessités commerciales et un appel à la résignation (comme certains qui, à gauche, subodorent dans le néo-réalisme je ne sais quel relent de « christianisme-opium du peuple »). Plus simplement un des caractères les plus valables de ce néo-réalisme consiste à refuser de transformer des chroniques en films à thèses. Proposer dans chacun de ces films une solution au problème posé en décrivant successivement une maison de rééducation modèle, une agence de placement charitable et efficace et un asile de vieillards confortable, aurait sans doute rencontré la faveur de spectateurs (et de commerçants de cinéma) toujours à la recherche d'un cinéma qui ne trouble pas la quiétude de leur après-dîner. Il n'y a là aucune ironie : la plupart des films sur ces sujets se terminent ainsi. Sans aller jusqu'à ces *happy-end* reposants, le simple fait d'accuser explicitement l'état social aurait fourni aux spectateurs une autre sorte d'alibi : celui qui consiste à transposer en

querelles de mots un problème humain et à cataloguer le film selon la terminologie politique qui permet si aisément d'escamoter l'urgence d'une question.

En ne proposant ni solution ni palliatifs, en se refusant à faire de ses œuvres des films à thèse, de Sica interdit au spectateur toute fuite devant ses responsabilités et le contraint à voir dans ses personnages autre chose que des porte-paroles : des hommes qui souffrent. La cause de ces souffrances n'est que trop apparente, à travers ces images, comme au spectacle de la vie, mais le film se borne à poser le problème, laissant au spectateur le soin de le résoudre.

La tendance du cinéma français à expliquer plutôt qu'à décrire, à démontrer plutôt qu'à toucher le cœur, à faire appel à la raison raisonnante plutôt qu'à l'intuition psychologique est sans doute à l'origine du peu d'influence du néo-réalisme dans notre cinéma. La tradition réaliste française, malgré la parenté de l'étiquette, est à l'opposé du néo-réalisme. Elle se situe bien plutôt dans la ligne de Zola qui se sert du réalisme comme moyen de démonstration. Et même sans faire appel à des théories explicatives aussi contestables que l'hérédité, le réalisme français, tant littéraire que cinématographique, se caractérise par un choix des éléments les plus pessimistes de la réalité. Ce choix participe d'un incontestable esprit de système et conduit à ce qu'on a pu appelé le réalisme noir, si différent de la vision pleine de chaleur d'une humanité moyenne présentée avec sympathie par les auteurs italiens.

La « noirceur » dans l'œuvre de Sartre a sans doute de tout autres justifications, mais son « réalisme », particulièrement dans *La P... respectueuse,* est proche parent du réalisme démonstratif de Zola; il sert de prétexte au développement d'une thèse. Non pas d'ailleurs d'une démonstration ou d'un plaidoyer comme ceux de l'avocat Cayatte dans *Justice est faite* ou *Nous sommes tous des assassins*. L'engagement sartrien se défend d'être prédicant et surtout de prétendre décider qui a tort et qui a raison. C'est donc une phénoménologie sociale qu'il veut nous proposer et les réactions de personnages en situation qu'il s'abstiendra de juger. Mais son but reste pourtant d'expliquer ces réactions : il n'écrit pas une chronique, il utilise (comme Zola...) des éléments de la réalité pour illustrer un système.

Les personnages de Sartre (au même titre que ceux de ayatte, mais avec une dose de genre nettement inférieure) ont des personnages avant d'être des hommes. Il faut l'in-lligence de Sartre pour éviter d'en faire des marionnettes. Mais le choix même du cadre où ils évoluent marque bien s limites de son réalisme : pour les besoins de la thèse il allait que l'action se déroule dans un État du Sud des États-nis. Aucune difficulté pour la pièce dont est tiré le film. Mais Pagliero le réalisateur italien-francisé, se trouve placé evant le difficile problème de réaliser en France, avec des teurs français, un film qui se doit d'évoquer avec authenti-té les us et coutumes de l'Amérique raciste... Ce paradoxe 'est pas isolé dans le cinéma français; dans le même temps acques Sigurd écrivait un scénario si rationnellement conçu u'on penserait une adaptation de pièce de théâtre et les écessités du système exigent que *La jeune folle* se déroule à ublin dans une atmosphère d'un réalisme reconstitué et ême repensé qui devient par là même symbolique. Dans *a jeune folle* comme dans *La P... respectueuse* les besoins la démonstration conduisent à ce paradoxe d'un réalisme mbolique.

Ceci dit la démonstration à laquelle nous convie Sartre est sez fascinante. Elle convenait sans doute mieux au théâtre; ais à juger le film en lui-même on ne peut manquer de lui connaître d'incontestables qualités cinématographiques. ne fois admis le caractère artificiel du monde qu'il nous ésente, la vérité générale qui s'en dégage fait de *La P... res-ctueuse* un des meilleurs films à idées de ces récentes nées. La double aliénation du Noir et de la prostituée est alysée systématiquement pour conduire à la scène où le emier ne *peut* pas se servir d'un revolver pour défendre sa contre les Blancs et à celle où la prostituée, qui a résisté chantage et à l'argent, finit par accepter de faire un faux moignage *au nom de la morale*. Le film ne conclut pas en entendu (quoiqu'une sorte de quasi *happy-end* ait été outée à la pièce). Cette analyse se passe de conclusion; elle propose seulement de démontrer les mécanismes psycho-giques et sociaux. Au spectateur bricoleur d'essayer de monter l'horloge à son goût pour rendre le monde meilleur.

J.-L. Tallenay.

# THEATRE

## « *Le Village aux miracles* », « *Médée* »

La scène se passe dans les Flandres. Un hameau vit tranquillement loin du bourg; des inondations l'isolent parfois assez longtemps et les habitants décident de construire une église; mais le curé de la commune n'entend pas perdre une partie de ses paroissiens : de là, une lutte acharnée. L'animateur de l'entreprise et le chef de la résistance est un grand diable de forgeron, président de la « chambre de rhétorique », dont la foi simple et rusée fait sortir l'argent des poches paysannes, les pierres du sol et le courage des âmes; son second est un savetier, écrivain public, l'intellectuel du village. Le curé ne peut évidemment pas empêcher ces braves gens de bâtir leur église : mais il dépend de lui qu'elle soit ou ne soit pas consacrée et l'on pense bien qu'il joue de sa seule arme.

On pourrait penser à *Notre-Dame d'en haut*, de M. Jean-Jacques Bernard, où la construction d'une église est le principe du drame. On pourrait penser surtout au film *Dieu a besoin des hommes*, où l'on voit un sacristain se faire pasteur du troupeau. On pense plutôt à ce que M. Michel de Ghelderolde eût fait de cette situation : le peuple fidèle contre l'autorité de l'Église, la foi sans dogmes contre le règlement sans mystique, le paroissien contre les pouvoirs.

Ce qui est remarquable dans *Le Village aux miracles*, c'est que l'auteur maintient sa pièce au niveau de la farce sans esquiver ce qui dans la situation pourrait se développer en drame ou en une espèce de comédie féroce. Son forgeron connaît la tentation du sacerdoce; son curé est mû par une espèce d'orgueil ecclésiastique durci en entêtement professionnel; ses paysans ne sont pas seulement de bons catholiques qui ne veulent pas manquer la messe les dimanches d'inondation : ce sont aussi des « autonomistes », qui veulent avoir *leur*

lise, *leur* curé; les meneurs de jeu ne sont pas seulement truculents pèlerins de l'absolu : ce sont aussi des comé-ens amateurs, qui sont toujours plus ou moins en représen-tion.

La pièce de M. M.-J. Martens nous semble être beaucoup ieux qu'une farce sans prétention : la bonne humeur est ici ne espèce de génie; c'est elle qui fait l'unité de l'action, qui pprime les obstacles et dénoue les difficultés, préservant le alogue de toute puérilité bétifiante comme de tout mauvais oût. L'auteur des *Gueux au paradis* a retrouvé en lle Claude Arrieu, pour la musique, et en M. Jacquemont, our la mise en scène, les collaborateurs les plus intelligents. e spectacle du Studio des Champs-Élysées est assez original ar ses qualités proprement dramatiques pour n'avoir aucun soin de démontrer sa valeur d' « avant-garde » et ses pro-esses révolutionnaires en mobilisant une métaphysique.

Une autre farce nous est présentée en même temps que *e Village aux miracles,* mais d'un tout autre genre : *La avetière prodigieuse,* de Frederico Garcia Lorca. M. Ray-ond Hermantier avait donné en juillet, au Théâtre de l'Hu-our, une adaptation de *Lysistrata* : spectacle à la fois un eu gros et un peu court; le nom d'Aristophane ne suffisait as à nous persuader...; même athénienne, la gauloiserie 'est pas toujours irrésistible; quoi qu'il en soit, *La Savetière rodigieuse* constitue aujourd'hui une première partie de la oirée plus agréable et, à mon sens, plus intéressante que la econde, bien que cette farce de Lorca soit loin d'être à la auteur de ses drames.

S'il y a un « théâtre de la cruauté », la *Médée* d'Euripide ı représente l'illustration parfaite. « Si le théâtre essentiel est omme la peste, ce n'est pas parce qu'il est contagieux mais arce que, comme la peste, il est la révélation, la mise en vant, *la poussée vers l'extérieur du fond de cruauté latente* ar lequel se localisent sur un individu ou sur un peuple outes les possibilités perverses de l'esprit... » Ces lignes 'Antonin Artaud, M. Paul Arnold nous les rappelle dans une ude qui découvre dans la vie et l'esthétique de l'étrange oète « une volonté de tirer le théâtre vers les expériences ecultes » et qui réunit autour de ce thème d'admirables

textes[1]. Or, à travers ses diverses « variantes » plus ou moins accommodées au goût du jour, *Médée* signifie bien cette « terrorisante apparition du Mal » qui n'est sans doute pas l'essence de la tragédie, mais où l'histoire reconnaît une des sources métaphysiques de l'existence tragique.

La *Médée* que M. Jean Anouilh a publiée dans un recueil de *Pièces noires* est à celle d'Euripide ce que son *Antigone* était à celle de Sophocle : une espèce de re-création dans un autre monde, sous une autre lumière. M. Robinson Jeffers a conservé de la tragédie antique cette chose mystérieuse que l'on appelle « l'action » : un texte nouveau permet de dire qu'il est bien l'auteur et même le poète de la pièce représentée au Théâtre Montparnasse; mais il reprend les épisodes, il suit l'ordre des scènes et, en un sens, il respecte fidèlement l'esprit de l'œuvre d'Euripide.

On trouve pourtant deux modifications intéressantes. Dans la tragédie d'Euripide, l'intervention de l'Athénien Égée est là pour rappeler qu'Athènes est une cité généreuse, terre bénie de tous les malheureux : l'Athénien du poète américain est là pour suggérer, malgré lui, l'idée de l'atroce vengeance; on sait que, dans la tragédie d'Euripide, il se plaint de n'avoir point d'enfants; dans celle de Robinson Jeffers, il glisse ces mots qui vont brusquement éclairer Médée : « Les enfants sont pour l'homme la vie après la mort. »

La Médée d'Euripide est une barbare et une magicienne, une femme ardente et une sorcière. Le dramaturge américain a fortement souligné le merveilleux infernal de l'histoire, mais en le rapportant à la race plutôt qu'à des puissances surnaturelles; la géographie remplace la mythologie; c'est l'Asie contre l'Occident... Aussi a-t-il supprimé le dénouement merveilleux : le Soleil n'envoie plus à sa petite-fille Médée le char ailé qui lui permet de fuir. Aristote eût été satisfait : « Les dénouements de fable doivent résulter de la fable même et non d'un artifice comme dans *Médée* » (*Rhétorique*, ch. XV).

1. *Lettres d'Antonin Artaud à Jean-Louis Barrault*. Préface de Paul Arnold. Note liminaire d'André Frank. Paris, Bordas. Ce volume est le premier tome d'une nouvelle collection : *Documents de la Revue théâtrale*. Il contient quelques lettres d'Artaud (de Mexico et de Rodez), une bibliographie, des extraits de la presse, des souvenirs d'A. Frank et l'étude de P. Arnold sur ce que Pascal appelle « la pensée de derrière ».

Le texte français de M. Julien Philibert est fortement thmé; le décor est beau; Mme Marguerite Jamois se montre ne vraie tragédienne et sa Médée orientale est exactement lle des paroles qu'elle prononce. D'où vient alors la froideur la salle ? Si poétique que soit une traduction, elle ne peut uver ce qui est intraduisible dans la poésie : nous éprouons, au premier acte surtout, un sentiment de longueur que lyrisme du texte anglais évite probablement, car l'œuvre 'est pas longue dans le temps des montres. Surtout — est-ce faute de l'auteur ou du metteur en scène ? — un seul perinnage semble pourvu d'une personnalité et d'un destin : tous s autres sont là pour Médée, aucun ne vit pour lui-même; iacun vient jouer sa partie pour permettre à Médée de trouer son rôle; ils constituent autour d'elle un *milieu* assez artiiel plutôt qu'un *univers* où drame et réalité seraient nfondus.

HENRI GOUHIER.

## *Adieu à Gaston Baty*

J'arrivais un jour un peu en retard à un spectacle monté ır Gaston Baty. Je crois que c'était une reprise du *Simoun* la Comédie-Française. A peine étais-je entré dans la salle ıe je me sentais dépaysé, arraché au monde d'où je sortais, ongé dans un autre univers, dans une atmosphère inquiénte de maléfices africains; et j'étais aussitôt saisi par le ame haletant qui se déroulait. Je n'ai jamais oublié ce petit it. J'y vois une marque du génie de Baty.

A la vérité, j'ai toujours éprouvé chez lui la même impreson; mais, comme j'arrivais à l'heure..., de façon moins usque. Je suis assez rebelle à l'illusion théâtrale : Baty est seul qui me l'ait fait sentir pleinement. Dans ses spectacles était vraiment *ailleurs;* on oubliait absolument qu'on se ouvait dans une salle de théâtre et qu'on assistait à une èce. L'évasion complète... Cette « communion » de la salle de la scène, dont on a tant parlé, qu'on a tant cherchée, est lui qui l'a trouvée, accomplie. Voilà le théâtre et voilà i définit un grand homme de théâtre.

Ses idées, que l'on a mal comprises, que l'on a travesties, étaient à mon gré le bon sens même. Il est vrai qu'il est pour quelque chose dans cette méprise, car il était ami des formules à l'apparence paradoxale, des affirmations, dans leur forme, piquantes, impérieuses : il ne flattait pas son lecteur et sa paresse d'esprit. Mais quoi ? Que disait-il ? Que le théâtre est avant tout un *spectacle*, un art complet, une synthèse d'éléments divers harmonieusement associés : texte, décor, jeu des acteurs, lumière, musique, plastique, danse, etc..., chacun devant intervenir en son lieu, à point nommé, ne se doublant pas, ne faisant point pléonasme; ce qu'il appelait « les sept cordes de la lyre », « art suprême » mobilisant tous les arts. Et il est vrai que toutes les grandes formes du théâtre, tragédie grecque, mystère médiéval, théâtre espagnol de la belle époque, théâtre shakespearien, élizabéthain, nô japonais, etc., ont obéi plus ou moins à cette loi. Depuis la Renaissance seulement, chez nous, le théâtre s'appauvrissant, laissant tomber la plupart de ses éléments, s'est réduit, sauf exceptions, sauf persistances d'une saine tradition, presque uniquement littéraire. C'est ainsi que la musique (l'opéra), le ballet, la luxuriance de l'élément visuel, décoratif, s'en sont séparés : aussi, bien que considérant ces genres comme valables, Baty refusait-il de regarder l'opéra et le ballet comme du *théâtre* proprement dit; ami du théâtre lyrique et balletomane déclaré, je ne peux que lui donner raison.

Le texte est indispensable, mais il ne peut pas tout dire au théâtre, et du moins d'autres moyens d'expression y parviennent beaucoup mieux. (Sinon il n'est pas besoin de représenter une pièce, il suffit de la lire [1].) A de certains moments, une attitude, un geste, un jeu de lumière — voire un *silence* — sont plus évocateurs que la parole. Baty en a donné de nombreux et d'admirables exemples. Mais il reste, il l'a toujours affirmé, que le texte est l'élément *primordial*. On n'a pas fait mine de l'entendre. On a préféré, abusant de son expression pittoresque *Sire le Mot*, l'accuser de mépriser le texte et voir en lui, d'abord, un montreur d'images; ou, parce qu'il avait marqué la force d'évocation de certains silences, le plaisanter sur son « théâtre du silence ». Ces stériles disputes

1. Brunetière n'avait-il pas déjà fait observer, raisonnablement, que le théâtre n'appartient pas, en soi, à la littérature et qu'il ne coïncide avec elle que par occasion ?

empêchaient que tout le monde fût saisi par les sortilèges ce prodigieux enchanteur, admirât des spectacles tels ı'on n'en avait jamais vus et s'inclinât devant son immense lent. Et, travaillant, luttant, — sans déviation, — obstinéent, il s'est imposé à tous, il a triomphé. Le rôle de Baty été de nous rendre le *sens du théâtre*. Nul ne l'a compris ieux et plus profondément que lui, ne l'a servi avec plus amour. Je le considère sans hésiter comme le plus grand ›mme de théâtre de son temps (ce qui dépasse fort l'art du etteur en scène, et il l'était d'ailleurs à un degré rare...). avait évidemment du génie.

Et une vive intelligence (ce qui ne va pas toujours enmble...). Très cultivé, fort bon écrivain, — aux formules lairantes, — aux trouvailles d'expressions pittoresques, il publié, notamment, deux livres d'une riche substance, qui ›ndensent ses réflexions sur le théâtre : *Le masque et l'ennsoir* (Bloud et Gay), *Vie de l'art théâtral,* en collaboration ·ec René Chavance (Plon), sans parler de divers écrits, ırus en partie dans ses cahiers *Masques*. Auteur dramatique, ı *Madame Bovary,* sa *Dulcinée* surtout sont parfaitement ·marquables.

Lié avec lui par une longue et solide affection, je l'ai suivi ·puis le début de sa carrière à Paris, quand il était encore disciple du grand Gémier auquel il a toujours voué une ·ofonde gratitude. Partageant ses idées entièrement, je l'ai ı monter par degrés, sûrement, à la force du poignet et du lent (car sa belle intransigeance se refusait à toute conceson, à tout compromis). Et si j'ai beaucoup admiré l'artiste, ai aussi admiré l'homme autant que je l'aimais.

Ici je n'ai pas besoin de m'étendre. Ame d'une droiture, 'une franchise et d'une noblesse extrêmes, c'était, on le sait, n grand chrétien, qui pratiquait sa foi ouvertement, mais ıns forfanterie, et n'a jamais transigé avec elle. Il est aux ·igines de l'*Union catholique du Théâtre et de la Musique,* ›nt il a été l'un des fondateurs, avant d'en devenir, après rquillière, le président. Nous en sommes fiers : s'il a magniquement servi le théâtre, il n'a pas moins bien servi ses ·ovances, et il n'a jamais voulu séparer, il a tenu à unir ›lidement, ces deux formes de son activité.

MAURICE BRILLANT.

# *Document*

## SITUATION ACTUELLE DU MOUVEMENT ŒCUMÉNIQUE

Au lendemain de la conférence de Lund en Suède et alors que le Conseil œcuménique des Églises[1] prépare sa seconde assemblée qui doit se tenir à Evanston (Illinois, U.S.A.) en 1954 (la première assemblée avait eu lieu à Amsterdam en 1948), il est important pour tous ceux qui s'intéressent au problème de l'unité chrétienne de faire le point de la situation actuelle du Mouvement œcuménique mondial.

### Ce qu'est le Mouvement œcuménique

Nous rappellerons sommairement ce qu'est le Conseil œcuménique, le C.I.C. ayant déjà publié un dossier sur ce sujet. Mais il faut avoir présents à l'esprit un certain nombre de faits essentiels :

1° Le Conseil œcuménique possède d'abord un certain caractère institutionnel, mais, par contre, aucun caractère ecclésiastique : il est, en effet, constitué par la fédération d'environ une centaine de groupes religieux dans le « Conseil mondial des Églises » où sont représentées nombre d'Églises protestantes (luthériennes, calvinistes et anglicane) et l'Église orthodoxe. Mais le Conseil mondial, dans la *Déclaration de Toronto,* publiée en juillet 1950, a clairement précisé qu'il ne constituait nullement une « superéglise », que son but n'était pas

1. Appelé parfois aussi « Conseil mondial des Églises ».

négocier des unions entre les Églises, mais d'établir s contacts concrets entre leurs membres et de pro- ouvoir des études et discussions sur la question de nité de l'Église.

2° Au sein du Conseil œcuménique, chacune des con- ssions qui en sont membre conserve ses doctrines pro- es. Le Conseil, comme tel, se refuse à voir aucune ctrine déterminée en dehors de celle qui est à la base sa constitution : reconnaissance du Christ comme eu et Sauveur. Cela n'exclut pas qu'on se livre au sein Conseil œcuménique à des échanges de vues sur la ctrine, dans le but d'aboutir à leur sujet au maximum accord. Ces échanges de vues relèvent plus particulière- nt de la commission « Foi et Constitution ». Cette herche d'un accord porte, en premier chef, sur la ture de l'Église et de son unité.

3° L'œcuménisme non catholique — dont il est surtout estion dans ce dossier — envisage l'unité de l'Église nme une unité qui serait *à faire,* qui serait en quelque te au terme de l'histoire de la chrétienté, implication ctrinale incompatible avec la doctrine catholique. ailleurs les dirigeants du Conseil œcuménique refusent alement d'accepter la thèse romaine de l'unité et, nme l'écrivait Oliver S. Tomkins, l'un des secrétaires Conseil mondial :

... Si diverse que puisse être notre attitude à l'égard de me, nous sommes unanimes à ne pas accepter sa thèse de nité » (*The Ecumenical Review,* IV, avril 1951). Pour glise catholique, la célèbre parole évangélique : « ... il n'y a plus qu'un seul troupeau et un seul berger », s'est trouvée toriquement accomplie par la fondation de l'Église par le rist et seule est la véritable Église, celle qui est reliée à te fondation par la continuité historique; pour les « œcu- nistes », cette parole se rapporte à la seconde venue du gneur; l'un des conférenciers de Lund l'a clairement primé : « L'Église est certaine qu'au bout de sa route elle uvera le Seigneur... Après tous les combats et toutes les tes, il n'y aura plus qu'un seul troupeau et un seul ber- » (Conférence du Dr Edmund Schlink, Lund, 17 août 2).

C'est ce qui explique que l'Église catholique ne participe pas au Conseil œcuménique, si ce n'est par la présence d'observateurs.

4° Le Conseil œcuménique est né, à la Conférence d'Amsterdam, de la fusion des deux mouvements « Foi et Constitution » et « Vie et Action ». C'est le mouvement « Foi et Constitution », devenu une des commissions essentielles du Conseil mondial, qui vient de tenir sa troisième conférence à Lund. Il y a été proposé que le mot « Worship », « Culte », soit inséré dans le titre de la Commission, mais aucune décision n'a pu être prise à ce sujet, cette décision étant du ressort du Conseil œcuménique lui-même. On a d'ailleurs quelques raisons de penser que cette modification ne sera pas adoptée. Mais il y a dans cette proposition une indication significative concernant le rôle que le culte peut être appelé à jouer dans le développement ultérieur de l'œcuménisme. On notera que c'est là une innovation dont les catholiques ne peuvent que se réjouir.

Mais il importe sans doute de préciser — et c'est là le principal objet de ce dossier — les principales lignes d'évolution de l'œcuménisme depuis 1948 pour pouvoir apprécier l'évolution correspondante du concept d'unité chrétienne, ainsi que les difficultés rencontrées par l'œcuménisme au fur et à mesure de son effort d'approfondissement.

## L'ÉVOLUTION DE L'ŒCUMÉNISME DEPUIS 1948

A la conférence de Lund, l'un des plus anciens apôtres de l'œcuménisme, le Dr W. A. Visser't Hooft, parlant au nom du Comité exécutif de « Foi et Constitution », déclarait :

Un grand nombre de nos Églises dans toutes les parties du monde n'ont pas encore compris que la coopération ne suffit pas. Il est encore beaucoup de gens pour croire que l'actuelle relation établie entre nos Églises au sein du Conseil mondial

st une fin et non pas un commencement, une solution du roblème de l'unité plutôt qu'un premier pas seulement sur voie de l'unité.

Et, de fait, là est bien le drame essentiel de l'œcumé-sme tel qu'il a pu apparaître au cours des quatre der-ières années; ce qui incitait l'archevêque de Cantor-éry, cité justement par le Dr Visser't Hooft, à dire que ... le Conseil mondial risquait bien, dans ces conditions, avoir un effet narcotique plutôt que stimulant ». Aussi, Dr Visser't Hooft pouvait-il valablement faire res-ortir que la seule idée d'une *seconde* conférence œcumé-que, après celle d'Amsterdam, prenait une valeur sym-olique. C'est ce symbolisme que nous voudrions ana-ser à la lumière, en particulier, des textes publiés depuis uatre ans dans la revue du Mouvement, l'*Ecumenical eview*.

I. — Le premier élément de cette évolution est la pro-ressive prise de conscience du fait que, pour poser le roblème en termes schématiques mais saisissants, le roblème de l'unité, à partir du moment où on refuse accepter la thèse catholique dans sa simplicité, n'est as quelque chose de comparable, par exemple, à celui ue pose la constitution d'une fédération économique ou olitique. Il semble bien que l'œcuménisme à ses débuts soit trop laissé entraîner par des considérations pra-ques, comme en témoignait la dénomination même de un des tout premiers mouvements œcuméniques : « Vie Action » (*Life and Work*). Encore au moment de la onférence d'Amsterdam les partisans d'une « unité action » représentaient, du moins en ce qui concerne « base », un élément important du mouvement œcu-énique. Or, aujourd'hui de plus en plus, sous l'in-uence de la réflexion approfondie des dirigeants, le ouvement prend conscience de ce qui est en jeu, c'est-dire l'unité dans la *vérité*, laquelle est par essence éter-lle et intemporelle et renfermée dans la Parole de ieu. D'où le développement de la thèse selon laquelle

aucune des Églises existantes ne peut être considérée comme fidèle. Mais aussitôt apparaît un risque grave : celui d'être conduit à vouloir élaborer l'unité sous la forme d'une sorte de « dénominateur commun », attitude contre laquelle se révoltent les œcuménistes. Il y a là un premier cas de conscience qui est manifestement venu troubler la sérénité de l'enthousiasme œcuméniste.

II. — Selon la constitution qu'il s'est donnée à Amsterdam, le Conseil œcuménique des Églises ne peut se composer que d'Églises reconnaissant le Christ comme Dieu et Sauveur. Cette foi commune et le témoignage en commun qu'elle doit inspirer crée, à ses yeux, entre les Églises membres une unité profonde, appelée en ces milieux « l'unité déjà donnée par Dieu » ou encore « unité eschatologique », parce que c'est celle-là qui est appelée à se poursuivre dans l'au-delà. On doit cependant s'efforcer ici-bas de manifester cette unité déjà donnée, en réalisant entre les confessions chrétiennes une unité historique plus étroite. Mais la recherche de cette unité historique se heurte à de nombreuses difficultés, en raison surtout des divergences de vues qui séparent les diverses confessions, en ce qui concerne précisément l'unité voulue par Dieu pour son Église. Il est difficile, en particulier, de concilier la recherche de l'unité et le maintien du principe de l'égalité des Églises à l'intérieur du Conseil mondial. A cet égard, le cas de l'orthodoxie est significatif; après la déclaration de Toronto (1950), l'archevêque orthodoxe Germanos déclara, dans un interview, que l'Église orthodoxe ne cesserait jamais de soutenir ses positions pratiques et dogmatiques. Malgré ces divergences, c'est la nostalgie d'une plus complète unité qui semble être le trait essentiel de la psychologie œcuméniste, à tel point que dans un article de l'*Ecumenical Review* le Dr Ivor Stanley Watkins, évêque anglican de Malmesbury, pouvait écrire :

Une certaine inquiétude, une vision plus large, une nostalgie plus intense d'une plus complète unité, est un élément

écessaire, non seulement du *bene esse* mais même de *l'esse* u Conseil mondial.

Mais, si la réalisation de cette unité se trouve repous-e dans un avenir infiniment lointain, il n'en reste pas oins que la conception dramatique et dialectique que on s'en fait est, pour le Mouvement œcuménique, le oteur essentiel.

III. — Certains membres du Mouvement sont plus ticents, et c'est le cas en particulier de certains élé-ents calvinistes : pour eux, l'Église est Une parce que Christ est Un : c'est l'unité dans sa forme la plus duite et il n'y aurait pas lieu de chercher une autre ité. La véritable unité est dans la parole de Dieu : fonction du Conseil mondial serait alors d'assurer ns la charité l'auto-critique des Églises : selon la èse exprimée par H. van der Linde, représentant des lvinistes hollandais, il existe un principe susceptible assurer la solidité de l'œcuménisme du Conseil mon-al : une Église doit pouvoir et vouloir en tous temps oordonner son existence et ses formes historiques à utorité de la Bible. En soumettant ses propres convic-ns à cette autorité, elle doit pouvoir arriver à une foi uvelle, plus vaste, et à une vie plus universelle.

On le voit, l'œcuménisme est désormais placé en face ses problèmes; entre les deux extrêmes que représen-t les formules « Vie et Action » et « Foi et Consti-ion », il y a place pour bien des degrés; de même, re la position orthodoxe qui fait une part presque si grande que la position catholique à l'acquis his-ique de l'Église et la position calviniste, il y a place si pour de nombreuses divergences. Le problème cen-l qui est celui du passage de l'unité invisible et « es-tologique » à l'unité visible et historique, est de plus plus ressenti par les œcuménistes. Cette prise de science de plus en plus aiguë marque certainement tournant important dans l'histoire de l'œcuménisme elle permet de tirer quelques conclusions concernant

le chemin parcouru jusqu'aujourd'hui par l'œcuménisme, sur la voie de l'unité, concernant aussi le jugement qui peut être porté d'un point de vue catholique, sur le Mouvement œcuménique.

## Principaux courants actuels de l'œcuménisme

En fait, le développement et l'approfondissement du Mouvement œcuménique depuis 1948, permet aujourd'hui de préciser les principales lignes de force du mouvement et de dégager ainsi plus clairement ce que l'on pourrait appeler les principales tendances de l'œcuménisme. C'est la tension entre ces tendances qui fait aujourd'hui, à la fois la vie et les difficultés du Conseil œcuménique. On ne s'étonnera pas que cette tension reflète aussi celle des deux grandes tendances qui se partagent, à l'heure actuelle, les Églises séparées.

La première tendance est fort bien représentée par la Commission « Foi et Constitution », et aussi par la tendance anglicane connue sous le nom de « Haute Église » et qui se reflète aussi dans les différentes Églises appelées « épiscopaliennes ». Il y a là tout un ensemble de tendances où l'on peut voir se manifester comme souci principal, la question de la Succession apostolique : sur le problème de la Nature de l'Église, cette tendance met au premier plan de la définition de la véritable Église, la présence d'un ministère épiscopal remontant par continuité historique jusqu'aux apôtres. Cette tendance qui fut toujours et est encore minoritaire dans l'ensemble du protestantisme, n'en a pas moins acquis au cours des dernières années une force, un prestige et un rayonnement croissants. L'autre tendance proprement « protestante », ne veut voir dans la structure sociale de l'Église, qu'une institution purement humaine qui ne saurait intervenir comme élément constitutif dans la définition de l'Église. On le voit, il y a là, au delà même des divergences de dogme ou de théologie, quelque chose

qui est peut-être encore plus grave pour le Mouvement œcuménique : en effet, le but essentiel de ce mouvement est bien d'arriver à une définition de l'Église (au singulier), qui soit en rapport avec l'aspiration à l'Unité : il ne peut y avoir d'Unité véritable sans un accord minimum sur la nature de l'Église. Aussi, le drame actuel de l'œcuménisme est-il qu'on ne soit pas encore arrivé à obtenir cet accord minimum : on ne voit guère, en effet, comment concilier deux idées de l'Église aussi différentes que celles que nous venons d'exposer. On notera à ce propos, dans l'histoire récente de l'œcuménisme, des faits qui montrent combien ce drame est profondément ressenti et combien les deux tendances se partagent, en fait, l'influence au sein du mouvement.

La commission « Foi et Constitution » qui représente dans sa forme la plus pure la première tendance, est partie intégrante du Conseil œcuménique. Elle n'y conserve qu'une autonomie très réduite et seule le Comité central du Conseil œcuménique peut l'autoriser à tenir des assemblées mondiales propres comme celle qui vient d'avoir lieu à Lund.

L'autonomie plus large que la Commission « Foi et Constitution » avait conservée jusqu'à Lund n'allait pas sans inconvénients. C'est pourquoi beaucoup souhaitaient son intégration plus étroite au Conseil œcuménique. C'est ce qui fut décidé à Lund, où le choix du secrétaire de son Comité d'action semble impliquer un recul de l'influence qui avait été jusqu'ici la caractéristique propre de « Foi et Constitution ».

Ainsi le Mouvement œcuménique se trouve-t-il aujourd'hui clairement placé en face de son dilemme fondamental, celui même qui, par exemple, avait déjà depuis longtemps marqué l'histoire de l'anglicanisme, partagé entre « Haute » et « Basse » Église, entre « l'évangélisme » et « l'anglo-catholicisme ». Le mouvement des Églises non romaines vers l'unité est-il susceptible de provoquer la véritable révolution que serait l'abandon de

quelques-uns des thèmes historiques de la Réforme ? Ce mouvement est-il capable de promouvoir efficacement une définition unanime de l'Église qui ne fasse plus seulement de l'Unité une simple coordination des Églises existantes, mais vraiment la manifestation visible dans des structures déterminées de la fameuse « unité donnée » chère aux protestants ? Là est le problème central, celui auquel s'est attaquée avec une magnifique franchise la Commission « Foi et Constitution », celui que ne peut éviter d'affronter le Conseil œcuménique. Et quelles sont les chances d'une solution ?

Certes la considération des faits incline plutôt au pessimisme : il y a sans doute dans le protestantisme traditionnel une répugnance trop profonde à l'égard de la notion même d'Église visible, à l'égard de ce qu'on appelle dans les pays anglo-saxons « l'épiscopalisme », pour que la définition d'une Église de type, au fond, catholique ait des chances prochaines de recueillir une adhésion unanime.

Mais ce pessimisme peut se corriger de quelques compensations : il est sûr, par exemple, qu'à l'intérieur même du protestantisme luthérien et même calviniste (sans parler évidemment de l'orthodoxie ou de l'anglicanisme), il s'est produit un important renouveau liturgique : l'individualisme protestant traditionnel recule évidemment devant la redécouverte du *culte* collectif et du symbolisme rituel. Or, on ne peut manquer d'observer que le retour, fût-il timide, à une certaine valorisation de la liturgie, implique à plus ou moins longue échéance une définition de l'Église plus ou moins conforme au type « épiscopalien ».

Ajoutons que ce ne sont pas là querelles byzantines mais que c'est la valeur même, le contenu et l'efficacité de l'Unité recherchée qui dépendent de ce problème ecclésiologique : c'est bien pourquoi le problème de la nature de l'Église apparaît comme étant de plus en plus au centre des préoccupations des dirigeants du Mouve-

nt œcuménique. Au début du Mouvement, certains pu lui reprocher d'avoir été d'emblée trop loin en se inissant dès l'abord comme une Communauté d'Égli- : ceux-là auraient voulu que le Mouvement ne fût une fédération de bonnes volontés. Mais en fait, ourd'hui, le Mouvement se trouve entraîné encore s loin : malgré la déclaration de Toronto — et s'il est n vrai que le Conseil mondial n'est pas en effet une superéglise » — il reste que le Mouvement œcumé- ue, sous peine de renoncer à aborder la plénitude de effort vers l'Unité, est amené à poser en toute luci- é le problème de l'Église, à mettre en cause au moins plicitement la validité des définitions historiques atta- ées à chacune des Églises existantes et à affronter si le dilemme central issu des contradictions initiales la Réforme et encore accentuées par l'évolution dis- cte de chacune des Églises séparées à travers l'his- re.

Mais s'il y a là un risque de tension et même de nflit, il y a là aussi une chance de progrès, surtout si n songe à l'extraordinaire potentiel de foi, de sincérité de science religieuse que renferme le Mouvement œcu- nique : il se peut même que la prise de conscience ormais aiguë de ce dilemme représente un événement ne portée considérable dans l'histoire religieuse con- nporaine. Et, en tout cas, elle est une raison de plus ur que les catholiques s'intéressent de près au Mou- nent œcuménique.

## Conclusions : la position catholique

En ce qui concerne l'œcuménisme, la position catho- ue n'a pas varié et n'a aucune raison de varier. Église catholique n'admet d'Unité que dans son sein sur ce point, son intransigeance est légitimée par sa inition même. Mais elle ne se désintéresse pas pour tant du Mouvement œcuménique : Rome a décidé non

pas de participer, mais de s'intéresser aux réunions œcuméniques par l'intermédiaire d'observateurs officiellement délégués : les premiers de ces observateurs catholiques ont ainsi assisté à la Conférence de Lund où ils ont été accueillis de façon particulièrement significative. Voici, d'après le compte rendu de la Conférence de Lund publié par le Bulletin catholique *Vers l'Unité,* les termes dans lesquels ces observateurs catholiques (désignés par le Vicaire apostolique en Suède, Mgr Muller), ont été accueillis par le président de la Conférence, l'archevêque Brillioth, d'Upsal :

Nous avons dû accepter le fait tragique que l'Église de Rome n'ait pas trouvé possible de jouer un rôle actif dans aucune des réunions que nous avons coutume d'appeler œcuméniques, malgré l'absence d'une aussi grande partie de la chrétienté. Le fait que pour la première fois des observateurs romains aient été désignés en toute autorité indique bien que la grande Église de Rome ne reste pas indifférente à ce qui se fait en vue d'établir de meilleurs rapports entre les chrétiens de différentes traditions, et qu'une amitié peut subsister entre les chrétiens malgré les obstacles ecclésiastiques qui paraissent insurmontables. J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue aux observateurs désignés par le Vicaire apostolique de Stockholm.

Du côté proprement romain enfin, on continue certes d'affirmer comme il se doit la position catholique : mais on considère, semble-t-il, avec un peu plus de sympathie le Mouvement œcuménique. A cet égard, un récent article de la *Civilta Cattolica,* la revue des Jésuites italiens bien caractérisée par son intransigeance quasi intégriste, est fort significatif; certes, cet article est très sévère et non sans raisons pour ce qu'il appelle les divergences de l'œcuménisme : il n'a pas de peine à faire ressortir les contradictions internes du Mouvement et l'incertitude de sa position sur le problème de l'Église. Mais la conclusion de l'article fait ressortir la valeur que prend aux yeux des catholiques le récent approfondissement de l'œcuménisme :

On voit en fait se manifester avec énergie le désir d'une

nité qui exclut le syncrétisme confessionnel, le relativisme ogmatique et aussi le critérium du « dénominateur commun ». Et c'est là un progrès non négligeable sur la voie de découverte de la vérité. Nous le relevons avec une réelle atisfaction, même si la suspicion à l'égard de Rome tend à e pas diminuer parmi les œcuménistes. Ceux-ci ne reconaissent pas la contribution de Rome à l'éclaircissement qu'ils ouhaitent. Mais, en réalité, Rome est pour eux une sorte 'avertissement permanent de ne pas se contenter d'une sorte 'idéalisme abstrait.

Enfin, pour terminer, nous citerons la conclusion du ompte rendu de la Conférence de Lund publié dans le ulletin *Vers l'Unité* sous la signature du R. P. C.-J. Dunont, O. P., car il nous paraît résumer pour l'essentiel a position actuelle non seulement de la Commission Foi et Constitution », mais de l'ensemble du Mouvenent œcuménique placé par le développement même de a recherche de l'Unité en face du problème qu'il ne eut éluder et qui est bien celui de l'Église au sens même ù les catholiques entendent ce mot :

Personne ne se fait d'illusion d'ailleurs. La volonté exprinée ne se traduira pas par des résultats positifs du jour au endemain. Il suffit qu'elle soit prise au sérieux par un ombre croissant de personnalités influentes au sein des iverses communions chrétiennes pour que le Mouvement ecuménique se trouve désormais engagé dans une étape écisive. S'il en était ainsi, la Conférence de Lund aurait narqué, dans l'histoire du Conseil œcuménique un tournant apital.

En vue de parvenir à l'élimination des désaccords, on a arlé de « sacrifices » à consentir de la part des uns et des utres, de « renoncements » à effectuer. On sait que du point e vue catholique ce n'est pas en ces termes que le problème e pose. Il s'agit, au contraire, pour les communions séparées le retrouver, de restaurer, de réintégrer les éléments positifs le la grande tradition de l'Église qu'elles ont rejetés ou négligés aux périodes de crise qui ont été celles des séparations. Les « renoncements » dont il s'agit, ne peuvent être, à nos eux, que des enrichissements. C'est pourquoi le théologien atholique, comme son frère orthodoxe d'ailleurs, suit avec n tel intérêt cet immense effort de recherche qui se capitalise lans le Mouvement œcuménique. Non content de l'aider de a prière fraternelle, il est soucieux de prendre sa part de ce

très lourd fardeau, désireux de répondre à toutes les exigences d'un idéal dont il souffre lui-même de se sentir si loin.

Centre d'Informations Catholiques,
163, boulevard Malesherbes, Paris-XVII^e.

A propos du document que nous avons publié sur « l'intégrisme », dans le numéro d'août-septembre, nous avons reçu une précision de M. Lemaire, directeur de la revue *Paternité-Maternité* :

La revue *Paternité* a été fondée par des pères de famille qui, voyant le désordre et l'anarchie de la société actuelle, savent qu'ils peuvent s'appuyer sur le sacrement de mariage non seulement pour élever chrétiennement leurs enfants, mais aussi pour refuser tous les compromis contraires à la loi de Dieu. La famille étant la cellule initiale de la société, les parents peuvent puiser dans les grâces du sacrement de mariage, le courage et l'énergie nécessaires pour refaire d'une société païenne une société chrétienne. C'est le fondement, et le seul, de toutes les activités de la revue.

Toutes ses activités : éditions de manuels scolaires pour nos écoles libres, conférences, pèlerinages, sont toutes animées du seul désir d'assumer toutes les responsabilités de parents catholiques.

Si le moindre doute avait pu être admis quant à l'orthodoxie des activités de *Paternité*, le Saint-Père, semble-t-il, n'aurait pas reçu le 18 septembre dernier ses dirigeants et amis, au cours d'une audience qui fut l'occasion d'un discours retentissant.

Pour répondre à l'ordre du Saint-Père qui nous fait un devoir de lutter, il nous est arrivé plusieurs fois de porter devant la juridiction de l'Église des œuvres ou des livres que nous jugeons pernicieux pour nos foyers. Il n'y a là rien qui nous assimile à une société secrète, mais le strict devoir de tout fidèle auquel il appartient de déférer aux ordinaires locaux ou au Siège apostolique les livres qu'ils auront jugés pernicieux (canon 1397, parag. 1).

Nous avons également reçu du B.E.I.P.I. une lettre affirmant que le but de ce bulletin est le dépistage des communistes, en dehors de toute considération religieuse, il ne relève donc pas de l'intégrisme.

---

D. L., 4^e trimestre 1952. — Imprimeur, n° 776.
Imp. Aubin, Ligugé (Vienne). *Le Gérant :* G. Chifflot.
N.M.P.P.

TROIS JOURNAUX :

# *LA VIE CATHOLIQUE, TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN, FÊTES ET SAISONS*

COLLABORENT A UN EFFORT MISSIONNAIRE

## *Le Père LOEW écrit aux lecteurs de « La Vie Intellectuelle » :*

L'Album *Dieu existe* (1) n'est pas seulement un numéro spécial à diffuser. Si *La Vie Catholique, Témoignage Chrétien, Fêtes et Saisons* ont accepté d'unir leurs efforts pour l'éditer, c'est qu'il doit être le point de départ d'une grande Mission auprès de tous les Français, croyants ou incroyants.

Cette Mission, vous en serez les prédicateurs dans vos paroisses, dans vos milieux de vie : au bureau, à l'usine, au chantier tout autant que dans votre maison.

Dire que toute notre religion dépend de l'idée que l'on se fait de l'existence de Dieu n'est pas une vérité de La Palice.

Depuis cent cinquante ans, on s'est mis à véhiculer, en France d'abord, puis dans le monde, l'idée que Dieu n'existe pas; cette affirmation a fait son chemin. La plupart de nos contemporains incroyants le sont parce qu'ils croient que l'idée de Dieu va contre la science et la raison. Et la plupart des croyants se réfugient, devant ces négations, dans une foi têtue qui semble avoir peur d'ouvrir les yeux sur le monde.

Or, Dieu ne cesse, des premières pages de la Bible à nos jours, de nous rappeler que notre raison humaine peut et doit atteindre la certitude de son existence.

Voulez-vous quelques textes ?

Dans l'Ancien Testament, au Livre de la Sagesse : I, 1, 3, 4, 5 :

« Ils sont insensés par nature, tous ceux qui ont ignoré « Dieu,
« Et qui par les biens visibles n'ont pu connaître Celui « qui est,
« Ni reconnaître l'Artiste en considérant ses œuvres!
« Si c'est charmés par leur beauté qu'ils ont pris ces choses « pour des dieux,
« Qu'ils sachent combien leur Maître l'emporte sur elles
« Car c'est le Créateur de la beauté qui les a faites;
« Si ce qui les a frappés c'est leur force et leur puissance,
« Qu'ils comprennent par elles combien leur Créateur est « plus fort;
« Car c'est en partant de la grandeur et de la beauté des « créatures que, par analogie, on connaît leur Auteur. »

Saint Paul, écrivant aux nouveaux convertis de Rome, leur rappelait que si la colère de Dieu pèse sur les païens, c'est que ceux-ci « détiennent la vérité captive dans les liens de leur méchanceté », et il explique :

« Car ce que l'on peut connaître de Dieu est à leur portée;

« Dieu lui-même le leur a montré avec évidence.
« Depuis la création du monde les œuvres de Dieu font voir « à l'intelligence ce qui est invisible en Lui à savoir sa « puissance éternelle et sa divinité.
« Ainsi les hommes sont inexcusables puisque pouvant con- « naître Dieu ils ne l'ont pas glorifié ni remercié comme « Dieu... » (Rom., I, 19.)

Cette doctrine, l'Église ne cesse de la redire : en plein essor de l'incroyance, en 1870, le Concile du Vatican rappelait :

« Notre Dieu un et vrai, notre Créateur et notre Maître, « peut être connu avec certitude, à partir de ses œuvres « par la lumière naturelle de la raison humaine. »

Tout récemment, le 22 novembre 1951, dans son grand discours sur la science, Pie XII se refaisait l'écho et le prédicateur de cette doctrine :

« Si l'expérience primitive des anciens peut offrir à la rai- « son des arguments suffisants pour la démonstration de « l'existence de Dieu, aujourd'hui l'élargissement et l'ap- « profondissement de la science font resplendir, plus écla- « tante et plus précise, la trace de l'Éternel dans le monde « visible. »

Certes, pour être chrétien, pour croire en un Dieu Père et Esprit d'amour, en un Dieu qui a envoyé son Fils sauver notre humanité et lui donner sa propre vie, il faut que Dieu nous dise Lui-même qui Il est et pas seulement qu'Il existe.

Notre foi chrétienne a ainsi des lumières infiniment plus profondes sur Dieu que ce que notre raison peut connaître, mais le Pape lui-même n'hésite pas, dans le même discours, à parler « d'une joie, d'une vision énivrante » devant « l'ordre du monde » que l'astronomie et la biologie nous font connaître ».

Ce discours, combien parmi vous l'ont lu ? (*Documentation Catholique,* 16 décembre 1951.)

Voltaire croyait au Dieu Créateur, il ne croyait pas en Jésus-Christ.

Nos contemporains ne croient même plus au Dieu Créateur ou bien ont honte de cette croyance.

Je suis sûr que si nous arrivons à leur rendre cette première certitude : « Dieu existe », leurs âmes ne trouveront pas les mêmes obstacles que Voltaire pour s'ouvrir à la lumière de Jésus et de son Église.

Fr. M.-R. Loew.
Marseille, le 15 octobre 1952.

---

(1) Les commandes de l'album *Dieu existe* sont centralisées à :

FÊTES ET SAISONS

31, BOULEVARD LATOUR-MAUBOURG, PARIS (VII^e^)
C. c. p. Paris 6977-01

L'album, 28 pages héliogravure,
sous couverture en quadrichromie : **40** fr.

*Prix spéciaux par quantités.*